

Fusion par absorption de la société CGIP (Compagnie Générale d'Industrie et de Participations) par la société Marine-Wendel

Annexe commune aux rapports des conseils d'administration des sociétés CGIP et Marine-Wendel présentés aux Assemblées Générales Extraordinaires du 13 juin 2002



En application de son règlement n° 98-01, la Commission des opérations de bourse a apposé sur le présent document le numéro d'enregistrement E.02-099 en date du 7 mai 2002. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Ce numéro d'enregistrement, attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur les opérations réalisées et les sociétés concernées, n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il atteste que l'information contenue dans ce document correspond aux exigences réglementaires en vue de l'admission ultérieure à la Cote du Premier Marché d'Euronext Paris S.A. des titres qui, sous réserve de l'accord des assemblées générales, seront émis en rémunération des apports.

Le présent document est mis à la disposition des actionnaires auprès du siège social de la CGIP et de Marine-Wendel, 89, rue Taitbout 75009 Paris, et sur le site Internet de la Commission des opérations de bourse (www.cob.fr).

Ce document incorpore par référence le document de référence 2001 de la CGIP qui a été déposé à la COB en date du 3 mai 2002 sous le n° D.02-763.

Table des Matières

I.	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	4
1	POUR LA SOCIETE MARINE-WENDEL	4
1.1	Responsable du document.....	4
1.2	Attestation du responsable du document	4
1.3	Responsables du contrôle des comptes	4
1.4	Attestation des Commissaires aux comptes	5
1.5	Responsable de l'information	6
2	POUR LA SOCIETE CGIP	7
2.1	Responsable du document.....	7
2.2	Attestation du responsable du document	7
2.3	Responsables du contrôle des comptes	7
2.4	Attestation des Commissaires aux comptes	8
2.5	Responsable de l'information	9
II.	RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES	10
1	ASPECTS ECONOMIQUES DE LA FUSION	10
1.1	Liens préexistants entre les sociétés en cause	10
1.2	Motifs et buts de l'opération.....	11
2	ASPECTS JURIDIQUES DE L'OPERATION	14
2.1	L'opération elle-même	14
2.2	Contrôle de l'opération.....	19
2.3	Rémunération des apports	19
3	COMPTABILISATION DES APPORTS	20
3.1	Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge.....	20
3.2	Réévaluations et réajustements effectués entre valeur de fusion et valeur comptable.....	22
3.3	Expertise de la valeur d'apport	22
3.4	Détail du calcul de la prime de fusion.....	24
4	REMUNERATION DES APPORTS	25
4.1	Description des critères retenus pour comparer Marine-Wendel et CGIP et justification de leur choix.....	25
4.2	Synthèse des parités obtenues	33
4.3	Attestation d'équité	34
5	CONSEQUENCES DE L'OPERATION.....	44
5.1	Conséquences pour Marine-Wendel et ses actionnaires	44
5.2	Conséquences pour CGIP et ses actionnaires	51
III.	PRESENTATION DU BENEFICIAIRE DES APPORTS	52
1	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL	52
1.1	Dénomination et siège social	52
1.2	Forme juridique et textes réglementaires	52
1.3	Législation relative à Marine-Wendel.....	52
1.4	Date de constitution et durée de la société.....	52
1.5	Objet social résumé (article 3 des statuts).....	52
1.6	Numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés	53
1.7	Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à Marine-Wendel	53
1.8	Exercice social	53
1.9	Répartition statutaire des bénéfices (article 25 des statuts)	53
1.10	Assemblées Générales	54

2	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL.....	56
2.1	Conditions auxquelles les statuts soumettent les modifications du capital et des droits respectifs des diverses catégories d'actions (article 7 des statuts).....	56
2.2	Capital Social, nombre et catégories d'instruments financiers (articles 6 et 11 des statuts).....	56
2.3	Capital autorisé et non émis.....	56
2.4	Instruments financiers non représentatifs du Capital.....	56
2.5	Obligations convertibles, échangeables, remboursables en instruments financiers donnant accès au capital, à warrant ou autres	57
2.6	Évolution du capital au cours des cinq dernières années	58
3	REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	59
3.1	Nombre d'actions, d'actionnaires et de droits de vote	59
3.2	Modifications dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices.....	59
3.3	Personnes physiques ou morales exerçant directement ou indirectement un contrôle sur Marine-Wendel	61
3.4	Description du groupe Marine-Wendel.....	61
4	MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE MARINE-WENDEL	64
4.1	Marchés sur lesquels les instruments financiers de Marine-Wendel sont admis aux négociations	64
4.2	Instruments financiers de Marine-Wendel non encore admis aux négociations sur un marché réglementé.....	64
4.3	Nombre d'instruments financiers, cours et volumes.....	64
5	DIVIDENDES.....	66
6	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR.....	67
6.1	Présentation de la société et du groupe	67
6.2	Dépendance à l'égard de brevets et de licences, de contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, ou de procédés nouveaux de fabrication.....	67
6.3	Litige ou arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur la situation financière de Marine-Wendel ou de son groupe.....	67
6.4	Évolution des effectifs au cours des trois derniers exercices.....	67
6.5	Politique d'investissement.....	67
6.6	Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales ou sous-filiales dont l'importance est significative au niveau des actifs ou des résultats de l'émetteur ou du groupe.....	69
7	PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS	70
7.1	Comptes consolidés de Marine-Wendel au 31 décembre 2001	70
7.2	Comptes individuels semestriels au 31 décembre 2001.....	99
7.3	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2001 et sur les comptes individuels semestriels au 31 décembre 2001	108
8	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	110
8.1	Composition et fonctionnement.....	110
8.2	Intérêts des dirigeants	115
8.3	Intéressement du personnel.....	115
IV.	PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBEE	116

I. RESPONSABLES DU DOCUMENT ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1 POUR LA SOCIETE MARINE-WENDEL

1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT

Jean-Marc Janodet, Directeur Général

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

« A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Marine-Wendel, ainsi que sur les droits attachés aux titres qui seront émis à la fusion ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Jean-Marc Janodet

1.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Titulaires :

Befec – Price Waterhouse

Membre de PricewaterhouseCoopers

représenté par Daniel Chauveau

Tour AIG – 34, place des Corolles – 92908 Paris-La Défense

Ernst & Young Audit

représenté par François Carrega

Tour Ernst & Young – 92037 Paris-la Défense

Suppléants :

Barbier Frinault & Autres

Membre d'Andersen

représenté par Michel Léger

41, rue Ybry – 92576 Neuilly-sur-Seine

1.4 ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Marine-Wendel et en application du règlement COB n°89-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques relatives à la société Marine-Wendel données dans le présent document établi à l'occasion de la fusion par absorption de la société C.G.I.P. par la société Marine-Wendel.

Ce document a été établi sous la responsabilité du Directeur Général. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée

Pour les informations portant sur la situation financière et les comptes ayant fait l'objet de retraitements pro forma, nos diligences ont consisté à apprécier si les conventions retenues sont cohérentes et constituent une base raisonnable pour leur établissement, à vérifier la traduction chiffrée de ces conventions, à nous assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces informations avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes historiques ayant fait l'objet d'un audit et, le cas échéant, à vérifier leur concordance avec les comptes historiques présentés dans le document.

Les comptes consolidés des exercices se terminant les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve et avec l'observation suivante pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1999 : "sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 de l'annexe mentionnant le traitement comptable relatif à la diminution de la quote-part du groupe CGIP dans les capitaux propres consolidés de Cap Gemini".

Les comptes individuels semestriels couvrant la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet par nos soins d'un examen limité selon les normes professionnelles applicables en France, et ont donné lieu à l'émission d'un rapport d'examen limité sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, et compte tenu de l'observation formulée dans notre rapport telle que rappelée ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document établi à l'occasion de la fusion de Marine-Wendel et C.G.I.P.

Concernant les informations pro forma contenues dans le présent document, nous rappelons que ces informations ont vocation à traduire l'effet sur des informations comptables et financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée, d'une opération ou d'un événement donné. Elles ne sont toutefois pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

Paris, le 7 mai 2002

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

Befec - Price Waterhouse
Membre de PricewaterhouseCoopers

François Carrega

Daniel Chauveau

1.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Mme Nicole Dupuis

Téléphone : 01 42 85 30 00

Télécopie : 01 45 96 00 07

Numéro vert : 0 800 19 58 74

E-mail : DIRECTION-MW@wanadoo.fr

Site : www.marine-wendel.fr

2 POUR LA SOCIETE CGIP

2.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT

Ernest-Antoine Seillière, Président Directeur Général

2.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

« A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de CGIP, ainsi que sur les droits attachés aux titres qui seront émis à la fusion ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Ernest-Antoine Seillière

2.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Titulaires :

Barbier Frinault et Associés
Membre d'Andersen
représenté par Michel Léger
41, rue Ybry - 92576 Neuilly-sur-Seine

Befec-Price Waterhouse
Membre de PricewaterhouseCoopers
représenté par Daniel Chauveau
Tour AIG - 34, place des Corolles - 92908 Paris-La-Défense

Suppléants :

Philippe Peuch-Lestrade
49, rue de La Tour - 75116 Paris

Gérard Hautefeuille
11, rue Margueritte - 75017 Paris

2.4 ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations "C.G.I.P." et en application du règlement COB n°98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques relatives à la société C.G.I.P. données dans le présent document établi à l'occasion de la fusion par absorption de la société C.G.I.P. par la société Marine-Wendel. Ce document incorpore le document de référence de la société déposé auprès de la COB en date du 3 mai 2002 sous le numéro D.02-763 qui a déjà fait l'objet, en date du 3 mai 2002, d'un avis de notre part dans lequel nous concluons que nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées à l'exception de l'observation suivante formulée dans notre rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1999 : sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 1.2 de l'annexe détaillant le traitement comptable relatif à la quote-part du groupe C.G.I.P. dans l'imputation sur les capitaux propres réalisée par la société Cap Gemini, se traduisant par une charge exceptionnelle de 174,6 millions d'euros.

Ce document a été établi sous la responsabilité du Président du conseil d'administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Sur la base de ces diligences, et compte tenu de l'observation formulée dans notre rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1999 telle que rappelée ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 6 mai 2002

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Associés

Befec - Price Waterhouse
Membre de PricewaterhouseCoopers

Michel Léger

Daniel Chauveau

2.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Gérard Lamy,

Directeur de la Communication financière

Téléphone : 01 42 85 30 00

Télécopie : 01 42 80 68 67

N° vert : 08 00 89 70 67

Email : g.lamy@cgip.fr

Site : www.cgip.fr

II. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES

1 ASPECTS ECONOMIQUES DE LA FUSION

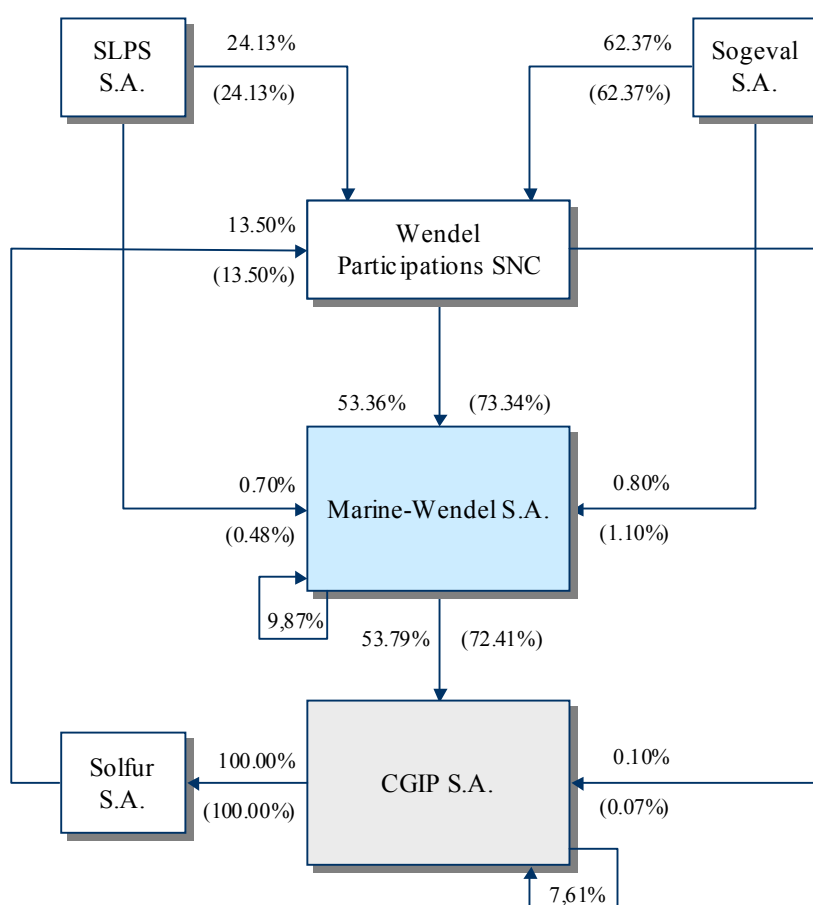
1.1 LIENS PREEXISTANTS ENTRE LES SOCIETES EN CAUSE

1.1.1 Liens en capital

Marine-Wendel détient directement à ce jour 53,79% du capital et 72,41% des droits de vote de CGIP.

L'organigramme ci-dessous présente l'organigramme du Groupe au 25 avril 2002 :

Organigramme simplifié du Groupe CGIP / Marine-Wendel au 25 avril 2002



Entre parenthèses, droits de vote

1.1.2 Cautions

Néant

1.1.3 Administrateurs communs

Les administrateurs communs à Marine-Wendel et CGIP sont :

- Ernest-Antoine Seillière (Président du Conseil d'administration de Marine-Wendel et Président Directeur Général de CGIP),
- Hubert Leclerc de Hauteclocque (Président du Conseil d'administration de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques et représentant permanent de SLPS au Conseil d'administration de Marine-Wendel et administrateur de CGIP), et
- Louis-Amédée de Moustier (Président du Conseil d'administration de Société de Gérance de Valeurs Mobilières et représentant permanent de Sogeval au Conseil d'administration de CGIP et administrateur de Marine-Wendel).

1.1.4 Filiales détenues en commun

La société BLR BV est détenue à 48,66% par Marine-Wendel et à 3,07% par Orange Nassau, filiale à 100% de CGIP.

1.1.5 Accords techniques ou commerciaux

Néant

1.1.6 Conventions particulières

Nature et objet

- Convention portant sur la gestion administrative et fiscale de la société Stallergènes.

Modalités

- Montant de la commission versée à la société Marine-Wendel : 0,114 M€ hors taxe

1.2 MOTIFS ET BUTS DE L'OPERATION

La fusion de Marine-Wendel et de CGIP constitue la dernière étape du processus de simplification des structures du Groupe engagé par les Conseils d'administration de la CGIP et de Marine-Wendel lors de leurs réunions du 27 novembre 2001.

La première étape s'est achevée le 19 février 2002 à la clôture des offres publiques initiées par Marine-Wendel et CGIP sur leurs propres titres. Les offres initiées par

Marine-Wendel et CGIP ont été largement souscrites :

- A l'issue des offres initiées par CGIP (offre publique de rachat d'actions portant sur 6.000.000 titres CGIP et offre publique d'achat simplifiée portant sur 5.477.500 titres CGIP), celle-ci a acquis 11.477.500 titres, dont 3.200.000 apportés par Marine-Wendel (8.000.000 ont été annulés par le Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2002) ;
- A l'issue de l'offre publique d'achat simplifiée initiée par Marine-Wendel cette dernière a acquis 1.700.000 de ses propres titres.

Suite à ces opérations, l'actionnariat de Marine-Wendel et de CGIP est composé comme suit :

Actionnariat de Marine-Wendel au 25 avril 2002 après offres				
	Nombre de titres au capital	En %	Droits de vote	En %
Wendel-Participations ⁽¹⁾	9.681.545	54,85%	19.240.877	74,92%
Public	6.226.421	35,28%	6.439.801	25,08%
Autodétention	1.741.404	9,87%	-	-
Total	17.649.370	100%	25.680.678	100%

(1) Y compris SLPS et Sogeval.

Actionnariat de CGIP au 25 avril 2002 après offres				
	Nombre de titres au capital	En %	Droits de vote	En %
Marine-Wendel	31.904.322	53,79%	63.808.644	72,41%
Wendel - Participations	58.849	0,10%	58.849	0,07%
Sogeval	1.507	0,00%	3.014	0,00%
Public	22.622.535	38,14%	24.246.344	27,52%
Autodétention	4.723.904	7,96%	-	-
Total	59.311.117	100%	88.116.851	100%

Conformément aux annonces faites par les sociétés, les conditions d'une fusion Marine-Wendel / CGIP sont donc à présent réunies, la réussite des offres permettant à Wendel-Participations, actionnaire majoritaire de Marine-Wendel, de conserver le contrôle en droits de vote après fusion.

(a) Intérêts communs aux deux sociétés

La fusion des deux sociétés permet une simplification des structures du groupe, elle apportera en outre les avantages d'une gestion unifiée et d'une stratégie d'investissement facilitée ainsi que d'une plus grande transparence.

(b) Intérêt de l'opération pour la société absorbante et ses actionnaires

- La fusion conduira à une société unique avec un actif net réévalué avant impôts de près de 3Mds d'euros et de 2,7Mds d'euros après impôts, pour une capitalisation boursière de l'ordre de 2Mds d'euros.
- Marine-Wendel bénéficiera d'une liquidité des titres accrue : le flottant de Marine-Wendel se trouvera considérablement élargi passant de 45% à environ 65% du capital et constituera un des plus importants flottants des holdings français avec environ 1,3Mds d'euros détenus par le public.

(c) Intérêt de l'opération pour la société absorbée et ses actionnaires

- Les actionnaires de CGIP bénéficieront d'un fort accroissement de leur actif net par action et de la liquidité accrue de leurs titres.

2 ASPECTS JURIDIQUES DE L'OPERATION

2.1 L'OPERATION ELLE-MEME

2.1.1 Date du projet de traité fusion

Le projet de traité de fusion a été signé le 29 mars 2002.

2.1.2 Date d'arrêté des comptes utilisés pour la détermination des valeurs d'apport

Les termes et conditions de la fusion ont été établis par les deux sociétés sur la base des comptes sociaux de CGIP arrêtés au 31 décembre 2001 et de la situation comptable intermédiaire de Marine-Wendel arrêtée à la même date.

2.1.3 Date de rétroactivité de l'opération

La fusion sera réalisée après approbation par les assemblées générales des actionnaires de CGIP et de Marine-Wendel et prendra effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2002.

2.1.4 Date de réunion des Conseils d'Administration ayant approuvé l'opération

Marine-Wendel : Conseil d'Administration du 27 mars 2002.
CGIP : Conseil d'Administration du 27 mars 2002.

Lors des Conseils d'Administration de Marine-Wendel (dont tous les membres étaient présents) et de CGIP (dont tous les membres étaient présents) du 27 mars, le projet de fusion et les termes de la fusion ont été approuvés à l'unanimité des administrateurs présents.

2.1.5 Date de dépôt du projet de traité de fusion au tribunal de commerce

Le projet de traité de fusion a fait l'objet d'un dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 29 avril 2002.

Les avis de projet de fusion seront publiés au BALO et dans un Journal d'annonces légales dans les délais légaux. Le délai d'opposition des créanciers commencera à courir dès le jour de la publication de l'avis de fusion pour une durée de 30 jours.

2.1.6 Avis du CMF (du 27 mars 2002)

En application de l'article 5-6-6 du Règlement général, la société Marine-Wendel a informé le Conseil des marchés financiers du projet de restructuration interne comportant la fusion absorption par celle-ci de la société CGIP dont Marine-Wendel

détient directement 53,79% du capital et 72,37% des droits de vote, cette participation constituant l'essentiel de ses actifs.

Au vu des informations qui lui ont été transmises sur les conséquences de la fusion envisagée, qu'il a examinées dans sa séance du 27 mars 2002, le Conseil a estimé que ce projet ne justifiait pas la mise en œuvre préalable d'une offre publique de retrait visant les actions CGIP, considérant :

- qu'il ne modifierait pas dans un sens défavorable les conditions de cession et de transmission des titres CGIP, les actionnaires de cette société se voyant remettre un titre dont la liquidité est au moins équivalente ;
- que la fusion n'entraînera pas de réorientation de l'activité sociale ni de modifications significatives des dispositions statutaires ;
- que la capacité distributive du nouvel ensemble correspondrait à celle dont bénéficient aujourd'hui les actionnaires de la société CGIP.

2.1.7 Régime fiscal de l'opération

En l'état actuel de la législation française, les conséquences fiscales de la fusion peuvent être résumées comme suit.

Les actionnaires doivent néanmoins s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, notamment s'agissant des personnes physiques détenant des actions dans leur patrimoine privé et réalisant des opérations de bourse à titre habituel ou de celles ayant inscrit des actions à l'actif de leur bilan commercial.

Les non-résidents fiscaux français doivent en outre se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

2.1.7.1 Pour les sociétés fusionnées

Impôt sur les sociétés

La fusion, placée sous le régime de faveur de l'article 210 A du Code Général des Impôts ("C.G.I.") présentera un caractère intercalaire ; les plus-values d'apport seront dès lors exonérées d'impôt sur les sociétés et placées en sursis d'imposition.

Chez l'absorbante, la plus-value dégagée lors de l'annulation de sa participation au capital de l'absorbée ne sera pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

A cet effet, l'absorbante souscrira dans l'acte de fusion les engagements auxquels l'application du régime de faveur est subordonnée.

Droits d'enregistrement

Sous réserve du salaire du conservateur dû au titre du transfert de la propriété des immeubles de l'absorbée à l'absorbante égal à 0,10 % de la valeur vénale des immeubles, la fusion sera soumise au seul droit fixe de 230 euros (article 816 du C.G.I.).

2.1.7.2 Pour les actionnaires

L'attribution de titres de l'absorbante aux actionnaires de l'absorbée ne sera pas considérée comme une distribution de revenus mobiliers (article 115-1 du C.G.I.).

S'agissant des gains ou des pertes constatés lors de l'échange des titres, le régime fiscal dépendra de la qualité de l'actionnaire.

2.1.7.3 Pour les résidents fiscaux français

Actionnaires personnes physiques

En application de l'article 150-0 B du C.G.I. dès lors que la soulte reçue par le contribuable n'excède pas 10 % de la valeur nominale des titres reçus, l'échange de titres réalisé dans le cadre d'une fusion est traité de plein droit comme une opération intercalaire : le gain ou la perte constaté sera placé en sursis d'imposition.

Cette exonération d'impôt sur le revenu ne sera pas définitive, dès lors que la plus-value constatée lors de la cession ultérieure des titres de l'absorbante reçus en échange sera calculée à partir du prix ou de la valeur des titres de l'absorbée remis à l'échange.

L'échange de titres de l'absorbée figurant dans un PEA contre des titres de l'absorbante se révélera fiscalement neutre dès lors qu'il interviendra dans le cadre d'une gestion normale de plan.

Actionnaires personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

En principe, l'échange emporte les mêmes conséquences que la cession de titres et donne lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte. La plus ou moins-value d'échange peut néanmoins être placée en sursis d'imposition sur option.

Régime de droit commun

La cession de titres autres que des titres de participation donne lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte compris dans le résultat imposable au taux de 33^{1/3}%. Toutefois, les personnes morales réalisant un chiffre d'affaires hors taxes de moins de 7.630.000 euros et dont le capital, entièrement libéré, est détenu de manière continue pour 75% au moins par des personnes physiques ou par des sociétés répondant aux mêmes conditions de libération du capital, de chiffre d'affaires et de détention du capital, peuvent, sous certaines conditions et pour une fraction de leur bénéfice imposable limitée à 38.120 euros par période de 12 mois, être soumises à l'impôt sur les sociétés à un taux de 15% pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002.

Les plus-values issues de la cession d'actions ayant le caractère de titres de participation, ou qui sont fiscalement assimilées à des titres de participation, sont éligibles au régime des plus-values à long terme à condition que les actions aient été détenues depuis deux ans au moins et sous réserve de satisfaire à l'obligation de constitution de la réserve spéciale de plus-values à long terme ; elles sont imposables au taux de 19%.

A l'impôt sur les sociétés au taux normal de 33^{1/3}% ou au taux réduit de 19% ou de 15% s'ajoutent :

- une majoration complémentaire de 3% pour les exercices clos ou les périodes d'imposition arrêtées à compter du 1^{er} janvier 2002;
- ainsi que, pour les personnes morales ne satisfaisant pas aux

conditions de libération du capital, de chiffre d'affaires et de détention du capital susvisées, une contribution sociale de 3,3% (art. 235 ter ZC du C.G.I.) assise sur la fraction de l'impôt sur les sociétés (avant imputation des avoirs fiscaux et crédits d'impôts) excédant 763.000 euros par période de 12 mois.

Régime du sursis d'imposition

En application de l'article 38-7 bis, le profit ou la perte réalisé lors d'un échange de titres consécutif à une fusion placée sous le régime de faveur peut sur option être placé en sursis d'imposition dès lors que la soulte reçue ne dépasse pas 10 % de la valeur nominale des actions attribuées et n'excède pas la plus-value réalisée.

Le profit ou la perte résultant de la cession ultérieure des titres de l'absorbante reçu en échange sera dès lors imposé au titre de l'exercice de cession et déterminé par rapport à la valeur fiscale avant fusion des titres de l'absorbée remis à l'échange.

2.1.7.4 Pour les non-résidents fiscaux français

Sous réserve des dispositions des conventions fiscales éventuellement applicables, les plus-values réalisées à l'occasion de l'échange d'actions par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel les titres de CGIP seraient inscrits) et qui n'ont à aucun moment détenu, directement ou indirectement, seules ou avec des membres de leur famille, une participation représentant plus de 25% des bénéfices sociaux de CGIP à un moment quelconque au cours des cinq (5) dernières années qui précèdent la cession, ne sont pas soumis à l'impôt en France (article 244 bis C du C.G.I.).

2.2 CONTROLE DE L'OPERATION

2.2.1 Date des Assemblées Générales Extraordinaires appelées à approuver l'opération

Les Assemblées Générales Extraordinaires de CGIP et de Marine-Wendel seront appelées à approuver l'opération le 13 juin 2002.

2.2.2 Commissaires à la fusion

Par ordonnance en date du 31 janvier 2002, le Président du Tribunal de Commerce de Paris a nommé en qualité de Commissaires à la fusion :

- Monsieur Dominique Ledouble (Cabinet CDL), commissaire aux comptes, demeurant 99 boulevard Haussmann, 75008 Paris ;
- Madame Agnès Bricard (Audit Bilan Conseil (ABC)), commissaire aux comptes, demeurant 63 boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

Les commissaires à la fusion ont rendu leurs rapports le 3 mai 2002. Ces rapports seront mis à la disposition des actionnaires au siège social des sociétés concernées dans les délais légaux. Le rapport des commissaires aux apports sur la valeur des apports sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Paris dans les délais légaux. Les rapports des commissaires à la fusion sont présentés au chapitre II.3.3.

2.3 REMUNERATION DES APPORTS

- La valeur nominale des actions créées est de 4€ nominal après division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel.
- Le nombre net d'actions créées est 23.876.729 après division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel.
- Les actions Marine-Wendel nouvellement émises seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de la présente Assemblée Générale Extraordinaire. Elles auront les mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes. Par exception à ce qui précède, le dividende annuel distribué à ces actions nouvelles, au titre de l'exercice en cours, sera diminué d'un abattement forfaitaire de 1,10 € par action de 4 € nominal, correspondant à la moitié du montant, net d'avoir fiscal, de l'acompte sur dividende de 2,20 € par action de 8 € nominal versé aux actionnaires de Marine-Wendel préalablement à la fusion. Les actions nouvelles auront donc droit, dans les mêmes conditions que les actions anciennes, à toute répartition de dividende, prélevé sur les bénéfices ou fonds propres, qui viendrait à être mis en paiement par Marine-Wendel postérieurement à leur création. Elles seront, donc, de ce fait entièrement assimilées aux actions composant actuellement le capital social..
- Elles seront négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Marine-Wendel s'engage à en demander l'admission aux négociations sur le Premier Marché Euronext Paris dans les meilleurs délais.

3 COMPTABILISATION DES APPORTS

3.1 DESIGNATION ET VALEUR DES ACTIFS APPORTES ET DES ELEMENTS DE PASSIF PRIS EN CHARGE

Les éléments d'actif et de passif sont apportés par absorption de CGIP par Marine-Wendel pour leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les comptes sociaux de CGIP arrêtés le 31 décembre 2001, corrigés des événements suivants intervenus sur CGIP depuis le 31 décembre 2001 :

- Annulation d'actions rachetées, suite à la décision du Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2002
- Augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription
- Solde du dividende à verser au titre de l'exercice 2001

L'actif net corrigé apporté par CGIP s'élève à 1.028,7M€.

Désignation et valeurs des actifs et passifs apportés	
<u>Actifs Apportés</u>	Euros
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	
Valeurs brutes	10 047 440.35
Amortissements	(6 729 588.06)
Valeurs nettes	3 317 852.29
Immobilisations financières	
Valeurs brutes	2 035 428 375.89
Provisions	(136 266 707.11)
Valeurs nettes	1 899 161 668.78
Actifs Circulants	
Créances clients	761 188.70
Autres créances	25 141 058.21
Banques	124 737 617.27
Comptes de régularisation	169 996.77
Total des actifs apportés	2 053 289 382.02
<u>Passifs pris en charge</u>	
Provisions pour risques et charges	41 725 214.82
Emprunt obligataire et intérêts courus	306 707 374.11
Emprunts et dettes financières diverses	105 926 530.35
Dettes fournisseurs	803 120.95
Dettes fiscales et sociales	28 426 324.76
Dividendes à payer	67 272 311.00
Autres dettes	110 590 332.13
Comptes de régularisation	640.35
Total des passifs pris en charge	661 451 848.47
Actif Net au 31 décembre 2001	1 391 837 533.55

Désignation et valeurs des actifs et passifs apportés	
	Euros
Actif Net au 31 décembre 2001	1 391 837 533.55
Acompte sur dividende du 4 janvier 2002 non mis en paiement pour les actions CGIP auto-détenues	1 246 404.00
Annulation d'actions décidée par le Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2002	- 342 230 934.07
Annulation de 6.000.000 d'actions rachetées dans le cadre de l'OPRA au prix de 44€	- 264 000 000.00
Annulation de 1.037.234 actions rachetées dans le cadre des autorisations données par les AG de 2000 et 2001, au prix de 34.58€	- 35 869 230.07
Annulation de 962.766 actions rachetées dans le cadre de l'OPA simplifiée au prix de 44€	- 42 361 704.00
Augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription	482 759.78
Solde du dividende à verser en juin 2002 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 2002	- 22 644 085.00
Dividende total à payer (avant déduction des sommes non mises en paiement)	- 59 272 311.00
Dividende attaché aux actions CGIP auto-détenues non mis en paiement	4 723 904.00
Dividende attaché aux actions CGIP détenues par Marine-Wendel non mis en paiement du fait de la fusion-renonciation (sous réserve d'approbation de la fusion)	31 904 322.00
Actif Net Apporté corrigé	1 028 691 678.26

3.2 REEVALUATIONS ET REAJUSTEMENTS EFFECTUES ENTRE VALEUR DE FUSION ET VALEUR COMPTABLE

Les apports sont réalisés à la valeur nette comptable des comptes sociaux.

3.3 EXPERTISE DE LA VALEUR D'APPORT

3.3.1 Rapport des Commissaires à la fusion sur la rémunération des apports

La parité qui vous est proposée (soit 1,9) est intermédiaire entre le rapport des cours de bourse et des valeurs nettes réévaluées. Elle privilégie légèrement le cours de bourse et recoupe la parité de 1,86 ressortant du cours auxquelles les offres publiques d'achat ont été réalisées par les deux sociétés au début de l'année 2002.

Les tableaux de synthèse des valeurs relatives font ressortir une fourchette maximale de variation de la parité comprise entre 1,8 à 2,2 (1,79 à 1,86 selon les cours de bourse, et 2,05 à 2,24 en retenant les valeurs d'actif net réévalué).

Il apparaît qu'à l'issue de l'opération, le pourcentage du public dans le capital du nouvel ensemble se situera entre 66% et 63% en fonction des fourchettes extrêmes de parité comprise entre 1,8 à 2,2, soit un écart relativement limité ; étant précisé que, dans une parité de 1,9 à 2,1, le pourcentage se maintient entre 64% et 65%.

La parité retenue de 1,9, qui est très proche de celle observée sur le cours de bourse lors des dernières offres publiques d'achat, conduit à octroyer aux minoritaires de l'ordre de 64% - 65% du capital du nouvel ensemble. La répartition entre les actionnaires des deux origines étant la suivante :

- actionnaires anciennement CGIP	43%
- actionnaires anciennement Marine-Wendel	57%

Les effets dilutifs sont quasiment inexistants ; il n'en existe pas chez Marine-Wendel et ceux observés au niveau de CGIP sont limités. En effet, les seuls éléments dilutifs au niveau de CGIP sont les 1 019 742 options attribuées aux dirigeants du groupe ou des filiales rappelées en annexe 1 du traité de fusion, qui représentent un nombre faible par rapport au nombre total des actions composant le capital de CGIP (1,87% du capital). Compte tenu de cette situation, les calculs de parités réalisés après intégration des éléments dilutifs demeurent inchangés.

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé, soit :

- 1 action Marine-Wendel pour 1,9 actions CGIP à la date du traité de fusion ;
- et 1 action Marine-Wendel pour 1 action CGIP après approbation des modifications du capital des deux sociétés prévues par les assemblées générales devant se tenir le 13 juin 2002 préalablement à l'examen de la fusion ;

est équitable.

Fait à Paris, le 2 mai 2002.

Les commissaires à la fusion,

Agnès BRICARD

Dominique LEDOUBLE

Commissaires aux comptes,
Membres de la Compagnie Régionale de Paris.

3.3.2 Rapport des Commissaires aux apports sur la valeur des apports

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la valeur des apports s'élevant à 1 028 691 678 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société absorbante, augmentée de la prime de fusion.

Fait à Paris, le 2 mai 2002.

Les commissaires à la fusion,

Agnès BRICARD

Dominique LEDOUBLE

Commissaires aux comptes,
Membres de la Compagnie Régionale de Paris.

3.4 DETAIL DU CALCUL DE LA PRIME DE FUSION

L'augmentation de capital de Marine Wendel, devant rémunérer l'apport CGIP, sera déterminée comme suit :

Nombre d'actions CGIP existant au jour de la signature du traité de fusion		59 311 117
Nombre d'actions CGIP après l'attribution d'une action gratuite pour 19 actions anciennes (A)	59 311 117* 0/19	62 432 754
<i>A déduire :</i>		
Actions CGIP auto-détenues (B)	4 723 904*20/19	(4 972 529)
Actions CGIP détenues par Marine Wendel	31 904 322*20/19	(33 583 496)
	Soit (A)-(B)-(C)	23 876 729
A rémunérer par une création de 23 876 729 actions Marine Wendel au nominal de 4€ soit une augmentation de		95 506 916€
La différence entre le montant de l'actif, et apporté par CGIP de		1 028 691 678 €
et cette augmentation de capital de		95 506 916 €
Constituera le montant brut de la prime de fusion de		933 184 762 €

Cette prime de fusion sera ensuite diminuée :

De la valeur comptable de 31 904 322 actions (hors actions gratuites) CGIP détenues par Marine Wendel	(250 009 035 €)
De la valeur comptable dans les comptes de CGIP des 4 723 094 actions CGIP auto-détenues	(205 906 788 €)
Soit un montant net de la prime de fusion de	477 268 939 €

Enfin, la prime sera augmentée :

Du montant de la plus-value réalisée par Marine Wendel lors de la cession de 3 200 000 actions CGIP dans le cadre de l'OPRA intervenue au début de l'année 2002	115 724 121 €
Le montant final de la prime de fusion sera donc de	592 993 060 €

Les opérations réalisées entre CGIP et Marine-Wendel pendant la période de rétroactivité comptable ne pouvant, par principe, se traduire par la constatation d'un profit au titre d'une opération sur soi-même, il convient de contre-passer la plus-value de 115.724.121,18€ réalisée lors de la cession de 3.200.000 actions CGIP par Marine-Wendel dans le cadre de l'OPRA rapportée à la prime de fusion. En conséquence, cette plus-value sera rapportée, par cohérence, à la prime de fusion comme elle l'aurait été si son montant était venu augmenter l'actif net de CGIP.

Cette prime sera inscrite au bilan de Marine-Wendel à un compte de réserves « Prime de fusion ». Elle pourra recevoir, de la part de l'Assemblée générale des actionnaires, toute autre affectation, en particulier servir à la reconstitution de la réserve spéciale des plus values à long terme et autres provisions fiscalement réglementées, à la dotation à plein de la réserve légale, à l'annulation des actions Marine-Wendel auto-détenues, ainsi qu'à l'imputation de l'ensemble des charges directes ou indirectes résultant de la présente fusion.

4 REMUNERATION DES APPORTS

4.1 DESCRIPTION DES CRITERES RETENUS POUR COMPARER MARINE-WENDEL ET CGIP ET JUSTIFICATION DE LEUR CHOIX

4.1.1 Méthodologie

- Critères retenus :

La parité de fusion Marine-Wendel / CGIP a été établie sur la base d'une analyse multicritère fondée sur :

- Le cours de bourse
- L'actif Net Comptable
- L'actif Net Réévalué avant et après imposition latente sur les plus-values
- Le résultat récurrent après impôts part du groupe
- Les dividendes

- Critères écartés

Compte tenu de la nature de l'activité de la CGIP et de Marine-Wendel, les critères d'évaluation fondés sur des approches analogiques telles que les comparaisons boursières ou les transactions récentes ont été écartés. En effet, il apparaît difficile d'identifier des holdings d'investissement de même nature en termes d'activité et d'actifs détenus. De même, il a été choisi de ne pas retenir les méthodes fondées sur l'actualisation des flux de trésorerie consolidés, CGIP et Marine-Wendel, sociétés de portefeuille, n'établissant pas de projections de leurs flux de trésorerie futurs sur une base pluriannuelle.

Aux fins de la détermination des parités, les cours de bourse ont été retenus à la date du 28 février 2002, dernier mois précédant la remise du rapport d'évaluation aux commissaires à la fusion.

4.1.2 Cours de Bourse

Les actions de Marine-Wendel et de la CGIP sont cotées sur le Premier Marché d'Euronext Paris SA. Au 28 février 2002, leurs flottants sont respectivement de l'ordre de 35,3% et de 38,1%, et le volume de transactions est suffisamment large pour garantir un niveau de cotation représentatif de leur valorisation.

Volumes échangés au 28/02/02
(en milliers de titres)

	Marine- Wendel	CGIP
Au 28/02/02	35,1	31,6
Moyenne 1 mois au 28/02/2002	3,7	17,1
3 mois au 28/02/2002	9,8	74,4
6 mois au 28/02/2002	10,3	82,8
12 mois au 28/02/2002	11,6	83,7

Source : Datastream - Moyenne arithmétique des volumes journaliers

Cours au 28/02/02

	Marine- Wendel	CGIP	Parité
Cours instantané	70,0	37,9	1,85x
Cours moyen 1 mois au 28/02/2002	70,2	37,9	1,85x
3 mois au 28/02/2002	69,2	37,4	1,85x
6 mois au 28/02/2002	61,3	34,0	1,80x
12 mois au 28/02/2002	67,6	38,5	1,76x

Source : Datastream - Moyenne arithmétique des cours de clôture

4.1.3 Actif Net Réévalué

Méthodologie pour CGIP :

L'Actif Net Réévalué ("ANR") de CGIP a été déterminé à partir des comptes sociaux au 31 décembre 2001 en fonction des principes suivants :

- les titres cotés (Cap Gemini Ernst & Young, Valeo, Trader.com) ont été réévalués à leur cours de bourse,
- les titres non cotés (notamment Wheelabrator-Allevar, BioMérieux-Pierre Fabre et Bureau Veritas) ont été réévalués sur la base de multiples de sociétés comparables sur la base des cours moyens 1 mois (au 28/02/02),
- les autres actifs et passifs ont été estimés soit à leur valeur de marché, soit à leur valeur nette comptable,
- la trésorerie de CGIP a été impactée des événements suivants postérieurs au 31 décembre 2001 i) rachats de titres CGIP réalisés dans le cadre de l'OPRA et de l'OPAS, soit 11 477 500 titres acquis au prix de 44€ par action pour un montant total de 505 M€, ii) solde du dividende de 1€ au titre de l'exercice 2001 à verser avant la fusion,
- compte tenu de ses caractéristiques, la CGIP considère que la mise en place du financement de l'OPRA et de l'OPAS sous forme d'une vente à réméré de titres CGEY (5,4 millions) et de titres Valeo (4,9 millions) ne modifie pas l'exposition économique de la CGIP vis-à-vis de ces participations. Ainsi,

l'ANR de CGIP a été calculé en considérant que les titres objet de la vente à réméré n'avaient pas quitté le patrimoine de la société.

Trois calculs d'ANR ont été effectués en retenant les participations cotées de CGIP à leur cours de clôture au 28/02/02, à la moyenne sur un mois et à la moyenne sur trois mois.

La valorisation des participations non cotées appelle les commentaires suivants :

- la société Wheelabrator-Allevar d a été valorisée sur la base des multiples d'EBITA et d'EBITDA 2001 et 2002, calculés à partir de prévisions d'analystes, d'un échantillon de sociétés cotées du secteur de la mécanique, présentes dans le traitement de surfaces ou dans des activités comparables (Bodycote, Höganäs, SKF, Sandvick, Vallourec),
- la société BioMérieux-Pierre Fabre a été valorisée par la méthode de la somme des parties en retenant les multiples d'EBITA et d'EBITDA 2002, calculés à partir de prévisions d'analystes, d'un échantillon composé (i) de sociétés cotées fabriquant des réactifs et des équipements pour le diagnostic médical (Amersham, Becton Dickinson, Beckman Coulter, Diagnostic Products, Idexx Laboratories), (ii) de sociétés de cosmétiques (Clarins, Wella) ; (iii) de sociétés pharmaceutiques (Merck KGA, Schering AG),
- la société Bureau Veritas a été valorisée par référence aux multiples de chiffre d'affaires, d'EBITA et d'EBITDA 2002, calculés à partir de prévisions d'analystes, de SGS, l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la certification et concurrent direct de Bureau Veritas.

Les autres actifs et passifs ont été réévalués dans les cas où leur valeur de marché a été considérée comme supérieure à leur valeur nette comptable. Il s'agit principalement des actifs suivants :

- valeurs mobilières de placement,
- actifs détenus dans le domaine de l'énergie (valorisés sur la base des réserves prouvées),
- actifs immobiliers (valorisés sur la base d'estimations de prix au m²).

Solfur (qui détient 13.5% de Wendel-Participations) est valorisée par transparence totale d'ANR.

L'actif net réévalué prend en compte la fiscalité latente sur les plus-values en fonction des taux d'imposition en vigueur en France et à l'étranger et les situations fiscales propres à chaque société et holding intermédiaire.

Méthodologie pour Marine-Wendel :

L'ANR de Marine-Wendel a été déterminé à partir des comptes individuels au 31/12/01 avec les hypothèses suivantes :

- la participation dans CGIP a été valorisée en retenant CGIP à sa valeur d'ANR ;
- les titres cotés (Stallergènes) ont été réévalués à leur cours de bourse
- les autres actifs et passifs ont été estimés soit à leur valeur de marché, soit à leur valeur nette comptable ;
- la trésorerie a été impactée des mouvements suivants postérieurs au 31 décembre 2001: i) cession des titres CGIP à l'OPRA (+140.8 M€) et rachat des titres Marine-Wendel à l'OPAS (-139.4 M€), ii) acompte sur dividende de 2.2 € au titre de l'exercice 2001-2002 à verser avant la fusion.

Les calculs d'ANR ont été effectués en retenant les participations cotées de Marine-Wendel (et celles de CGIP dans le cas de l'ANR par transparence) à leur cours de clôture au 28/02/02, à la moyenne sur un mois et à la moyenne sur trois mois.

L'actif net réévalué prend en compte la fiscalité sur les plus-values latentes et pour la participation dans CGIP, la quote-part de Marine-Wendel dans la fiscalité latente de CGIP.

ANR de CGIP

Les calculs ci-après sont présentés avant prise en compte des options de souscription ou d'achat d'actions exerçables, l'impact de la dilution étant négligeable (0,5% de dilution).

Le tableau ci-dessous présente la synthèse de l'actif net réévalué de CGIP sur la base des cours moyens un mois au 28/02/02.

	En M€	% de l'ANR
Cap Gemini Ernst & Young	1 120	39.7%
Valeo	790	28.0%
Trader.com	180	6.4%
Participations cotées	2 090	74.1%
Participations non cotées	1 814	64.3%
Total actif immobilisé	3 904	138.4%
Autres actifs / passifs d'exploitation et financiers	(1 084)	-38.4%
ANR avant fiscalité	2 820	100.0%
Nombre d'actions ⁽¹⁾	54 585 405	
en €/action	51,7	
Fiscalité latente	(232)	
ANR après fiscalité	2 588	
Nombre d'actions ⁽¹⁾	54 585 405	
en €/action	47,4	

(1) Nombre d'actions au 01/03/2002, hors actions auto-détenues (soit 4 723 904 titres)

Le tableau ci-dessous présente l'ANR avant et après fiscalité en retenant le cours instantané, le cours moyen un mois et le cours moyen trois mois pour valoriser les participations dans les sociétés non cotées.

	ANR avant fiscalité	ANR après fiscalité
Cours instantané au 28/02/02	52.3	47.9
Moyenne sur 1 mois au 28/02/02	51.7	47.4
Moyenne sur 3 mois au 28/02/02	52.0	47.8

ANR de Marine-Wendel

Le tableau ci-dessous présente les différentes valeurs d'ANR par action ainsi déterminées.

	ANR avant fiscalité	ANR après fiscalité
Cours au 28/02/02	115.1	105.6
Moyenne sur 1 mois au 28/02/02	114.0	104.7
Moyenne sur 3 mois au 28/02/02	114.6	105.5

Parités d'ANR

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
ANR avant fiscalité			
Cours au 28/02/02	115.1	52.3	2.20x
Moyenne sur 1 mois au 28/02/02	114.0	51.7	2.21x
Moyenne sur 3 mois au 28/02/02	114.6	52.0	2.20x
ANR après fiscalité			
Cours au 28/02/02	105.6	47.9	2.20x
Moyenne sur 1 mois au 28/02/02	104.7	47.4	2.21x
Moyenne sur 3 mois au 28/02/02	105.5	47.8	2.21x

4.1.4 Actif Net Comptable

Le tableau ci-dessous présente les parités d'actif net comptable consolidé calculées sur la base d'un nombre de titres hors titres d'auto-détention non destinés à servir les options d'achat.

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
ANC (M€)			
2001	1 335	2 171	
2000	1 744	3 069	
1999	1 242	2 158	
Nombre d'actions			
2001	17 607 966	66 235 077	
2000	17 649 370	67 083 985	
1999	17 649 370	67 837 445	
ANC (€/action)			
2001	75.82	32.77	2.31x
2000	98.82	45.74	2.16x
1999	70.38	31.81	2.21x

4.1.5 Résultat récurrent après impôts part du groupe

Le tableau ci-dessous présente les parités de résultat récurrent après impôts part du groupe et avant amortissement du goodwill par action calculées sur la base du nombre moyen d'actions sur la période. Le résultat récurrent part du Groupe est défini comme résultat courant après impôts des sociétés intégrées, augmenté des résultats des sociétés mises en équivalence desquels ont été exclus les éléments exceptionnels liés aux coûts de restructuration et dépréciations exceptionnelles d'actifs incorporels.

	Marine- Wendel	CGIP	Parité
Résultat récurrent part du groupe après impôts (M€)			
2001	65.7	106.4	
2000	91.5	153.7	
1999	72.7	141.5	
Nombre d'actions moyen			
2001	17 627 237	66 765 160	
2000	17 649 000	67 368 765	
1999	18 599 000	70 796 526	
Résultat récurrent part du groupe après impôts (€/action)			
2001	3.73	1.59	2.34x
2000	5.18	2.28	2.27x
1999	3.91	2.00	1.96x

4.1.6 Dividendes

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
1999	1,6 ⁽¹⁾	0,7	2,25x
2000	2,0	0,9	2,22x
2001	2,2	1,0	2,20x

- (1) Corrigé de la division par 2 du nominal de l'action en 2000 et de l'attribution gratuite d'une action pour dix actions détenues en 2000.

4.2 SYNTHESE DES PARITES OBTENUES

Le tableau suivant présente les parités obtenues selon l'approche multicritère :

Synthèse des parités au 28 février 2002		
	Plus bas	Plus haut
Cours de bourse	1.76x	1.85x
ANR	2.20x	2.21x
Actif Net Comptable	2.16x	2.31x
Résultat récurrent après impôts part du groupe	1.96x	2.34x
Dividendes	2.20x	2.25x

Les critères privilégiés sont celui de l'ANR et du cours de bourse qui sont le reflet respectivement de la valeur intrinsèque et de la valeur de marché des sociétés.

La parité proposée est de 1 action Marine-Wendel pour 1,9 actions CGIP .

Cette parité est intermédiaire entre les parités de cours de bourse d'une part et la parité d'ANR d'autre part. Ce niveau traduit le partage entre les deux collèges d'actionnaires de la différence de décote entre Marine-Wendel et CGIP.

En outre, la parité proposée se situe à un niveau très proche de la parité implicite des OPAS de Marine-Wendel et de CGIP (1,86x) qui constitue une référence de marché récente.

A ce niveau de parité l'actionnaire de CGIP bénéficiera d'un accroissement de l'ANR par action. L'actionnaire de Marine-Wendel bénéficiera de la réduction attendue de la décote et donc, toutes choses égales par ailleurs, d'une augmentation de son cours de bourse.

L'attribution d'une action gratuite CGIP pour 19 actions détenues, qui sera proposée à l'Assemblée Générale de CGIP du 13 juin 2002, ainsi que la division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel, qui sera proposée à l'Assemblée Générale de Marine-Wendel du même jour, permettront de proposer un échange simple de 1 action Marine-Wendel pour 1 action CGIP.

4.3 ATTESTATION D'EQUITE

4.3.1 Attestation d'équité pour Marine Wendel (en date du 3 mai 2002)

Le Conseil d'Administration de Marine-Wendel, société anonyme dont le siège social est situé 89 rue Taitbout - 75009 Paris (la « Société »), a demandé à ABN AMRO Corporate Finance France S.A. (« ABN AMRO ») de se prononcer sur l'équité, d'un point de vue financier, des conditions de parité que la société à l'intention de proposer à ses actionnaires dans le cadre de sa fusion avec la société CGIP- Compagnie Générale d'Industrie et de Participations. Le principe de cette fusion (la « Transaction ») avait été annoncé le 17 janvier 2002 lors du lancement d'une OPA Esambert décidée en vertu d'une autorisation de l'Assemblée Générale de la Société du 27 novembre 2001.

Dans le cadre de sa mission, précisée dans un mandat signé le 10 décembre 2001, ABN AMRO a :

1. analysé certaines informations publiques relatives à l'activité et aux données financières de la Société et, en particulier, ses comptes audités pour les exercices fiscaux 1999/2000 et 2000/2001 et les comptes consolidés non audités au 31 décembre 2001 ;
2. revu les prévisions qui lui ont été transmises par des membres de la direction de la Société concernant certaines filiales et participations pour l'exercice 2002 ;
3. consulté et analysé certaines informations publiques relatives à des sociétés dont l'activité et les caractéristiques lui ont paru, en tout ou en partie, comparables à celles de la Société ou de certaines de ses filiales, à la date du 28 février 2002 ;
4. rencontré certains membres de la Direction de la Société et analysé les informations qui lui ont été fournies sur l'activité et certains éléments financiers de la Société ;
5. étudié l'évolution historique du cours des actions de la Société et des volumes échangés durant les 6 mois précédant la date du 28 février 2002 ;
6. mené les études financières et les analyses et recherches qui lui ont paru appropriées.

ABN AMRO s'est appuyée sur les informations et les données financières qui lui ont été communiquées par la Société et sa responsabilité ne peut être engagée quant à leur sincérité et à leur exhaustivité. ABN AMRO n'a procédé à aucune vérification indépendante concernant ces informations et n'a pas mené d'évaluation ou d'estimation indépendante des actifs et passifs de la Société. En ce qui concerne les projections financières concernant les principales participations de la Société pour l'exercice 2002, ABN AMRO a estimé qu'elles ont été préparées de manière raisonnable sur une base traduisant les meilleures estimations et jugements actuellement à la disposition de la Société et qu'aucun événement susceptible d'affecter substantiellement la Société ou ses participations n'a eu lieu à la connaissance d'ABN AMRO. ABN AMRO ne peut être tenue responsable des prévisions de la Société et des bases sur lesquelles elles ont été établies.

ABN AMRO a présumé, après en avoir reçu l'assurance de la part de la Société, que (i) les informations reçues par ABN AMRO sont sincères et complètes, (ii) aucune information qui aurait pu modifier son opinion d'aucune sorte ne lui a été cachée et (iii) aucun fait ou circonstance qui aurait pu affecter matériellement son opinion n'a eu lieu.

En outre, l'opinion d'ABN AMRO prend en compte, nécessairement, les conditions monétaires, économiques et de marché courantes et s'appuie sur les informations qui lui ont été fournies à la date de la signature des présentes, étant entendu que la date de référence retenue pour se prononcer sur l'équité, d'un point de vue financier, des conditions de parité offertes aux actionnaires de la société, est celle du 28 février 2002.

Tout développement concernant les conditions ci-dessus mentionnées et qui aurait lieu après cette date ou toute information qui lui serait communiquée après cette date pourrait avoir une influence sur son opinion ou les éléments sur lesquels elle repose. Néanmoins, ABN AMRO ne sera pas tenue de réviser son opinion, ni de la réaffirmer ou de la mettre à jour. Cette opinion ne vise qu'à se prononcer sur la question de l'équité, d'un point de vue financier, des conditions de parité proposées aux actionnaires de la Société au titre de la Transaction et ne se prononce pas sur d'autres points comme par exemple la décision de procéder à la Transaction.

Dans le cadre de sa mission, ABN AMRO n'a en aucune manière donné de conseils juridiques, fiscaux ou comptables et ne saurait encourir de responsabilité dans ces domaines.

Cette lettre et l'attestation d'équité qu'elle contient sont réservées uniquement, dans le cadre de la mission confiée à ABN AMRO, au Conseil d'Administration de la Société. L'opinion d'ABN AMRO n'est destinée, exclusivement, qu'au Conseil d'Administration de la Société pour l'évaluation de la Transaction. Cette opinion ne constitue, en aucune sorte, une recommandation, de la part d'ABN AMRO, vis à vis des actionnaires de la Société, de participer ou non à la Transaction.

Sous réserve de ce qui a été exposé ci-dessus, ABN AMRO estime qu'à la date de signature des présentes, une parité de fusion comprise dans une fourchette de 1,9 à 2 actions CGIP pour 1 action Marine-Wendel est équitable d'un point de vue financier.

Il est précisé qu'ABN AMRO agit dans le cadre d'un mandat qui lui a été donné par la Société et reçoit une commission pour ses services, notamment pour l'émission de son attestation. Certains départements d'ABN AMRO ou certaines de ses filiales peuvent également (i) avoir des relations bancaires avec la Société et/ou ses filiales, (ii) octroyer des crédits à la Société et/ou à ses filiales et (iii) avoir exécuté des transactions sur les titres de la Société pour leur propre compte ou celui de leurs clients.

Cette lettre ne doit pas être transmise ou divulguée, en tout ou en partie, à des tiers. Aucun tiers ne peut s'appuyer sur cette lettre, pour quelque raison que ce soit.

Néanmoins, cette lettre pourra être reproduite, pour information seulement et en totalité, dans le document d'offres émis par la Société au titre de la Transaction.

ABN AMRO et la Société et le Conseil d'Administration de la Société conviennent expressément que tout litige les opposant au titre de cette lettre et qui n'aurait pu être

réglé à l'amiable sera soumis à la compétence exclusive du tribunal compétent du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Notice explicative

Dans le cadre de sa mission, précisée dans un mandat signé le 10 décembre 2001, ABN Amro Corporate Finance France SA (« ABN AMRO ») s'est prononcée sur l'équité, d'un point de vue financier des conditions que Marine-Wendel (la « Société ») a l'intention de proposer à ses actionnaires à l'occasion de la fusion avec CGIP (la « Transaction »).

Dans son attestation d'équité, ABN AMRO estime, au regard des documents qui lui ont été remis et des entretiens menés auprès des dirigeants de la Société, que les conditions offertes aux actionnaires de la Société sont équitables d'un point de vue financier, à la date du 28 février 2002.

L'opinion d'ABN AMRO n'est destinée, exclusivement, qu'au Conseil d'Administration de la Société pour l'évaluation de la Transaction. Cette opinion ne constitue, en aucune sorte, une recommandation, de la part d'ABN AMRO, vis à vis des actionnaires de la Société, de participer ou non à la Transaction.

Dans le cadre de sa mission, ABN AMRO a :

1. analysé certaines informations publiques relatives à l'activité et aux données financières de la Société ;
2. revu les prévisions qui lui ont été transmises par des membres de la direction de la Société concernant certaines filiales et participations pour l'exercice 2002 ;
3. consulté et analysé certaines informations publiques relatives à des sociétés dont l'activité et les caractéristiques lui ont paru, en tout ou en partie, comparables à celles de la Société ou de certaines de ses filiales à la date du 28 février 2002 ;
4. rencontré certains membres de la Direction de la Société et analysé les informations qui lui ont été fournies sur l'activité et certains éléments financiers de la Société ;
5. étudié l'évolution historique du cours des actions de la Société et des volumes échangés durant les 12 mois précédant la date du 28 février 2002 ;
6. mené les études financières et les analyses et recherches qui lui ont paru appropriées.

ABN AMRO s'est appuyée sur les informations et les données financières qui lui ont été communiquées par la Société et sa responsabilité ne peut être engagée quant à leur sincérité et à leur exhaustivité. ABN AMRO n'a procédé à aucune vérification indépendante concernant ces informations et n'a pas mené d'évaluation ou d'estimation

indépendante des actifs et passifs de la Société. En ce qui concerne les projections financières pour l'exercice 2002, ABN AMRO a estimé qu'elles ont été préparées de manière raisonnable sur une base traduisant les meilleurs estimations et jugements actuellement à la disposition de la Société et qu'aucun événement susceptible d'affecter substantiellement la Société ou ses participations n'a eu lieu à la connaissance d'ABN AMRO. ABN AMRO ne peut être tenue responsable des prévisions de la Société et des bases sur lesquelles elles ont été établies.

Afin de déterminer son opinion, ABN AMRO a retenu en plus du cours de bourse, la méthode de l'actif net réévalué (« ANR »).

Pour apprécier l'ANR de la Société, à la date du 28 février 2002, ABN AMRO s'est appuyée sur différentes méthodes de valorisation des actifs selon leur nature :

- La valorisation de la participation de Marine-Wendel dans CGIP a été effectuée à partir de la valeur d'ANR avant impôt de CGIP, dont a été déduite la quote part de fiscalité latente correspondant aux 58.5% détenus par Marine-Wendel. Il est précisé que cette méthode ne saurait être utilisée seule pour le calcul des valeurs relatives comparées des deux sociétés lors d'une fusion éventuelle.
- Pour les bons Cap Gemini Ernst&Young, le cours de bourse moyen sur un mois à la date du 28 février 2002 a été retenu.
- Pour Stallergènes, malgré la faible liquidité du titre, nous avons retenu la moyenne des cours sur un mois à la date du 28 février 2002 en l'absence de comparables cotés pertinents.
- La participation dans BLR (détenant une participation de 9% dans LDCOM) a été valorisée au prix retenu pour la dernière opération sur la capital de LDCOM.
- La participation dans Trimo Participations a été valorisée à la valeur nette comptable au 31 Décembre 2001.
- La valorisation des fonds Alpha reprend la réévaluation trimestrielle au 31 décembre 2001.
- Les créances, les disponibilités et les dettes ont été valorisées à leur valeur comptable au 31 décembre 2001.

L'impact de la fiscalité latente a été estimé sur la base des informations fournies par la Société.

Le calcul de l'ANR prend également en compte le dividende de €2.2 par action au titre de l'exercice 2001 / 2002 devant être versé avant la Transaction, ainsi que l'impact de l'OPAS sur les actions de la Société et de l'OPRA initiée par CGIP, réalisées en janvier 2002.

Thierry Levenq
Membre du Directoire

François de Soto
Membre du Directoire

4.3.2 Attestation d'équité pour CGIP (en date du 3 mai 2002)

Le Conseil d'Administration de CGIP–Compagnie Générale d'Industrie et de Participations, société anonyme dont le siège social est situé 89 rue Taitbout - 75009 Paris (la « Société »), a demandé à ABN AMRO Corporate Finance France S.A. (« ABN AMRO ») de se prononcer sur l'équité, d'un point de vue financier, à la date du 28 février 2002, des conditions que la Société a l'intention de proposer à ses actionnaires dans le cadre de sa fusion avec la société Marine-Wendel.

Le principe de cette fusion avait été annoncé le 17 janvier 2002 lors du lancement d'une OPA Esambert décidée en vertu d'une autorisation de l'Assemblée Générale de la société en date du 29 mai 2001, et d'une OPRA décidée en vertu d'une Assemblée Générale Extraordinaire de la société en date du 7 janvier 2002.

Dans le cadre de sa mission, précisée dans un mandat signé le 10 décembre 2001, ABN AMRO a :

1. analysé certaines informations publiques relatives à l'activité et aux données financières de la Société et, en particulier, ses comptes audités pour l'exercice fiscal 2000 et les comptes de l'exercice 2001 ayant fait l'objet d'un examen limité ;
2. revu les prévisions qui lui ont été transmises par des membres de la direction de la Société concernant certaines filiales et participations pour l'exercice 2002 ;
3. consulté et analysé certaines informations publiques relatives à des sociétés dont l'activité et les caractéristiques lui ont paru, en tout ou en partie, comparables à celles de la Société ou de certaines de ses filiales, à la date du 28 février 2002 ;
4. rencontré certains membres de la Direction de la Société et analysé les informations qui lui ont été fournies sur l'activité et certains éléments financiers de la Société ;
5. étudié l'évolution historique du cours des actions de la Société et des volumes échangés durant les 6 mois précédant la date du 28 février 2002 ;
6. mené les études financières et les analyses et recherches qui lui ont paru appropriées.

ABN AMRO s'est appuyée sur les informations et les données financières qui lui ont été communiquées par la Société et sa responsabilité ne peut être engagée quant à leur sincérité et à leur exhaustivité. ABN AMRO n'a procédé à aucune vérification indépendante concernant ces informations et n'a pas mené d'évaluation ou d'estimation indépendante des actifs et passifs de la Société. En ce qui concerne les projections financières concernant les principales filiales de la société pour l'exercice 2002, ABN AMRO a estimé qu'elles ont été préparées de manière raisonnable sur une base traduisant les meilleures estimations et jugements actuellement à la disposition de la Société et qu'aucun événement susceptible d'affecter substantiellement la Société ou ses participations n'a eu lieu à la connaissance d'ABN AMRO. ABN AMRO ne peut être tenue responsable des prévisions de la Société et des bases sur lesquelles elles ont été établies.

ABN AMRO a présumé, après en avoir reçu l'assurance de la part de la Société, que (i) les informations reçues par ABN AMRO sont sincères et complètes, (ii) aucune information qui aurait pu modifier son opinion d'aucune sorte ne lui a été cachée et (iii) aucun fait ou circonstance qui aurait pu affecter matériellement son opinion n'a eu lieu.

En outre, l'opinion d'ABN AMRO prend en compte, nécessairement, les conditions monétaires, économiques et de marché courantes et s'appuie sur les informations qui lui ont été fournies, étant entendu que la date de référence retenue pour se prononcer sur l'équité, d'un point de vue financier, des conditions de parité offertes aux actionnaires de la société est celle du 28 février 2002.

Tout développement concernant les conditions ci-dessus mentionnées et qui aurait lieu après cette date ou toute information qui lui serait communiquée après cette date pourrait avoir une influence sur son opinion ou les éléments sur lesquels elle repose. Néanmoins, ABN AMRO ne sera pas tenue de réviser son opinion, ni de la réaffirmer ou de la mettre à jour. Cette opinion ne vise qu'à se prononcer sur la question de l'équité, d'un point de vue financier, des conditions de parité proposées aux actionnaires de la Société au titre de la Transaction et ne se prononce pas sur d'autres points comme par exemple la décision de procéder à la Transaction.

Dans le cadre de sa mission, ABN AMRO n'a en aucune manière donné de conseils juridiques, fiscaux ou comptables et ne saurait encourir de responsabilité dans ces domaines.

Cette lettre et l'attestation d'équité qu'elle contient sont réservées uniquement, dans le cadre de la mission confiée à ABN AMRO, au Conseil d'Administration de la Société. L'opinion d'ABN AMRO n'est destinée, exclusivement, qu'au Conseil d'Administration de la Société pour l'évaluation de la Transaction. Cette opinion ne constitue, en aucune sorte, une recommandation, de la part d'ABN AMRO, vis à vis des actionnaires de la Société, de participer ou non à la Transaction.

Sous réserve de ce qui a été exposé ci-dessus, ABN AMRO estime qu'à la date de la signature des présentes, une parité de fusion comprise dans une fourchette de 1 action Marine-Wendel pour 1,9 à 2 actions CGIP est équitable d'un point de vue financier.

Il est précisé qu'ABN AMRO agit dans le cadre d'un mandat qui lui a été donné par la Société et reçoit une commission pour ses services, notamment pour l'émission de son attestation. Certains départements d'ABN AMRO ou certaines de ses filiales peuvent également (i) avoir des relations bancaires avec la Société et/ou ses filiales, (ii) octroyer des crédits à la Société et/ou à ses filiales et (iii) avoir exécuté des transactions sur les titres de la Société pour leur propre compte ou celui de leurs clients.

Cette lettre ne doit pas être transmise ou divulguée, en tout ou en partie, à des tiers. Aucun tiers ne peut s'appuyer sur cette lettre, pour quelque raison que ce soit.

Néanmoins, cette lettre pourra être reproduite, pour information seulement et en totalité, dans le document d'offres émis par la Société au titre de la Transaction.

ABN AMRO et la Société et le Conseil d'Administration de la Société conviennent expressément que tout litige les opposant au titre de cette lettre et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable sera soumis à la compétence exclusive du tribunal compétent du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Notice explicative

Dans le cadre de sa mission, précisée dans un mandat signé le 10 décembre 2001, ABN Amro Corporate Finance France SA (« ABN AMRO ») s'est prononcée sur l'équité, d'un point de vue financier, des conditions que CGIP-Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (la « Société ») a l'intention de proposer à ses actionnaires à l'occasion de sa fusion avec Marine-Wendel (la « Transaction »).

Dans son attestation d'équité, ABN AMRO estime, au regard des documents qui lui ont été remis et des entretiens menés auprès des dirigeants de la Société, que les conditions offertes aux actionnaires de la Société sont équitables d'un point de vue financier, à la date du 28 février 2002.

L'opinion d'ABN AMRO n'est destinée, exclusivement, qu'au Conseil d'Administration de la Société pour l'évaluation de la Transaction. Cette opinion ne constitue, en aucune sorte, une recommandation, de la part d'ABN AMRO, vis à vis des actionnaires de la Société, de participer ou non à la Transaction.

Dans le cadre de sa mission, ABN AMRO a :

1. analysé certaines informations publiques relatives à l'activité et aux données financières de la Société et, en particulier, ses comptes pour l'exercice fiscal 2001 ayant fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes ;
2. revu les prévisions qui lui ont été transmises par des membres de la direction de la Société concernant certaines filiales et participations pour l'exercice 2002 ;
3. consulté et analysé certaines informations publiques relatives à des sociétés dont l'activité et les caractéristiques lui ont paru, en tout ou en partie, comparables à celles de la Société ou de certaines de ses filiales à la date du 28 février 2002 ;
4. rencontré certains membres de la Direction de la Société et analysé les informations qui lui ont été fournies sur l'activité et certains éléments financiers de la Société ;
5. étudié l'évolution historique du cours des actions de la Société et des volumes échangés durant les 12 mois précédant la date du 28 février 2002 ;
6. mené les études financières et les analyses et recherches qui lui ont paru appropriées.

ABN AMRO s'est appuyée sur les informations et les données financières qui lui ont été communiquées par la Société et sa responsabilité ne peut être engagée quant à leur sincérité et à leur exhaustivité. ABN AMRO n'a procédé à aucune vérification indépendante concernant ces informations et n'a pas mené d'évaluation ou d'estimation indépendante des actifs et passifs de la Société. En ce qui concerne les projections financières pour l'exercice 2002, ABN AMRO a estimé qu'elles ont été préparées de manière raisonnable sur une base traduisant les meilleures estimations et jugements actuellement à la disposition de la Société et qu'aucun événement susceptible d'affecter

substantiellement la Société ou ses participations n'a eu lieu à la connaissance d'ABN AMRO. ABN AMRO ne peut être tenue responsable des prévisions de la Société et des bases sur lesquelles elles ont été établies.

Afin de déterminer son opinion, ABN AMRO a retenu en plus du cours de bourse, la méthode de l'actif net réévalué (« ANR »).

Pour apprécier l'ANR de la Société, à la date du 28 février 2002, ABN AMRO s'est appuyée sur différentes méthodes de valorisation des actifs selon leur nature :

- Pour les actifs cotés liquides (titres et bons Cap Gemini Ernst&Young, et Valéo), le cours de bourse moyen sur un mois à la date du 28 février 2002 a été retenu.
- Pour Trader.com, dont la liquidité des titres sur le marché est faible, nous avons apprécié le prix de marché par une valorisation suivant la méthode des comparaisons boursières. La valeur de Trader.com obtenue par l'application des multiples boursiers (chiffres d'affaires, EBITDA, EBIT) vient confirmer la pertinence de la moyenne des cours sur un mois à la date du 28 février 2002. L'échantillon retenu est composé des sociétés suivantes : Daily Mail, Johnston Press, Spir Communication, Trinity Mirror et Wegener Arcade.
- Les actifs non cotés en bourse ont été valorisés par la méthode des comparables boursiers hormis Orange Nassau et Solfur.
 - En ce qui concerne les participations dans Wheelabrator Allevard, Bureau Veritas, et BioMérieux Pierre Fabre, les médianes des multiples de sociétés comparables ont été appliquées aux agrégats prévisionnels 2002 fournis par la Société. Ces multiples ont été établis sur la base (i) d'un consensus construit par ABN AMRO à partir des études publiées depuis le 11 septembre 2001 par les principaux bureaux d'analyse financière et (ii) du cours de bourse moyen sur un mois à la date du 28 février 2002 des sociétés retenues.

Notes :

(i) Nous avons appliqué un échantillon pour chaque division de BioMérieux Pierre Fabre afin d'obtenir une valorisation du type « somme des parties ».

(ii) En ce qui concerne Bureau Veritas, nous avons appliqué les multiples médians pondérés de trois échantillons différents (un premier échantillon comptant pour 50% et constitué uniquement de SGS ; deux autres échantillons comptant chacun pour 25% constitués des sociétés reprises dans le tableau ci-dessous).

Actif	Echantillon de sociétés comparables	Multiples utilisés
Wheelabrator Allevard	SKF, Höganäs, Vallourec, Bodycote, Sandvik	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBIT
Bureau Veritas	SGS	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBIT
	Echantillon couvrant 42 des principales SSII	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBIT
	Echantillon de sociétés d'ingénierie : Arcadis, Fugro, RPS Group, WSP Group, Grontmij, White Young Green Plc, Parkman Group, WS Atkins	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBIT
BioMérieux Pierre Fabre (Agrégats Pharmacie)	Merck, Recordati, Schwarz Products	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBITA
BioMérieux Pierre Fabre (Agrégats Dermo-Cosmétique)	Clarins	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBITA
BioMérieux Pierre Fabre (Agrégats Homéopathie)	Stallergènes	Chiffre d'affaires
BioMérieux Pierre Fabre (Agrégats Diagnostiques)	Amersham, Beckman Coulter, Becton Dickinson , Diagnostic Products, Idexx Labs	Chiffre d'affaires, EBITDA, EBITA

- La valorisation de Solfur reflète sa participation indirecte, au travers de Wendel-Participations, dans Marine-Wendel établie à l'ANR de cette dernière
- Les activités propres d'Orange Nassau (secteur Energie et Immobilier) ont été valorisées à leurs ANR
- Les autres éléments constitutifs de l'ANR ont été valorisés de la manière suivante :
 - Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur valeur de marché au 28 février 2002,
 - Les créances et dettes ont été valorisées à leur valeur comptable au 31 décembre 2002,
 - Les immobilisations corporelles de la Société ont été valorisées sur la base des estimations fournies par la Société.

L'impact de la fiscalité latente a été estimé sur la base des informations fournies par la Société.

Le calcul de l'ANR prend également en compte le dividende de €1 par action au titre de l'exercice 2002 à verser ainsi que l'impact de l'OPAS et de l'OPRA réalisées en janvier 2002

Par ailleurs, le calcul de l'ANR a été effectué à la date du 28 février 2002 et ne prend donc en compte aucun événement ultérieur à cette date (en particulier l'opération annoncée concernant Valéo).

Thierry Levenq
Membre du Directoire

François de Soto
Membre du Directoire

5 CONSEQUENCES DE L'OPERATION

5.1 CONSEQUENCES POUR MARINE-WENDEL ET SES ACTIONNAIRES

5.1.1 Impact de l'opération sur les capitaux propres

Le tableau suivant présente l'impact sur les capitaux propres sociaux de Marine-Wendel.

Capitaux propres sociaux pro forma <i>(en M€)</i>				
	Nombre de titres	Capital social	Primes, réserves et autres	Capitaux propres
Marine-Wendel ^{(1) (2)}	32.044.234	128,2	120,7	248,9
Impact de la fusion ⁽²⁾	23.876.729	95,5	593,0	688,5
Total	55.920.963	223,7	713,7	937,4

(1) Après annulation de 3.254.506 titres auto-détenus

(2) Après division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel

5.1.2 Organigramme après opération, avec indication des pourcentages en capital et en droits de vote

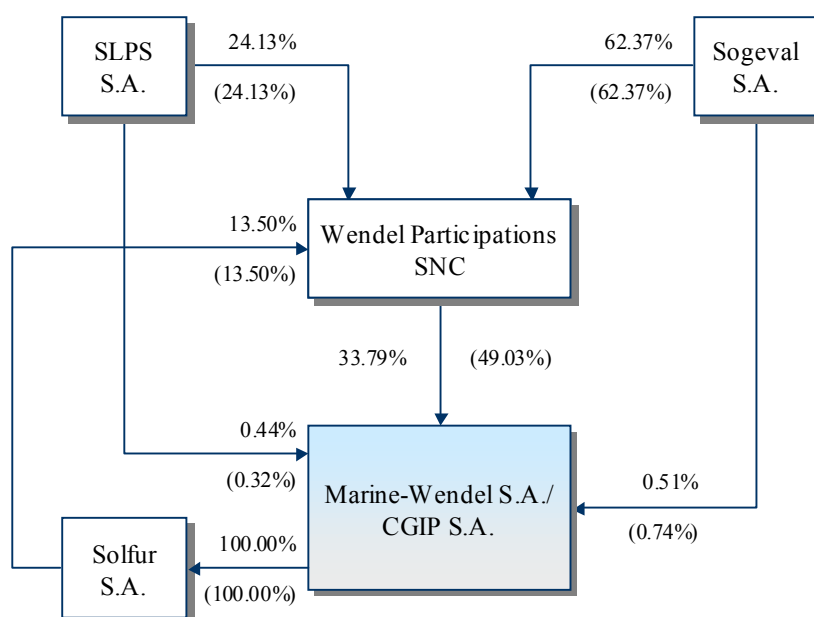
Le tableau ci-dessous présente l'actionnariat de Marine-Wendel / CGIP pro forma de la fusion, sur la base de la parité proposée de 1,9 action CGIP pour une action Marine-Wendel et après i) attribution d'une action CGIP gratuite pour 19 détenues et ii) division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel.

	Marine-Wendel				Marine-Wendel – CGIP ⁽¹⁾			
	Capital		Droits de vote		Capital		Droits de vote	
	En titres	en %	En titres	en %	En titres	en %	En titres	en %
Wendel-Participations	9.416.893	53,4%	18.833.786	73,3%	18.895.732	33,8%	37.729.518	49,0%
Sogeval	141.625	0,8%	283.250	1,1%	284.836	0,5%	569.672	0,7%
SLPS	123.027	0,7%	123.841	0,5%	246.054	0,4%	247.682	0,3%
Autres	6.226.421	35,3%	6.439.801	25,1%	36.266.039	64,9%	38.402.071	49,9%
Auto-détention	1.741.404	9,9%			228.302	0,4%		
Total	17.649.370	100,0%	25.680.678	100,0%	55.920.963	100,0%	76.948.943	100,0%

(1) Après annulation de 3.254.506 titres d'auto-détention et après division par 2 du nominal

L'organigramme ci-dessous présente l'actionnariat de Marine-Wendel / CGIP pro forma de la fusion.

Organigramme simplifié du Groupe Marine-Wendel / CGIP après fusion



Entre parenthèses, droits de vote

5.1.3 *Changements envisagés dans la composition des organes d'administration et de direction*

Il a été pris acte lors du Conseil d'administration de Marine-Wendel du 24 avril 2002 de la démission de Trief Corporation et Jean-Bernard Lafonta a été coopté administrateur

Sous réserve de l'adoption des résolutions 19 à 24 soumises à l'Assemblée Générale du 13 juin, le conseil post fusion serait composé des administrateurs suivants :

- Ernest-Antoine Seillière
- Jean-Marc Janodet
- Louis-Amédée de Moustier
- Nicolas ver Hulst
- Guy de Wouters
- SLPS représentée par Hubert Leclerc de Hauteclouque
- Jean-Bernard Lafonta
- Didier Cherpitel
- Henri de Mitry
- Alain Mérieux
- Didier Pineau-Valencienne
- Jean-Pierre Berghmans

5.1.4 *Données consolidées pro forma 2001 de Marine-Wendel*

i) *Compte de résultats consolidés pro forma 2001 de Marine-Wendel*

Le compte de résultat présenté ci-après est celui de l'exercice 2001 de Marine-Wendel après enregistrement des opérations devant conduire à la fusion au cours de l'exercice 2002. Ces opérations, qui ont été intégrées dans les données consolidées comme si elles étaient survenues le 1er janvier 2001, sont les suivantes :

- la vente à réméré de titres Cap Gemini et Valeo, ayant permis le financement des opérations de rachat de titres, entraîne une diminution du total des immobilisations financières de 600 millions. Cette opération fait l'objet d'un contrat d'equity swap et entraîne une charge d'intérêt dont le montant théorique est de 15 millions d'euros après impôt sur les sociétés. Cette opération qui s'est traduite par le transfert des titres Cap Gemini Ernst & Young et Valeo a pour autre conséquence au niveau du compte de résultat :
 - d'une part, la déconsolidation le 1er janvier 2001 de la participation détenue dans Cap Gemini Ernst & Young et donc un impact de -18 millions d'euros au niveau du résultat des sociétés mises en équivalence, de +18 millions d'euros au niveau du résultat courant du fait de la réincorporation des dividendes perçus de cette filiale, de +234 millions d'euros du fait de la non comptabilisation d'amortissements d'écarts d'acquisition et de -234 millions d'euros du fait de l'ajustement au 31 décembre 2001 de la provision sur titres de participation non consolidés
 - d'autre part, la diminution du pourcentage de détention de Valeo génère un

impact de +35 millions d'euros à la ligne "résultat des sociétés mises en équivalence", de +7 millions d'euros au niveau du résultat courant du fait de la réincorporation des dividendes perçus en 2001 sur les titres vendus à réméré et de -42 millions d'euros du fait de l'ajustement au 31 décembre 2001 de la provision pour dépréciation des actifs incorporels Valeo

- à l'issue des opérations de rachat de titres effectuées par CGIP, la participation de Marine-Wendel dans CGIP atteint 58,4% du capital contre 53,1% auparavant. Sur la base des capitaux propres d'ouverture, cette augmentation, se traduit par la constatation d'un écart d'acquisition de 9 millions d'euros amortissable sur 20 ans

Après opérations de rachat de titres, division par 2 du nominal de l'action et émission d'actions Marine-Wendel lors de la fusion, le capital de Marine-Wendel est composé de 55 920 963 de 4 € nominal.

Nombre de titres composant le capital (après division par 2 du nominal)	35 298 740	35 298 740	35 298 740	55 920 963
dont titres auto-détenus	82 808	82 808	3 482 808	228 302

RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Comptes consolidés 2001 tels qu'ils ont été publiés	Données consolidées 2001 pro forma après offres publiques CGIP	Données consolidées 2001 pro forma après offres publiques MW	Données consolidées 2001 pro forma après fusion
Résultat courant	86 412	96 839	92 238	92 238
Résultat exceptionnel	-342 647	-618 567	-618 567	-618 567
Impôt sur les résultats	32 983	37 789	39 323	39 323
Résultat des sociétés mises en équivalence	-95 298	-78 402	-78 402	-78 402
Amortissements des écarts d'acquisition	-341 529	-107 790	-107 790	-109 535
Résultat net consolidé	-660 079	-670 131	-673 198	-674 943
dont part du Groupe	-379 004	-416 706	-419 773	-667 154
dont part des minoritaires	-281 075	-253 425	-253 425	-7 789

Résultat part du groupe par action (après division par 2 du nominal)	-10.75	-11.83	-13.10	-11.93
---	--------	--------	--------	--------

ii) Bilan consolidé pro forma au 1er janvier 2002 de Marine-Wendel

Le bilan présenté ci-après est celui du 1er janvier 2002 de Marine-Wendel après enregistrement des opérations devant conduire à la fusion au cours de l'exercice 2002. Ces opérations, qui ont été intégrées dans les données consolidées, sont les suivantes :

- la vente à réméré de titres Cap Gemini et Valeo, ayant permis le financement des

opérations de rachat de titres, entraîne une diminution du total des immobilisations financières de 600 millions.

- les rachats de titres CGIP et Marine-Wendel entraînent une diminution des capitaux propres totaux de 504 millions d'euros. A l'issue de ces opérations, la participation de Marine-Wendel dans CGIP atteint 58.4% du capital contre 53.1% auparavant. Sur la base des capitaux propres de clôture, cette augmentation, se traduit par la diminution de la quote-part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et par la constatation d'un écart d'acquisition de 39 millions d'euros amortissable sur 20 ans.
- lors de la fusion, le rachat du solde des intérêts minoritaires entraîne l'enregistrement d'un écart d'acquisition de 35 millions d'euros amortissable sur 20 ans. Cet écart a été déterminé par différence entre le coût d'acquisition des intérêts minoritaires évalué en fonction du cours de bourse du titre Marine Wendel (soit sur la base des cours de bourse des premiers jours du mois de mai 2002, 61 euros ou 30.50 euros après division par 2 du nominal) et la valeur consolidée de ces intérêts minoritaires. Le montant définitif de l'écart sera déterminé en fonction de la valeur de l'action Marine-Wendel à la date de l'assemblée générale du 13 juin 2002 et de la valeur comptable des intérêts minoritaires à la date de la fusion
- enfin, ont été intégrées dans ce calcul les incidences de l'acompte sur dividende mis en paiement le 4 janvier 2002, du solde du dividende à verser au titre de 2001 (1 € par action), de l'acompte sur dividende de Marine-Wendel de 1,1 € (après division par 2 du nominal de l'action) qui sera mis en paiement avant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 2002
- le coût des opérations liées à la fusion s'établit à environ 7 millions d'euros avant impôts n'est pas pris en compte dans ces données pro forma et ne devrait pas avoir d'incidence au niveau du compte de résultat consolidé, le Groupe s'étant réservé la possibilité d'imputer ces dépenses sur la prime d'émission

BILAN	Comptes consolidés 2001 tels qu'ils ont été publiés	Données consolidées 2002 pro forma après offres publiques CGIP et acompte sur dividende CGIP	Données consolidées 2002 pro forma après offre publique MW	Données consolidées 2002 pro forma après fusion et paiement des dividendes CGIP et MW
Nombre de titres composant le capital (après division par 2 du nominal)	35 298 740	35 298 740	35 298 740	55 920 963
dont titres d'autocontrôle	82 808	82 808	3 482 808	228 302
Ecarts d'acquisition brut	307 984	347 282	347 282	382 179
Amortissements	-127 415	-127 415	-127 415	-127 415
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	483 674	483 674	483 674	483 674
Immobilisations financières nettes	2 501 060	1 901 060	1 901 060	1 901 060
actif circulant	210 386	210 386	210 386	210 386
disponibilités	287 000	491 718	361 679	296 779
TOTAL ACTIF	3 662 689	3 306 705	3 176 666	3 146 663
Capitaux propres Groupe	1 714 466	1 335 462	1 205 423	1 868 763
Résultat part du Groupe	-379 004	0	0	0
sous total	1 335 462	1 335 462	1 205 423	1 868 763
Réserves minoritaires	1 335 889	729 902	729 902	36 559
Résultat minoritaires	-281 075	0	0	0
sous total	1 054 814	729 902	729 902	36 559
Provisions	103 981	103 981	103 981	103 981
Dettes financières	790 160	790 160	790 160	790 160
Autres dettes	378 272	347 200	347 200	347 200
sous total	1 272 413	1 241 341	1 241 341	1 241 341
TOTAL PASSIF	3 662 689	3 306 705	3 176 666	3 146 663
- engagements hors bilan reçus	143 000	743 000	743 000	743 000
- engagements hors bilan donnés	597 852	1 197 852	1 197 852	1 197 852

L'augmentation des engagements hors bilan pro forma correspond à :

- l'engagement donné par CGIP de rembourser à BNP Paribas la somme de 600 millions d'euros en cas d'exercice par CGIP de la faculté d'annulation de l'opération de vente à réméré
- l'engagement reçu par CGIP est celui reçu de BNP Paribas de restituer les actions Cap Gemini Ernst & Young et Valeo vendues à réméré en cas d'exercice par CGIP de la faculté d'annulation de cette vente

5.1.5 Évolution de la capitalisation boursière

	<u>Avant fusion</u>	<u>Après fusion</u>
Nombre d'actions ⁽¹⁾	32 044 234	55 920 963
Cours de référence (€) ⁽¹⁾⁽²⁾	35	35
Capitalisation (M€)	1 122	1 957

(1) Après division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel et annulation de 3.254.506 titres en auto-détention

(2) Cours moyen un mois au 28/02/02

Suite à la fusion, la capitalisation boursière sera augmentée d'environ 74%.

5.1.6 Incidence sur le calcul du résultat récurrent après impôts part du groupe par action

Le tableau ci-dessous présente l'impact de la fusion sur ce résultat par action de Marine-Wendel.

	<u>Avant fusion</u>	<u>Après fusion</u>	<u>Variation</u>
Résultat récurrent après impôts 2001 (M€) ⁽¹⁾	65,7	116,0	
Nombre d'actions ⁽²⁾	32.044.234	55.920.963	
Résultat récurrent après impôts part du groupe par action (€)	2,05	2,07	1%

(1) Le résultat récurrent part du Groupe est défini comme résultat courant après impôts des sociétés intégrées, augmenté des résultats des sociétés mises en équivalence desquels ont été exclus les éléments exceptionnels liés aux coûts de restructuration et dépréciations exceptionnelles d'actifs incorporels.

(2) Après division du nominal de l'action Marine-Wendel par 2 et annulation de 3.254.506 titres en autodétention

5.1.7 Orientations nouvelles envisagées

Le Groupe CGIP/Marine-Wendel poursuivra le soutien du développement de ses filiales tout en se réservant la possibilité de réaliser de nouveaux investissements en fonction des opportunités qui apparaîtront. En particulier, la restructuration engagée devrait faciliter la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'investissement davantage orientée vers le non coté.

5.1.8 Prévisions à court et moyen termes concernant l'activité et d'éventuelles restructurations, les résultats et la politique de distribution de dividendes

Comme par le passé, le Groupe CGIP/Marine-Wendel poursuivra une politique de distribution visant à garantir aux actionnaires un niveau de rendement élevé.

5.2 CONSEQUENCES POUR CGIP ET SES ACTIONNAIRES

A l'issue de l'opération, la CGIP sera dissoute sans liquidation et ses actionnaires deviendront actionnaires de la société Marine-Wendel.

III. PRESENTATION DU BENEFICIAIRE DES APPORTS

1 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

1.1 DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

Dénomination sociale

Marine-Wendel.

Siège social

89, rue Taitbout, 75009 Paris.

1.2 FORME JURIDIQUE ET TEXTES REGLEMENTAIRES

Société anonyme régie par le Code de commerce.

1.3 LEGISLATION RELATIVE A MARINE-WENDEL

Française.

1.4 DATE DE CONSTITUTION ET DUREE DE LA SOCIETE

La société a été créée le 4 décembre 1871.

La durée de la société a été prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 2064.

1.5 OBJET SOCIAL RESUME (ARTICLE 3 DES STATUTS)

La société a pour objet, en tout pays, directement ou indirectement :

- toutes participations dans les affaires industrielles, commerciales et financières de toute nature et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, fusions, alliances, associations ou autrement ; toutes opérations d'aliénation, d'échange ou autres, concernant lesdits titres, droits sociaux et participations ;
- l'achat, la location et l'exploitation de tous matériels ;
- l'obtention, l'acquisition, la vente, l'exploitation de tous procédés, brevets ou licences de brevets ;
- l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange de tous immeubles ou droits immobiliers ;
- et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou à toutes autres activités similaires ou connexes.

1.6 NUMERO D'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

572 174 035 RCS Paris.
Code APE : 741 J.

1.7 LIEUX OU PEUVENT ETRE CONSULTES LES DOCUMENTS JURIDIQUES RELATIFS A MARINE-WENDEL

Les documents de la société, sur lesquels s'exerce le droit de communication des actionnaires dans les conditions prévues par la loi, en particulier, les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes, peuvent être consultés au siège social.

1.8 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social, d'une durée d'un an, commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

1.9 REPARTITION STATUTAIRE DES BENEFICES (ARTICLE 25 DES STATUTS)

- I. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour être affectés à la réserve légale pour autant que celle-ci n'atteigne pas le dixième du capital social ainsi que, le cas échéant, tout montant à porter en réserve en application de la loi.
L'excédent disponible, augmenté le cas échéant du report bénéficiaire antérieur, constitue le bénéfice distribuable.
Sur ce bénéfice, l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, a le droit de prélever :
 - toutes les sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être affectées à tous fonds de réserves particuliers ;
 - la somme nécessaire pour servir aux actions un intérêt sur le montant dont elles sont libérées et non amorti jusqu'à concurrence de 5% l'an ;
 - les sommes qu'elle déciderait d'affecter au fonds de réserve générale ou à l'amortissement du capital.
- II. Le solde, s'il y en a, est réparti entre les actionnaires, sous déduction des sommes reportées à nouveau.
- III. Sous réserve que l'intégralité du bénéfice distribuable ait été répartie sous la forme de dividendes, l'assemblée générale ordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'administration, décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Elle peut aussi décider la répartition de toutes sommes prélevées sur les primes d'émission, d'apport ou de fusion.
- IV. Par dérogation aux dispositions du présent article, il est procédé, le cas échéant, à une dotation à la réserve spéciale de participation des travailleurs dans les conditions fixées par la loi.
- V. Le paiement des dividendes a lieu sous les formes et aux époques fixées par l'assemblée générale ordinaire, ou par le Conseil d'administration sur habilitation de cette assemblée générale, dans le cadre des dispositions légales. Le Conseil d'administration peut décider la distribution d'un acompte avant l'approbation des comptes de l'exercice, dans le cadre des dispositions légales.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende (ou pour tout acompte sur dividende) mis en distribution une option entre le paiement du dividende (ou de l'acompte sur dividende) en numéraire ou en actions dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

1.10 ASSEMBLEES GENERALES

1.10.1 Modes de convocation, conditions d'admission et conditions d'exercice du droit de vote (article 23 des statuts)

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales personnellement ou par mandataire*, ou y exercer le vote par correspondance, à la condition de justifier de son identité et de la propriété de ses actions sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation.

1.10.2 Droit de vote double (article 23 des statuts)

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Toutefois, un droit de vote double est attribué aux actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la Communauté économique européenne.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il jouit de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perdra le droit de vote double ; néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fera pas perdre le droit acquis et n'interrompra pas les délais ci-dessus visés.

Ce même droit de vote double pourra, en outre, être supprimé à toute époque par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, sans qu'il y ait lieu à réunion d'une assemblée spéciale des actionnaires qui en seraient investis.

* Conjoint ou autre actionnaire

1.10.3 Franchissement de seuils (article 26 des statuts)

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de 2% du capital social ou des droits de vote, selon le cas, est tenue d'en informer la société dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil.

Lorsque le nombre d'actions ou de droits de vote détenus devient inférieur à ce seuil de 2%, la société doit en être avisée dans les mêmes conditions.

Le non-respect de cette obligation de déclaration est sanctionné, conformément à la loi, à la demande – consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale – d'un ou plusieurs actionnaires détenant en nombre d'actions ou de droits de vote la fraction minimum statutaire visée au premier alinéa ci-avant.

2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

2.1 CONDITIONS AUXQUELLES LES STATUTS SOUMETTENT LES MODIFICATIONS DU CAPITAL ET DES DROITS RESPECTIFS DES DIVERSES CATEGORIES D' ACTIONS (ARTICLE 7 DES STATUTS)

Le capital social peut être augmenté ou réduit sur décisions de l'assemblée générale extraordinaire dans les conditions fixées par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire a délégué au Conseil d'administration le pouvoir d'augmenter le capital social sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de 1,6 milliard de francs ou à la contre-valeur en euros de ce montant par application du taux de conversion du franc en euro.

2.2 CAPITAL SOCIAL, NOMBRE ET CATEGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS (ARTICLES 6 ET 11 DES STATUTS)

Le capital social est fixé à 141.194.960 euros. Il est divisé en 17.649.370 actions de 8 euros nominal, entièrement libérées.

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit à une quotité, proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices et du boni de liquidation ; cette disposition s'entend sous réserve de l'existence de plusieurs catégories d'actions auxquelles seraient attachés des droits différents.

Afin que toutes les actions reçoivent, sans distinction, la même somme nette et puissent être éventuellement cotées sur la même ligne, la société prend à sa charge, à moins d'une prohibition légale, le montant de tout impôt proportionnel qui pourrait être dû par certaines actions seulement, notamment à l'occasion de la dissolution de la société ou d'une réduction de capital ; toutefois, il n'y aura pas lieu à cette prise en charge lorsque l'impôt s'appliquera dans les mêmes conditions à toutes les actions d'une même catégorie, s'il existe plusieurs catégories d'actions auxquelles sont attachés des droits différents.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

2.3 CAPITAL AUTORISE ET NON EMIS

Néant

2.4 INSTRUMENTS FINANCIERS NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL

Néant

2.5 OBLIGATIONS CONVERTIBLES, ECHANGEABLES, REMBOURSABLES EN INSTRUMENTS FINANCIERS DONNANT ACCES AU CAPITAL, A WARRANT OU AUTRES

Néant

2.6 ÉVOLUTION DU CAPITAL AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES

Montant du capital

Au 31 décembre 2001, le capital social était de 141 194 960 euros, divisé en 17 649 370 actions de 8 euros nominal.

Tableau de l'évolution du capital depuis cinq ans

Dates	Opérations	Prix d'émission			Nombre d'actions		Prime d'émission		
		Nominal (en francs)	Primes d'émission (en francs)	Prélèvement sur réserves (en francs)	Émises (annulées)	Cumulées	Montants successifs du capital (en francs)	Variation	Cumul
Situation au 30 juin 1996		100				8 358 886	835 888 600		436 725 572
Janvier 1996	Exercice BSA	100	241		7 742		836 662 800	1 865 822	438 591 394
15 février 1996	Exercice BSA	100	228		154 396	8 521 024	852 102 400	35 202 288	473 793 682
	• dotation réserve légale							(1 624 790)	472 168 892
	• imputation frais d'augmentation de capital							(133 670)	472 035 222
29 février 1996	Exercice BSA	100	228		335 011	8 856 035	885 603 500	76 382 508	548 417 730
Mars 1996	Exercice BSA	100	247		55 664	8 911 699	891 169 900	13 749 008	562 166 738
Avril 1996	Exercice BSA	100	273		2 204	8 913 903	891 390 300	601 692	562 768 430
Mai 1996	Exercice BSA	100	274		86 238	9 000 141	900 014 100	23 629 212	586 397 642
Juin 1996	Exercice BSA	100	287		148 129	9 148 270	914 827 000	42 513 023	628 910 665
	• dotation réserve légale							(6 272 460)	622 638 205
	• imputation frais d'augmentation de capital							(2 950 000)	619 688 205
Juillet 1998	OPRA	100	1 050		(460 000)	8 688 270	868 827 000	(478 400 000)	141 288 205
Situation au 30 Juin 1999		100				8 688 270	868 827 000		141 288 205

Dates	Opérations	Prix d'émission			Nombre d'actions		Prime d'émission		
		Nominal (en euros)	Primes d'émission (en euros)	Prélèvement sur réserves (en euros)	Émises (annulées)	Cumulées	Capital (en euros)	Variation	Cumul
1 ^{er} juillet 1999	Conversion Théorique	15,2449					132 451 822		21 539 248
	Augmentation de capital par incorporation de réserves et augmentation du nominal	0,7551		6 560 498			139 012 320		
Situation au 1 ^{er} juillet 1999		16				8 688 270	139 012 320		21 539 248
Décembre 1999	Annulation d'actions propres (programme AG nov. 98)	16		66 580 922	(665 829)	8 022 441	128 359 056	(21 539 248)	0
Janvier 2000	Division du nominal en 2	8			8 022 441	16 044 882	128 359 056		0
Avril 2000	Attribution gratuite de 1 action pour 10 anciennes	8		12 835 904	1 604 488	17 649 370	141 194 960		0
Situation au 31 décembre 2001		8				17 649 370	141 194 960		0

3 REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

3.1 NOMBRE D' ACTIONS, D' ACTIONNAIRES ET DE DROITS DE VOTE

Selon les informations reçues par la société, l'évolution de la répartition du capital et des droits de vote au cours des derniers exercices est résumée dans le tableau suivant :

Actionnaire possédant plus de 2% du capital et des droits de vote	30.06.1998		30.06.1999		30.06.2000		30.06.2001		31.12.2001	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
Wendel-Participations ⁽¹⁾	50,00	66,20	50,00	66,21	54,16	69,71	54,16	69,71	54,86	70,26
UBS Warburg	6,14	4,06	10,04	6,65	11,10	7,15	12,47	8,02	13,30	8,57
Nomura International Plc			5,07	3,36	2,09	1,34	2,09	1,34	2,09	1,34
Templeton Global Investors	5,99	4,07	3,07	2,04	3,33	2,14	3,33	2,14	3,33	2,14
Tiger Management Public			2,58	1,71	2,80	1,80	2,80	1,80	2,80	1,80
	37,87	25,67	29,24	20,03	26,52	17,86	25,15	16,99	23,62	15,89

(1) Y compris Sogeval et SLPS, sociétés associées-gérantes de Wendel-Participations.

A la date d'établissement de ce rapport, le nombre total de droits de vote de la société est de 25 680 678.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de pacte d'actionnaires ; les administrateurs détiennent ou représentent 9 697 473 actions de la société.

Le nombre d'actions en auto-détention s'établit à 41 404 titres au 31 décembre 2001.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital de la société.

3.2 MODIFICATIONS DANS LA REPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

L'actionnaire majoritaire

Le pourcentage du capital détenu par la société en nom collectif Wendel-Participations, actionnaire de référence, a sensiblement évolué au cours des trois derniers exercices : 54,86% au 31 décembre 2001, contre 50% au 30 juin 1998.

Ces pourcentages tiennent compte des actions "Marine-Wendel" détenues par les deux principales associées de Wendel-Participations, la Société de Gérance de Valeurs Mobilières (Sogeval) et la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques (SLPS) qui détiennent respectivement 62,37% et 24,13% des parts de Wendel-Participations. Ces deux sociétés ont pour actionnaires environ 700 personnes physiques (famille Wendel).

Ce renforcement de l'actionnaire majoritaire qui s'est traduit le 14 octobre 1999 par le franchissement des deux tiers des droits de vote est la conséquence des annulations d'actions acquises dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions de juillet 1998 et du programme de rachat d'actions approuvé par l'assemblée générale des actionnaires du 19 novembre 1998.

*Les autres actionnaires**

Le 16 décembre 1998, la société Warburg Dillon Read (division de UBS AG) a déclaré qu'elle avait franchi en hausse par achat d'actions "Marine-Wendel" le seuil de 10% du capital et détenait 872 347 actions et droits de vote de Marine-Wendel représentant 10,04% du capital et 6,65% des 13 124 209 droits de vote existants.

Cette déclaration de franchissements de seuil était accompagnée de la déclaration d'intention formulée dans les termes suivants :

- La société Warburg Dillon Read :
 - pourrait acquérir des actions supplémentaires de Marine-Wendel, en fonction des conditions du marché ;
 - n'aurait pas l'intention d'acquérir le contrôle de Marine-Wendel ;
 - n'aurait pas l'intention de demander de sièges au Conseil d'administration de Marine-Wendel ;
 - agirait seule dans le cadre de cette opération.

Le 22 octobre 1999, Marine-Wendel a été informée que, suite à un reclassement interne au sein du groupe UBS, au 18 octobre 1999, Warburg Dillon Read Securities Ltd détenait 890 709 actions, soit 10,25% du capital et 7,04% des droits de vote.

A la date du 23 novembre 2000, après la prise en compte de la division par deux du nominal de l'action intervenue le 31 janvier 2000 et de l'attribution d'une action gratuite pour dix anciennes, le groupe UBS Warburg détenait 2 200 031 actions, soit 12,47% du capital et 8,02% des droits de vote.

Le 6 novembre 1998, la société Nomura International Plc a déclaré qu'elle avait franchi en hausse par achat d'actions "Marine-Wendel" le seuil de 5% du capital de la société Marine-Wendel et détenait 440 681 actions représentant 5,07% du capital et 3,36% des 13 122 568 droits de vote existants.

La société Nomura International Plc informait Marine-Wendel, le 25 janvier 1999, qu'elle détenait 523 834 actions représentant 6,03% du capital et, par lettre en date du 29 juin 1999, que sa participation était descendue en dessous du seuil de 6%.

Le Conseil des Marchés Financiers a publié, le 29 octobre 1999, l'avis de franchissement en baisse du seuil de 5% du capital de Marine-Wendel par la société Nomura International Plc. Cette société détenait, à cette date, 247 271 actions, soit 2,84% du capital et 1,95% des droits de vote.

Le 26 septembre 1996, la société Templeton Global Investors Inc. avait déclaré qu'elle détenait 548 851 actions "Marine-Wendel", soit 5,99% du capital.

Le 18 août 1998, Templeton Global Investors Inc. a déclaré, au travers des fonds d'investissements et de comptes de clients sous gestion, détenir 267 145 actions de Marine-Wendel représentant 3,07% du capital et qu'elle avait par conséquent franchi en baisse le seuil de 5%.

Le 7 février 1997, Marine-Wendel a été informée que les fonds d'investissements Tiger Management détenaient 224 368 actions "Marine-Wendel".

* Selon les informations reçues par la société

3.3 PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES EXERÇANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT UN CONTRÔLE SUR MARINE-WENDEL

Au 31 décembre 2001, aucun actionnaire n'a fait une déclaration de franchissement de seuils au cours des douze derniers mois.

Actionnaires	Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
Wendel-Participations	9 416 893	53,36%	18 833 786	68,77%
Sogeval+SLPS	264 652	1,5%	407 091	1,5%
Warburg	2 347 861	13,3%	2 347 861	8,6%
Autres	5 578 560	31,6%	5 796 568	21,2%
Autocontrôle	41 404	0,2%		
Total	17 649 370	100,0%	27 385 306	100,0%

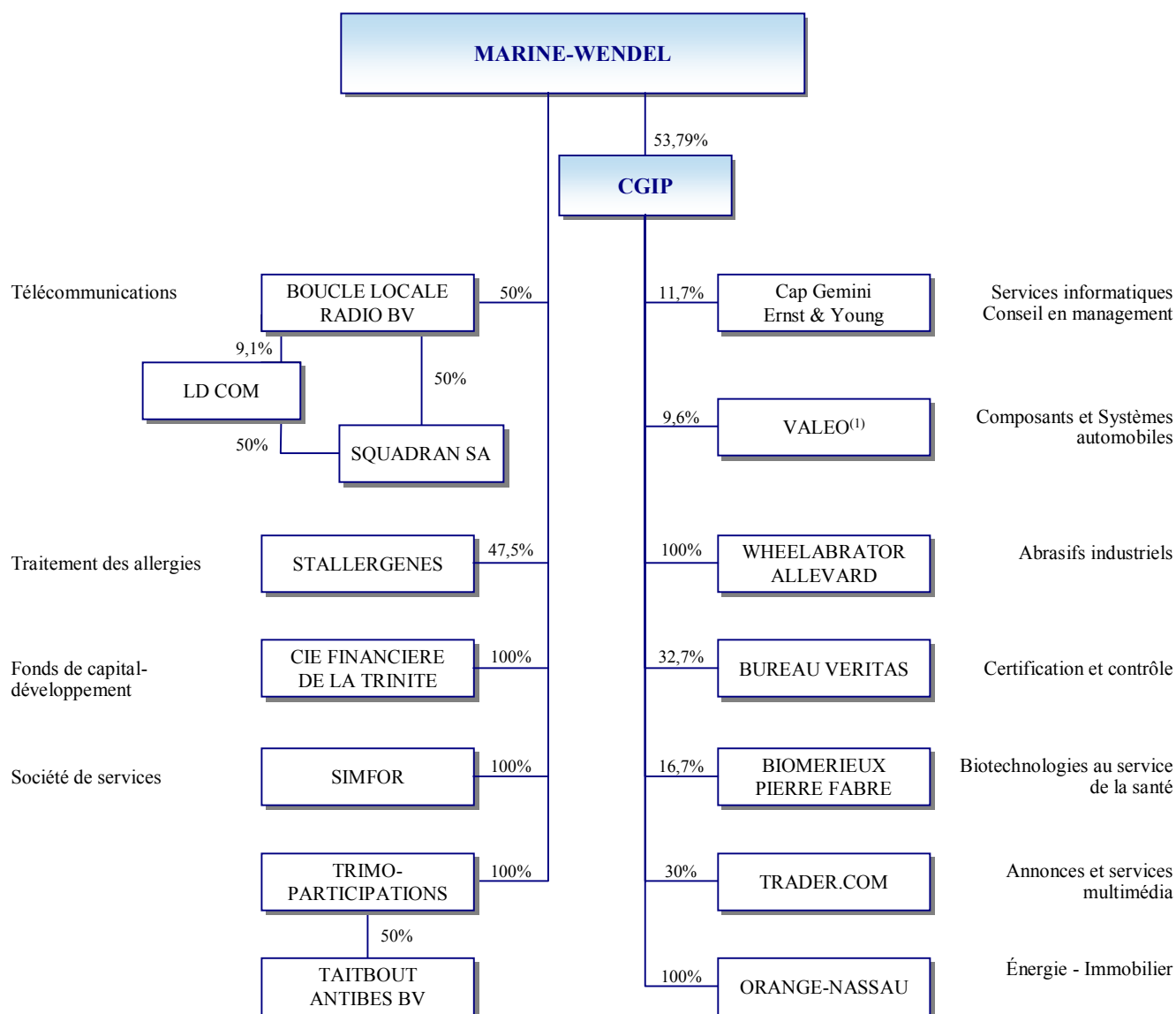
3.4 DESCRIPTION DU GROUPE MARINE-WENDEL

La prise de contrôle par le groupe Wendel - dont l'origine remonte à 1704 - du holding Marine-Firminy créé en 1854 (ancienne dénomination : "Forges et Aciéries de la Marine"), donne naissance à Marine-Wendel en 1975. La prédominance de ses actifs sidérurgiques (Sacilor, Forges et Aciéries des Dilling, etc....) et miniers (mines de fer), à côté d'activités diversifiées (Carnaud, Forges de Gueugnon, Ornas, Cimenteries de l'Est, sociétés du secteur de la Mécanique, etc...) conduit, lors de la crise de la sidérurgie européenne en 1977, à une scission du groupe en deux entités : en faisant apport en novembre 1977 de tous ses actifs non sidérurgiques, Marine-Wendel donne vie à la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) dont elle ne conserve qu'une participation de 20% dans le capital. Depuis lors, Marine-Wendel s'est progressivement dessaisie de ses actifs sidérurgiques et a renforcé, au fil des ans et de restructurations internes, sa participation dans la CGIP au point d'en prendre le contrôle; elle a en outre, ces dernières années, mené une politique de diversification financière en prenant des participations dans des sociétés de moyenne importance.

Aujourd'hui, les principaux actifs de Marine-Wendel sont constitués par :

- une participation minoritaire dans LD Com,
- une participation de 47,5% dans Stallergènes,
- et une participation de 53,79% dans la CGIP (voir IV).

Organigramme du Groupe Marine-Wendel au 25 avril 2002



(1) Après cession de 8.300.000 titres le 24 avril 2002 (voir IV)

LD Com

LD Com est un opérateur d'infrastructure de télécommunications (dont Marine-Wendel détient : 4,6%).

L'investissement de Marine-Wendel dans le secteur des télécommunications, d'un montant de 87 M€, a fortement évolué, passant d'un investissement dans Fortel développant une seule technologie - la boucle locale radio- à une prise de participation financière minoritaire dans LD Com, troisième opérateur de réseaux de télécommunications en France avec 11 000 kms de fibres optiques, des boucles

métropolitaines et des centres d'hébergement d'équipement de télécommunications et d'activités Internet.

Stallergènes

Traitement des allergies par immunothérapie spécifique (participation directe et indirecte : 47,5%).

Depuis 1994, date de l'investissement de Marine-Wendel dans Stallergènes, ce laboratoire s'est fortement développé notamment avec l'acquisition de la division allergie de Bayer - DHS- en septembre 1999.

4 MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE MARINE-WENDEL

4.1 MARCHES SUR LESQUELS LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE MARINE-WENDEL SONT ADMIS AUX NEGOCIATIONS

L'action "Marine-Wendel" est cotée au Premier marché, éligible au Service du règlement différé "SRD".

4.2 INSTRUMENTS FINANCIERS DE MARINE-WENDEL NON ENCORE ADMIS AUX NEGOCIATIONS SUR UN MARCHE REGLEMENTE

Néant

4.3 NOMBRE D'INSTRUMENTS FINANCIERS, COURS ET VOLUMES

4.3.1 *Nombre d'actions*

17 649 370 actions sont admises à la cote.

4.3.2 Volumes traités et évolution des cours

	Nombres de titres traités en moyenne par séance	Capitaux échangés en moyenne par séance (en millions d'euros)	Cours extrêmes en séance (en euros)	
			Plus haut	Plus bas
2000				
Janvier	12 589	2,57	103,86	82,27
Février	12 044	1,27	104,45	81,82
Mars	24 606	2,57	108,18	85,64
Avril	11 075	0,93	94,36	73,64
Mai	5 402	0,44	89,10	71,00
Juin	8 557	0,69	84,25	78,00
Juillet	10 476	0,90	90,00	79,10
Août	6 162	0,52	88,50	82,30
Septembre	10 844	0,89	89,75	75,50
Octobre	10 407	0,86	87,00	78,00
Novembre	24 581	2,21	94,40	85,00
Décembre	6 613	0,60	95,00	86,50
2001				
Janvier	35 990	3,31	101,00	87,10
Février	21 072	2,19	112,00	98,15
Mars	26 871	2,52	101,80	78,60
Avril	8 484	0,66	86,80	71,65
Mai	10 973	0,90	89,50	77,30
Juin	10 921	0,72	81,35	54,70
Juillet	12 591	0,72	63,90	55,10
Août	8 048	0,54	68,90	62,60
Septembre	12 472	0,61	64,65	38,00
Octobre	7 848	0,37	54,90	41,60
Novembre	24 650	1,52	67,90	52,00
Décembre	25 471	1,70	72,30	60,15
2002				
Janvier	16 093	1,11	71,55	67,40
Février	3 694	0,24	76,00	66,50
Mars	8 598	0,60	72,80	66,50
Avril ⁽¹⁾	14 264	0,93	70,45	60,25

(1) Jusqu'au 25 avril 2002

5 DIVIDENDES

Dividendes versés au cours des derniers exercices (en euros)

Pour information, les données figurant dans le tableau ci-dessous sont présentées sur l'ensemble de la période en euros.

Exercice	Dividende global (en millions d'euros)	Nombre d'actions	Dividende net par action (en euros)	Avoir fiscal (en euros)	Revenu global par action (en euros)
1995-1996	22,32	9 148 270	2,44	1,22	3,66
1996-1997	23,70	9 148 270	2,59	1,30	3,89
1997-1998	25,17	8 688 270	2,90	1,45	4,35
1998-1999	31,28	8 688 270	3,60	1,80	5,40
1999-2000	35,30	17 649 370*	2,00	1,00	3,00
2000-2001	38,83	17 649 370	2,20	1,10	3,30

* Nominal de l'action ramené de 16€ à 8€ (division par deux du nominal de l'action en janvier 2000).

Dividendes non prescrits

Les dividendes se prescrivent dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement. Passé ce délai, ils sont versés au Trésor public.

Dividende	Montant	Avoir fiscal	Date de mise en paiement	Date de prescription
Actions de 100 F nominal				
Dividende de l'exercice 1996-1997	17,00 F	8,50 F	28 novembre 1997	28 novembre 2002
Dividende de l'exercice 1997-1998	19,00 F	9,50 F	30 novembre 1998	30 novembre 2003
Dividende de l'exercice 1998-1999	23,62 F	11,80 F*	29 novembre 1999	29 novembre 2004
Actions de 8€ nominal				
Dividende de l'exercice 1999-2000	2,00 €	1,00 €*	30 novembre 2000	30 novembre 2005
Dividende de l'exercice 2000-2001	2,20 €	1,10 €*	30 novembre 2001	30 novembre 2006

* Le taux de l'avoir fiscal a été réduit pour les personnes morales ne bénéficiant pas du régime fiscal dit des "sociétés mères" à 45% en 1999, à 40% en 2000, à 25% en 2001 et à 15% à compter de 2002.

Conformément au décret n° 83-359, du 2 mai 1983, il a été procédé à la vente par adjudication en Bourse des actions non inscrites en compte et de celles, non réclamées par les ayants droit, provenant d'opérations antérieures à la date d'entrée en application du régime de "dématérialisation" des titres. Le produit de cette vente est déposé à la Caisse des dépôts et consignations où il restera à la disposition des ayants droit sous réserve de la prescription trentenaire au profit de l'État.

6 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

6.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE

6.1.1 Répartition du chiffre d'affaires

Non applicable

6.2 DEPENDANCE A L'EGARD DE BREVETS ET DE LICENCES, DE CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT, INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS, OU DE PROCÉDES NOUVEAUX DE FABRICATION

Néant

6.3 LITIGE OU ARBITRAGE SUSCEPTIBLE D'AVOIR OU AYANT EU DANS LE PASSE RECENT UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR LA SITUATION FINANCIERE DE MARINE-WENDEL OU DE SON GROUPE

A la connaissance de la société, il n'existe à la date de l'établissement de ce rapport aucun litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de Marine-Wendel.

6.4 ÉVOLUTION DES EFFECTIFS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

L'effectif de la société s'élevait à 6 personnes au 31 décembre 2001, contre 7 au 31 décembre 2000 et 7 au 31 décembre 1999.

6.5 POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Au cours des trois derniers exercices, les principaux mouvements concernant les participations de Marine-Wendel ont été les suivants.

Investissements

- fonds Alpha : la Compagnie Financière de La Trinité, filiale de Marine-Wendel, a souscrit dans des nouveaux fonds de capital-développement à hauteur de 37,1M€, 6,1M€ en 1998, 31M€ en 1999. Les versements restant à effectuer à ces nouveaux fonds s'élèvent à 7,75M€, au 30 juin 2001 ;
- un investissement de 45,6M€ dans le deuxième pôle aérien français, AOM Participations. Le rôle de Marine-Wendel était purement financier, Swissair était l'opérateur industriel et commercial des compagnies aériennes du holding AOM Participations, détenu par Swissair Lines à hauteur de 49,50% et de 50,38% par Taitbout Antibes BV, société de droit néerlandais dont les actionnaires d'origine

sont Marine-Wendel (50,01% du capital) et six fonds de capital-développement Alpha ;

- souscription au capital de la société Fortel en février 2000 avec les groupes UPC et NRJ en vue de déposer un dossier de candidature à des licences de boucles locales radio. Le 4 juillet 2000, l'Autorité de régulation des télécommunications a approuvé l'attribution d'une licence nationale à Fortel. Cette décision n° 2000-665 a fait l'objet d'une publication au "Journal officiel" le 22 août 2000 ;
- faisant suite à la décision de United Pan-Europe Communications (UPC) de se désengager du secteur de la boucle locale radio, l'ART a autorisé le groupe Louis Dreyfus Communication (LDCom), opérateur d'infrastructures de télécommunications, à se substituer à UPC dans le capital de Fortel SA (devenu Squadran SA). Dans le cadre de ce nouveau partenariat, Boucle Locale Radio BV, holding commun à Marine-Wendel et à des fonds de capital développement, a cédé 50% du capital de Squadran et a acquis 9,70% du capital de LDCom.

A l'issue de ces opérations, le pourcentage d'intérêt du groupe Marine-Wendel dans Squadran ressort à 26,93% et à 5,23% dans LDCom, et le montant total de l'investissement dans le secteur des télécommunications à 87M€.

Désinvestissements

- cession, en juillet 1998, de 28,4% du capital de Stallergènes lors de son introduction en Bourse ;
- les fonds Alpha, qui sont en phase de désinvestissement, ont procédé à des remboursements de 7,7 M€ en 1998, 4,16M€ en 1999, 24,14M€ en 2000 et 10,04M€ au cours du premier semestre 2001 ;
- cession de l'intégralité des actions Reynolds détenues par le Groupe Marine-Wendel en octobre 1999 ;
- cession le 31 mars 2000 de la majorité de contrôle de la SCI Ségur ;
- cession des actions Alain Afflelou et Alpha Taitbout au second trimestre 2000 ;
- cession des parts de la SCI Stallergènes en juin 2000 ;
- mise en redressement judiciaire du groupe AOM Participations en juin 2001 et signature d'un protocole d'accord avec un repreneur, la société Holco, le 1er août 2001.

6.6 DONNEES CARACTERISTIQUES SUR L'ACTIVITE DES SOCIETES FILIALES OU SOUS-FILIALES DONT L'IMPORTANCE EST SIGNIFICATIVE AU NIVEAU DES ACTIFS OU DES RESULTATS DE L'EMETTEUR OU DU GROUPE

		Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (1)	Quote- part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours du semestre
Sociétés	Capital			Brute	Nette				
Renseignements détaillés									
Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)									
CGIP									
89, rue Taitbout – 75009 Paris	134 545	1 257 293	52.18	275 085	275 085		2 227	84 726	35 104
Compagnie Financière de la Trinité									
89, rue Taitbout – 75009 Paris	15 159	18 941	99.99	15 607	15 607	4 218	404	16 619	16 169
Simfor									
89, rue Taitbout – 75009 Paris	230	2 667	100.00	302	302	1 463	297	1102	1 099
Trimo-Participations									
89, rue Taitbout – 75009 Paris	24 947	(18 863)	100.00	49 894	4 270	-	-	(43 875)	-
Participations (10% à 50% du capital détenu par la société)									
Stallergènes									
12 196 6, rue Alexis de Tocqueville 92160 Antony		6 505	45.08	5 891	5 891	2 171	1	5 243	-
Boucle Locale Radio BV									
1 506 Hoogoorddreef 7 1101 BA Amsterdam (Pays Bas)		36 991	48.66	10 990	-	612	-	16 063	-

(1) du dernier exercice écoulé

7 PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS

7.1 COMPTES CONSOLIDES DE MARINE-WENDEL AU 31 DECEMBRE 2001

Bilan consolidé (au 31 décembre 2001)

(en milliers d'euros)

		proforma		publié
ACTIF		2001	2000	1999
Ecart d'acquisition	(1)	180 569	333 567	410 233
Immobilisations incorporelles nettes	(2)	34 933	35 423	401 429
Immobilisations corporelles nettes	(3)	448 741	445 293	333 715
Immobilisations financières				
. Titres mis en équivalence	(4)	1 111 467	2 925 403	1 645 256
. Autres titres de participation	(5)	1 340 950	70 259	70 390
. Prêts et créances	(6)	46 815	39 552	218 392
. Autres immobilisations financières		1 828	1 922	6 990
		2 501 060	3 037 136	1 941 028
Total de l'actif immobilisé		3 165 303	3 851 419	2 720 873
Actif circulant	(7)			
. Stocks		60 773	59 045	55 881
. Clients et comptes rattachés		110 436	105 733	91 539
. Autres créances		39 177	29 838	24 876
. Valeurs mobilières de placement et disponibilités		287 000	414 851	474 063
		497 386	609 467	646 359
Charges à répartir sur plusieurs exercices				382
TOTAL DE L'ACTIF		3 662 689	4 460 886	3 367 614

○ Notes

Les comptes proforma sont des comptes retraités pour tenir compte des dispositions du règlement n°99-02 du Comité de la réglementation comptable.

(en milliers d'euros)

				proforma	publié
PASSIF		2001	2000	1999	1999
Capital	(8)	141 195	141 195	128 359	128 359
Primes					
Réserves		1 573 271	1 074 145	936 601	936 601
Résultat de l'exercice		(379 004)	528 746	177 184	177 184
Capitaux propres : part Marine-Wendel	(9)	1 335 462	1 744 086	1 242 144	1 242 144
Intérêts minoritaires	(10)	1 054 814	1 467 788	1 103 960	1 103 960
Provisions pour risques et charges	(11)	103 981	101 352	90 419	125 690
Dettes financières	(12)	790 160	746 752	697 472	697 472
Autres dettes					
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 934	61 640	44 388	44 388
. Autres	(13)	335 338	339 268	189 231	153 960
		378 272	400 908	233 619	198 348
TOTAL DU PASSIF		3 662 689	4 460 886	3 367 614	3 367 614

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)

		2001	2000	1999
Produits d'exploitation	(15)	509 697	495 952	458 049
Charges d'exploitation	(16)	(423 332)	(421 746)	(386 969)
Résultat d'exploitation		86 365	74 206	71 080
Produits financiers		131 259	47 537	56 344
Charges financières		(131 212)	(49 785)	(31 128)
Résultat financier	(17)	47	(2 248)	25 216
Résultat courant des sociétés intégrées	(18)	86 412	71 958	96 296
Montant net :				
- des plus ou moins values sur cessions d'actifs immobilisés	(19)	45 558	1 192 245	438 457
- des autres produits et charges exceptionnels	(20)	(388 205)	(1 226)	(191 842)
Impôt sur les résultats	(21)	32 983	(264 988)	(130 057)
Résultat net des sociétés intégrées		(223 252)	997 989	212 854
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(22)	(95 298)	(38 820)	150 940
Amortissement des écarts d'acquisition	(23)	(341 529)	(37 452)	(17 810)
RÉSULTAT NET TOTAL	(24)	(660 079)	921 717	345 984
. Part du résultat net revenant aux intérêts minoritaires		(281 075)	392 971	168 800
. Résultat net revenant à Marine-Wendel	(24)	(379 004)	528 746	177 184

Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers) 17 628 17 649 18 599

Résultat net par action (en euros) - part du groupe (21,50) 29.97 9.53

Variation de trésorerie consolidée

(en milliers d'euros)

	2001	2000	1999
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net des sociétés intégrées	(223 252)	997 989	212 854
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence	50 387	50 148	36 698
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	(45 558)	(987 660)	(346 881)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	456 149	53 762	254 665
capacité d'autofinancement	237 726	114 239	157 336
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation	(67 344)	17 922	7 121
Flux nets de trésorerie d'exploitation	170 382	132 161	164 457
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Décaissements sur :			
acquisitions et souscriptions de titres de participation	(207 485)	(253 766)	(143 895)
acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(55 871)	(197 626)	(52 371)
sur prêts consentis	(9 082)	(811)	(67 772)
Encaissements (en prix de vente) :			
sur cessions de titres de participation	98 751	195 497	374 119
sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 075	19 631	15 289
sur prêts et créances	1 484	11 074	402
Variation des dettes fiscales liées aux plus-values de cession d'actifs	29 455	(78 364)	82 763
Incidence des changements de périmètre			78 647
Flux nets de trésorerie sur investissements	(134 673)	(304 365)	287 182
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Liés au capital			
augmentation de capital	11 958	162 036	10 417
rachat d'actions	(38 482)	(39 560)	(382 448)
Dividendes versés aux actionnaires	(188 758)	(65 012)	(59 363)
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	56 625	48 247	77 718
Flux nets de trésorerie sur opérations financières	(158 657)	105 710	(353 676)
Effet des variations de change et des variations de périmètre	(12 162)	7 282	(137)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(135 110)	(59 212)	97 825
Trésorerie nette au 1er janvier	414 851	474 063	376 238
TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE (1)	279 741	414 851	474 063

(1) 2001 : le solde de la trésorerie en fin de période ne comprend pas les actions auto-détenues par la CGIP pour un montant de 7 259.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2001

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes consolidés ont été établis, conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et de son décret d'application du 17 février 1986 et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 homologué par l'Arrêté du 22 juin 1999.

Dans ce cadre, Marine-Wendel n'a pas retraité les opérations d'acquisition réalisées avant le 1er janvier 2000.

L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres d'ouverture du Groupe et s'est traduit pour les périodes présentées par le reclassement des écarts d'évaluation dans le poste titres mis en équivalence, des impôts différés actifs et passifs respectivement dans les postes autres créances et autres dettes.

Le bilan proforma présenté pour l'année 1999 tient compte de ces reclassements.

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros.

Faisant application de l'article L 233-25 du Code de Commerce, Marine-Wendel a retenu, pour établir les comptes consolidés de son Groupe non la date de clôture de son propre exercice (30 juin) mais celle du 31 décembre, date d'établissement des comptes consolidés de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) dont la place prépondérante dans les comptes consolidés de Marine-Wendel est soulignée par les tableaux de cette annexe.

A. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Dénomination	Siège social	Numéro SIREN	Pourcentage d'intérêts	Méthode	Date de clôture de l'exercice social
CGIP (*)	89, rue Taitbout - 75009 Paris	308 389 519	53,09	IG	31 décembre
Stallergènes (*)	6, rue Alexis de Tocqueville 92160 Antony	393 709 860	47,51	IG	31 décembre
Simfor	89, rue Taitbout - 75009 Paris	572 045 243	100,00	IG	30 juin
Compagnie Financière de La Trinité	89, rue Taitbout - 75009 Paris	552 014 839	100,00	IG	30 juin
Boucle Locale Radio "BLR BV"	7, Hoogoorddreef - 1101 BA Amsterdam. PAYS-BAS		51,69	IG	31 décembre
(*) Comptes consolidés IG = Intégration globale E = Mise en équivalence					

La liste des sociétés consolidées par la CGIP et Stallergènes, avec le pourcentage d'intérêt revenant à Marine-Wendel, et les méthodes de consolidation, figure en fin de cette annexe.

Les sociétés dans lesquelles Marine-Wendel exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

Lorsque Marine-Wendel n'a pas le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une société, les comptes de la société dans laquelle Marine-Wendel a une participation sont consolidés par mise en équivalence.

Les sociétés mises en équivalence sont consolidées sur la base du pourcentage d'intérêts détenu par le Groupe, par paliers successifs avec constatation de la part des intérêts minoritaires.

Conformément à l'article L 233-19 du Code de Commerce et à l'article n° 21 du règlement CRC n° 99-02 n'ont pas été comprises dans le périmètre de consolidation, les sociétés ne présentant pas un intérêt significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation.

Les principales modifications du périmètre de consolidation par rapport à la clôture précédente concernent :

Pour Marine-Wendel :

Les rachats d'actions réalisés par la CGIP sur ses propres titres au cours de l'exercice 2001, ont eu pour effet de renforcer légèrement la participation de Marine-Wendel dans son capital de 52,42% à 53,09%.

Après la mise en redressement judiciaire du groupe AOM-Air Liberté prononcée par le Tribunal de Commerce de Créteil le 19 juin 2001, et conformément au protocole d'accord signé le 1er août 2001 entre les sociétés du groupe AOM-Participations, les Administrateurs judiciaires, la société HOLCO (repreneur d'AOM), SwissAir group et les actionnaires de Taitbout-Antibes BV, le transfert au reprenneur des actifs d'AOM Participations s'est effectué au cours du 2^{ème} semestre 2001. De ce fait, la société AOM Participations ne détient plus aucun actif au 31 décembre 2001.

Au 30 juin 2001, Trimo-Participations a constaté dans ses comptes une provision pour dépréciation de ses titres Taitbout-Antibes BV d'un montant de 45.62 M€ correspondant à l'intégralité de l'investissement effectué dans AOM-Participations. En conséquence, les titres Trimo-Participations ont été dépréciés dans les comptes de Marine-Wendel pour le même montant.

L'application des règles de consolidation a entraîné au 30 juin 2001 la déconsolidation de l'activité du deuxième pôle aérien français et, de ce fait, de toutes les structures qui portaient cet investissement. Cette déconsolidation s'est accompagnée par la prise en compte dans le résultat total, de l'écart d'acquisition constaté sur AOM-Participations, soit -32,37 M€, du solde de la provision pour dépréciation des titres Trimo-Participations, soit -11,87 M€ et des frais propres aux holdings, soit -0,59 M€. L'incidence sur la part du groupe dans le résultat ressort à -27,78 M€, (cf Note 24 de l'annexe).

La société Fortel (devenue Squadran SA) n'avait pas été comprise dans le périmètre de consolidation du groupe au 31 décembre 2000 compte tenu de son intérêt peu

significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat constitué par les sociétés comprises dans la consolidation. En mai 2001, faisant suite à la décision d'UPC de se retirer du capital de Fortel, l'Autorité de régulation des télécoms a autorisé le groupe LDCom à se substituer à UPC. Dans le cadre de partenariat avec LDCom, Boucle Locale Radio BV a cédé à LDCom 50% du capital de Squadran et a acquis 9,70% du capital de LDCom en souscrivant à une augmentation de capital réservée. A cette fin, Marine-Wendel a suivi l'augmentation de capital de Boucle Locale Radio BV, pour un montant de 11,45 M€ et a souscrit, par ailleurs, des obligations émises par Boucle Locale Radio BV pour un montant de 75,17 M€, ces titres ont été pris en compte au poste "Autres titres immobilisés" du bilan. A l'issue de ces opérations, le pourcentage d'intérêt du groupe Marine-Wendel dans Squadran était de 26,93%, et de 5,23% dans LDCom. Au second semestre 2001, BLR BV a procédé à une augmentation de capital réservée permettant l'entrée d'un nouvel actionnaire au capital de la société. Au cours de la même période, LDCom a également procédé à deux augmentations de capital réservées, entraînant une légère dilution de la participation de BLR BV (9,11%), dans LDCom. Après ces dernières opérations et à la fin de l'année 2001, le pourcentage d'intérêt du groupe Marine-Wendel dans Squadran ressort à 25,81%, il est de 4,70% dans LDCom.

Marine-Wendel n'exerçant pas d'influence notable sur ces sociétés, elles n'ont pas été consolidées. Les titres étant détenus par la filiale de Marine-Wendel, Boucle Locale Radio BV, détenue directement et indirectement à 51,69%, celle-ci a été consolidée au 31 décembre 2001 selon la méthode de l'intégration globale.

Pour CGIP :

Au cours de l'exercice 2001, la CGIP a cédé en bourse 0,52% du capital de Cap Gemini Ernst & Young et a enregistré une moins-value nette de 20 M€, réduisant ainsi sa participation à 11,65%. En fin d'exercice, conformément à la position retenue par Cap Gemini Ernst & Young dans ses comptes individuels, la CGIP a enregistré un amortissement exceptionnel de 204 M€ de l'écart d'acquisition dégagé sur les activités de services informatiques et de conseil d'Ernst & Young, reconstitué par la CGIP et qui avait été imputé en 2000 par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres.

Compte tenu du contrat signé entre la CGIP et BNP Paribas, en décembre 2001, mis en application le 7 janvier 2002, par lequel la CGIP a transféré la propriété de 5 369 127 actions Cap Gemini Ernst & Young, la participation de la CGIP dans sa filiale, réduite à 7,36%, a été déconsolidée le 31 décembre 2001.

Le prix de revient consolidé de cette participation a ensuite été déprécié pour un montant de 280 M€, pour être ainsi ramené à sa valeur de marché, (74,50 € par action).

Au 31 décembre 2001, l'estimation de l'écart d'évaluation de la participation dans le capital de Valeo, a conduit la CGIP à enregistrer une dépréciation exceptionnelle de 96 M€ et un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition résiduel de 58 M€.

Au cours de l'exercice, Wheelabrator Allevard, filiale détenue à 100% par la CGIP, a acquis 100% de National Metal Abrasive, le 3ème producteur de grenaille américain.

Diverses acquisitions sont venues modifier le périmètre de consolidation du groupe Trader.com, de ce fait, la participation de la CGIP dans le capital de cette dernière s'établit en fin d'année à 29,96%.

La fusion de Pierre Fabre avec bioMérieux Alliance, a eu pour conséquence, dans les comptes consolidés 2001 de la CGIP, la constatation d'un profit de dilution de 26 M€, et l'enregistrement d'un écart d'acquisition de 45 M€ sur la société bioMérieux-Pierre Fabre.

B. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

B.1 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ETRANGERES

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les postes du bilan et aux taux de change moyens de l'exercice ou à la période de consolidation pour les postes du compte de résultat. L'écart résultant de l'application au résultat de ces taux de change est porté dans les réserves consolidées au poste "Ecart de conversion".

B.2 REGLES D'EVALUATION

Les comptes des sociétés consolidées, établis en fonction des réglementations locales, sont conformes aux règles d'évaluation prévues par le Code de commerce.

Immobilisations incorporelles

Lorsque l'acquisition de sociétés permet d'obtenir des positions significatives sur des marchés déterminés, ou un avantage économique pour le futur, les écarts de première consolidation constatés lors de l'entrée de ces sociétés dans le périmètre de consolidation sont affectés au poste "Immobilisations incorporelles" après examen de leur valeur par référence à des critères appropriés.

Compte tenu de leur nature, ces actifs incorporels ne sont pas amortis. En revanche, à la clôture de chaque exercice, ils sont valorisés selon les mêmes critères que ceux retenus à leur date d'acquisition.

En cas de diminution de leur valeur, constatée sur plusieurs exercices consécutifs, une provision pour dépréciation serait constituée.

Ecarts d'acquisition

Ce poste regroupe les différences de première consolidation résiduelles après réestimation des actifs et passifs de la société acquise à la date d'acquisition, (notamment, affectation aux postes appropriés du bilan d'actifs incorporels ou corporels).

Les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de dix à quarante ans en fonction de la nature de l'investissement et de son secteur d'activité. Les écarts d'acquisition peu importants sont cependant amortis intégralement dès la première année.

Immobilisations corporelles

L'amortissement pratiqué sur les immobilisations corporelles est (le plus souvent) de nature linéaire. Les biens sous contrat de crédit-bail ou de location longue durée, sont traités comme s'ils avaient été acquis à crédit et sont amortis linéairement.

Evaluation des actifs pétroliers

Les investissements pétroliers sont évalués en dollars selon la méthode dite des "Successful Efforts". Les dépenses d'exploitation sont comptabilisées en charges jusqu'à la découverte du gisement, les dépenses ultérieures sont enregistrées au bilan dans les immobilisations incorporelles. Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie et des réserves de chaque gisement.

Immobilisations financières - Titres de participation non consolidés

Ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition sous déduction éventuelle de

dépréciations jugées nécessaires, compte tenu des perspectives de rentabilité, de la quote-part de situation nette qu'ils représentent. Pour les titres cotés en bourse, les dépréciations sont déterminées par référence aux cours moyens de bourse du dernier mois de l'exercice.

La valeur estimative des titres de participation à la clôture de chaque exercice est présentée en Note 5.

Stocks

Les stocks de matières premières sont généralement évalués selon la méthode "FIFO" (premier entré, premier sorti).

Les produits fabriqués et les en-cours sont valorisés au coût de production ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure : le coût de production comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre ainsi que les frais généraux que l'on peut raisonnablement rattacher à la production.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Provision pour risques et charges

La valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité ainsi que pour les anciens salariés, fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs de chaque entité consolidée.

L'impôt différé est donc calculé aux taux en vigueur à la fin de l'exercice, soit au titre des sociétés françaises 35,43% pour les bénéfices à court terme et 20,20% pour les opérations à long terme.

Par prudence, les créances sur l'Etat qui résultent de l'existence de déficits fiscaux reportables ne sont inscrites à l'actif du bilan que lorsqu'il existe une forte probabilité de pouvoir les compenser avec les bénéfices des exercices futurs les plus proches.

Les impôts non récupérables afférents à certaines distributions prévues au titre des résultats de l'exercice entre les sociétés consolidées sont pris en charges dans les résultats du même exercice.

Les **frais de recherche et de développement** sont comptabilisés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Résultat courant et exceptionnel

Pour donner une image fidèle et claire du résultat, le résultat courant recouvre les activités ordinaires dans lesquelles les sociétés du Groupe sont engagées. Sont enregistrées en résultat exceptionnel les opérations financières en capital portant sur des

actifs autres que les valeurs mobilières de placement.

Résultat net par action

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Pour le Groupe Marine-Wendel, il n'existe pas d'instruments dilutifs donnant droit à un accès différé au capital de la société consolidante.

C. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (en milliers d'euros)

C.1 BILAN CONSOLIDE

Note 1 – écarts d'acquisition

	proforma				
	2001		2000	1999	
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
<u>Groupe Marine-Wendel</u>					
CGIP	51 562	5 185	46 377	49 259	47 902
Alpha Taitbout BV (Afflelou)					4 135
Stallergènes	747	187	560	635	710
AOM-Participations				32 372	40 533
	52 309	5 372	46 937	82 266	93 280
<u>Groupe Stallergènes</u>	11 214	7 530	3 684	3 199	
<u>Groupe CGIP</u> ⁽¹⁾	244 461	114 513	129 948	248 102	316 953
Total	307 984	127 415	180 569	333 567	410 233

(1) En 2001 : pour le Groupe CGIP, Wheelabrator Allevard et filiales : 43 642 - Bureau Veritas : 29 437 - Onepm : 15 119 BioMérieux Pierre Fabre : 41 750.

En 2000 : pour le Groupe CGIP, Cap Gemini Ernst & Young : 99 066 - Wheelabrator Allevard et filiales : 37 907 - Bureau Veritas : 31 837 - Valeo : 62 062 - Onepm : 17 230

Analyse de la variation des écarts d'acquisition :

	2001	2000	1999
Montant net au 1er janvier	333 567	410 233	377 045
Acquisitions	55 344	16 912	63 007
Cessions	(5 187)	(75 445)	(52 329)
Conséquences des variations de la liste des sociétés consolidées (pour le groupe CGIP) - Déconsolidation Cap Gemini Ernst & Young	(1 553)	2 652	40 320
Amortissements de l'exercice	(90 801)		
	(110 801)	(20 785)	(17 810)
Montant net au 31 décembre	180 569	333 567	410 233

En 2001 : l'acquisition de la quote-part dans les actifs de BioMérieuxPierre-Fabre a dégagé un écart d'acquisition de 44 533, l'acquisition de National Metal Abrasive par Wheelabrator Allevard a dégagé un écart d'acquisition de 8 627, l'impact des cessions de titres et dilutions dans Cap Gemini Ernst & Young représentent -4 811, les amortissements exceptionnels de l'écart d'acquisition de Valeo et de AOM Participations, représentent respectivement, une variation de -58 233 et -32 372 ;

En 2000 : la diminution de la participation dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a entraîné une réduction de 65 459, la cession de la participation dans le capital d'Alpha Taitbout BV (Afflelou) a entraîné une diminution de 4 135, la correction de l'écart d'acquisition sur Taitbout Antibes BV (AOM Participations) a entraîné une diminution de 5 465 ;

En 1999 : augmentation de 47 354 concernant l'OPES CGIP soit (4,27%), diminution de la participation dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young entraînant une réduction de 50 031, l'entrée d'AOM Participations dans le groupe a dégagé un écart d'acquisition de 40 533.

Note 2 – Immobilisations incorporelles

	proforma				
	2001		2000	1999	
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
1. Actifs incorporels provenant de l'affectation d'écarts de première consolidation :					
Groupe Stallergènes ⁽¹⁾	20 433		20 433	20 433	20 433
2. Autres actifs incorporels					
Groupe CGIP	134 413	122 465	11 948	12 268	12 658
Groupe Stallergènes	4 116	1 564	2 552	2 722	2 806
Marine-Wendel	6	6	0	0	0
Total	158 968	124 035	34 933	35 423	35 897

(1) pour Stallergènes : l'écart affecté en immobilisations incorporelles, constaté à l'occasion de l'acquisition de Stallergènes SA correspond au savoir-faire acquis. La révision de son évaluation sur la base de critères fondés ne nécessite pas la constitution d'une provision à la clôture de l'exercice 2001.

Note 3 – Immobilisations corporelles

	proforma				
	2001		2000	1999	
par sociétés	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
Marine-Wendel	141	94	47	65	82
Groupe CGIP ⁽¹⁾	1 060 277	624 916	435 361	431 690	304 560
SCI Ségur					13 711
Stallergènes	22 284	8 966	13 318	13 513	15 326
Cie Financière de la Trinité	23	21	2	7	13
Simfor	55	42	13	18	23
Total	1 082 780	634 039	448 741	445 293	333 715

(1) En 2001 : les acquisitions se sont élevées à 49 035, les cessions à 3 057, les amortissements à 58 120 ; les immobilisations corporelles comprennent des actifs pétroliers pour un montant de 218 millions d'euros ; les immobilisations corporelles nettes sont représentées à 61% par des installations techniques, matériel et outillage.

En 2000 : les acquisitions se sont élevées à 193 565, les cessions à 8 052, les amortissements à 64 890 ; les immobilisations corporelles comprennent des actifs pétroliers pour un montant de 219 millions d'euros ; les immobilisations corporelles nettes sont représentées à 60% par des installations techniques, matériel et outillage.

par catégories d'immobilisations (montants nets)	2001	2000	1999
Terrains	10 622	10 847	11 907
Constructions	148 086	151 513	155 986
Installations, matériel et outillage	266 818	268 632	149 997
Autres immobilisations corporelles	18 101	6 785	10 248
Immobilisations en cours	5 114	7 516	5 577
Total	448 741	445 293	333 715

Note 4 – Titres mis en équivalence

(Quote-part des capitaux propres des sociétés concernées majorée des écarts d'évaluation constatées sur ces sociétés)

	2001			2000	proforma 1999
	Capitaux propres (résultats inclus)	Ecarts d'évaluation	Total	Total	Total
Groupe CGIP (1)	872 467	239 000	1 111 467	2 925 403	1 632 154
<u>Groupe Marine-Wendel (2)</u>					
- Alpha Taitbout BV (Afflelou)					6 048
- AOM Participations				0	7 054
Total	872 467	239 000	1 111 467	2 925 403	1 645 256

(1) En 2001 : dont BioMérieux Pierre Fabre : 136 263 ; BMA : 24 541 ; Participations Wheelabrator Allevard : 435 ; Bureau Veritas : 79 894 ; Valeo : 693 515 ; Trader.com 176 819.

En 2000 : dont Cap Gemini Ernst & Young : 1 569 837 ; Bio Mérieux Pierre Fabre : 148 532 ; BMA 21 322 ; Participations Wheelabrator Allevard : 1 367 ; Bureau Veritas : 64 291 ; Valeo : 917 367 ; Trader.com : 202 687. Concernant le groupe CGIP, les augmentations de capital représentent une variation de 181 073 pour Trader.com et de 1 224 147 pour Cap Gemini Ernst & Young en liaison avec l'apport des activités consulting d'Ernst & Young et l'entrée de Cisco dans le capital.

(2) Pour le Groupe Marine-Wendel, la cession de sa participation dans Afflelou représente une diminution du poste de 6 048 ; après prise en compte de l'augmentation de capital d'AOM Participations et de la perte de l'exercice, la quote-part détenue dans la société a été retenue pour une valeur nulle conformément à la réglementation comptable.

Analyse de la variation des titres mis en équivalence

	2001	2000	1999
Montant net au 1er janvier	2 925 403	1 645 256	1 578 097
Dividende de l'exercice	(50 387)	(50 148)	(37 643)
Augmentation de capital	5 941	1 546 802	227 970
Acquisitions			26,244
Cessions ou dilutions	(94 089)	(218 818)	(65 887)
Changement de méthode de consolidation			(52 265)
Autres variations sur Cap Gemini Ernst & Young	(230 726)	(16 662)	(174 650)
Déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young	(1 276 126)		
Autres variations sur Valeo	(96 388)		
Autres variations	2 277		(5 845)
Conséquence des variations des taux de participation et des taux de change	20 860	44 914	(1 705)
Part du résultat de l'exercice	(95 298)	(25 941)	150 940
Montant net au 31 décembre	1 111 467	2 925 403	1 645 256

Note 5 – Autres titres de participation

Autres titres de participations	2001		2000	1999
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net
<u>Autres participations de Marine-Wendel</u>				
Trimo-Participations (1)	16 144	11 874	4 270	
Fonds Alpha	27 425	532	26 893	17 360
Senelle BV	1 040		1 040	1 040
Taitbout silicium BV				1 524
Galileo II				1 715
Participations du portefeuille de Stallergènes	2 047		2 047	996
Participations du portefeuille de BLR BV (1)	175 031		175 031	
Divers (2)				373
	221 687	12 406	209 281	20 820
<u>Autres participations de CGIP</u>				
Cap Gemini Ernst & Young (1)	1 366 920	280 011	1 086 909	
Wendel-Participations	11 108		11 108	11 108
Titres immobilisés du portefeuille d'Orange-Nassau	35 924	3 213	32 711	37 290
Divers	1 160	219	941	1 041
	1 415 112	283 443	1 131 669	49 439
				46 567
Total	1 636 799	295 849	1 340 950	70 259
				70 390

(1) En 2001 : la déconsolidation d'AOM Participations a entraîné celle des structures qui portaient cet investissement. La participation de Boucle Locale Radio BV dans le capital de LD.Com est de 175 031. La participation du Groupe CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a été déconsolidée au 31 décembre 2001, le prix de revient consolidé des titres a été déprécié pour être ramené à une valeur de marché.

(2) En 2000 : dont Boucle Locale Radio BV (Fortel) pour : 152. - Air Littoral est détenu à 18% par Taitbout Antibes BV pour 1 F.

Valeur estimative des titres de participation	2001			2000		1999	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimative	Valeur nette	Valeur estimative	Valeur nette	Valeur estimative
<u>Participations de Marine-Wendel</u>							
- au prix de revient	194 262	182 388	182 388	3 460	3 460	10 915	10 915
- d'après la méthode de l'évaluation par équivalence (1)	27 425	26 893	34 795	17 360	41 948	12 908	39 227
	221 687	209 281	217 183	20 820	45 408	23 823	50 142
<u>Participations de CGIP</u>							
- au prix de revient	1 415 112	1 131 669	1 131 669	49 439	49 439	46 567	64 185
	1 415 112	1 131 669	1 131 669	49 439	49 439	46 567	64 185
TOTAL	1 636 799	1 340 950	1 348 852	70 259	94 847	70 390	114 327

(1) Estimation des parts des fonds de capital-développement "Alpha".

Prix de revient consolidé des titres de participation	Nombre d'actions détenues au 31/12/2001	Prix de revient consolidé	
		total (en millions d'euros)	par actions (en euros)
CGIP	35 163 171	1 198.70	34.09
Boucle Locale Radio BV	779 009	19.91	25.56
Stallergènes	1 520 348	14.52	9.55
Compagnie Financière de la Trinité	2 021 155	24.17	11.96

Note 6 – Prêts et créances

	proforma				
	2001		2000	1999	
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
Groupe Marine-Wendel					
Prêts	216		216	873	519
	216	0	216	873	519
Groupe CGIP					
Créances rattachées					95 670
Prêts	46 870	271	46 599	38 679	122 203
	46 870	271	46 599	38 679	217 873
Total	47 086	271	46 815	39 552	218 392

Note 7 – Actif circulant

	proforma				
	2001		2000	1999	
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
Stocks	63,472	2,699	60,773	59,045	55,881
Clients et comptes rattachés	116,288	5,852	110,436	105,733	91,539
Autres créances ⁽²⁾	40,832	1,655	39,177	29,838	24,876
Valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	195,842	3,957	191,885	206,481	465,333
Disponibilités ⁽¹⁾	95,115		95,115	208,370	8,730
	511,549	14,163	497,386	609,467	646,359
(1) Valeur estimative au 31 décembre :			311,099	457,284	518,558

(2) En 2001 : dont pour la CGIP 5 094, correspondant à des primes versées par la CGIP sur options sur titres Cap Gemini Ernst & Young et dont la valeur de marché à la date de clôture s'établit à 4 028. Une provision d'un montant égal aux moins values latentes a été constituée.

Note 8

Capital social : 141 194 960 Euros (17 649 370 actions de 8 euros de nominal).

Note 9 – Variation des capitaux propres – (part de Marine-Wendel)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Actions propres	Résultat	Capitaux propres
Capitaux propres part du Groupe au 31/12/1998	132 452	21 539	825 818	(32 026)	(3 253)	199 029	1 143 559
Affectation du résultat			199 029			(199 029)	0
Dividendes versés			(31 285)				(31 285)
Dividendes reçus			2 398				2 398
Conversion du capital en euros	6 560		(6 560)				0
Annulation d'actions	(10 653)	(21 539)	(66 580)				(98 772)
Titres auto-détenus					3 253		3 253
Variation des écarts de conversion				45 807			45 807
Résultat						177 184	177 184
Capitaux propres part du Groupe au 31/12/1999	128 359	0	922 820	13 781	0	177 184	1 242 144
Affectation du résultat			177 184			(177 184)	0
Dividendes versés			(35 298)				(35 298)
Augmentation de capital Marine-Wendel - attribution gratuite par incorporation de réserves	12 836		(12 836)				0
Titres auto-détenus					(68)		(68)
Variation des écarts de conversion				8 562			8 562
Résultat						528 746	528 746
Capitaux propres part du Groupe au 31/12/2000	141 195	0	1 051 870	22 343	(68)	528 746	1 744 086
Affectation du résultat			528 746			(528 746)	0
Dividendes versés			(38 738)				(38 738)
Autres variations			1 209				1 209
Titres auto-détenus					(2 519)		(2 519)
Variation des écarts de conversion				10 428			10 428
Résultat						(379 004)	(379 004)
Capitaux propres part du Groupe au 31/12/2001	141 195	0	1 543 087	32 771	(2 587)	(379 004)	1 335 462

Note 10 – Parts des minoritaires dans les capitaux propres de l'ensemble

							proforma
	2001			2000		1999	
	Avant résultats	Résultats	Total	Total	dont Résultats	Total	dont Résultats
Groupe CGIP	1 294 386	(272 969)	1 021 417	1 463 267	478 247	1 090 280	173 651
Groupe Stallergènes	14 158	1 262	15 420	14 696	165	15 088	1 312
Groupe AOM	17 054	(17 054)	0	(10 175)	(85 441)	(4 076)	(8 236)
Boucle Locale Radio B.V.	10 291	7 686	17 977				
Reynolds							1 985
SCI Ségur						2 668	88
Total	1 335 889	(281 075)	1 054 814	1 467 788	392 971	1 103 960	168 800

Note 11 – Provisions pour risques et charges

	proforma					
	2001		2000		1999	
	<i>Dont part du groupe CGIP</i>		<i>Dont part du groupe CGIP</i>		<i>Dont part du groupe CGIP</i>	
Provision pour retraites	21 183	19 374	22 786	19 975	20 050	17 245
Provision pour risques et charges (chez Stallergènes)	1 745		2 661		3 391	
Provision pour risques et charges (1)	80 779	80 429	75 905	75 539	66 978	64 807
Ecart d'acquisition passif	274	246				
Total	103 981	100 049	101 352	95 514	90 419	82 052

(1) La responsabilité d'une société du Groupe CGIP a été mise en cause à la suite d'un constat de pollution effectué en 1998. Le coût de la dépollution soit 7 622, à été intégralement provisionné depuis cette date et reste inchangé à fin 2001. Un recours envers le Tribunal administratif a été déposé.

Analyse de la variation des provisions pour risques et charges

	2001	
	<i>Dont part du groupe CGIP</i>	
Montant net au 1er janvier	101 352	95 514
Dotations de l'exercice	12 942	12 117
Reprises de provisions (utilisées)	(8 899)	(6 168)
Reprises de provisions (non utilisées)	(1 494)	(1 494)
Incidence des variations de change et de périmètre	80	80
Montant net au 31 décembre	103 981	100 049

Note 12 – Dettes Financières

	proforma		
	2001	2000	1999
Par sociétés			
Groupe CGIP ⁽¹⁾	647 799	699 304	635 921
Marine Wendel	60 052		18 784
Boucle Locale Radio B.V.	56 329		
Groupe Stallergènes	25 980	28 242	24 346
Taitbout Antibes B.V.		19 206	18 410
Autres			11
Total	790 160	746 752	697 472

(1) dont emprunt obligataire émis par la CGIP : 306 707

Elles se répartissent comme suit :			
Par nature			
obligations	417 016	306 707	306 707
Emprunts auprès d'organismes de crédit	367 747	436 821	387 371
Autres dettes financières	5 397	3 224	3 394
Par échéance			
- à plus de cinq ans	13 716	22 382	4 902
- à plus d'un an et moins de cinq ans	310 209	628 082	592 368
- à moins d'un an et intérêts courus	466 235	96 288	100 202
Par devise			
Euro et autres devises de l' Union Européenne	692 395	696 538	649 657
Autres devises	97 765	50 214	47 815
Par rapport au total des dettes			
Emprunts à taux fixe	67%	55%	56%
Emprunts à taux variable	33%	45%	44%

Note 13 – Autres dettes

					proforma
	2001			2000	1999
	Groupe C G I P	Groupe M arine-W endel	Total	Total	Total
Dettes fiscales et sociales	50 876	6 779	57 655	57 033	126 799
Impôts différés (1)	120 570	1 210	121 780	239 989	35 271
Autres (2)	149 045	6 858	155 903	42 246	27 161
	320 491	14 847	335 338	339 268	189 231

(1) Au 31/12/2001 comprend 61313 d'impôt provisionné par la CGIP sur la différence entre le prix de revient fiscal des titres Cap Gem in Emst & Young et leur valeur consolidée.

(2) Dont pour la CGIP 86 755, relatif au compte d'attente correspondant à la attribution réalisée le 29 mai 2001, de bons d'acquisition d'actions Cap Gem in Emst & Young, (valeur unitaire valorisée à 2,70 €). Ces bons donnent droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'actions Cap Gem in Emst & Young au prix de 143 € (10 bons permettant l'achat d'une action). Le 28 décembre 2001, la CGIP a racheté les 35 104 322 bons détenus par Marine-Wendel et les a annulés. Le solde au 31 décembre 2001 est égal à la valeur d'attribution de 32 131558 bons.

La prime payée le 28 décembre 2001 par Marine-Wendel à la CGIP de 16 148, lors de la vente par celle-ci d'une option d'achat de 3 510 432 actions Cap Gem in Emst & Young, exercable à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 au prix de 143 € l'action, en échange du rachat par la CGIP des 35 104 322 bons d'acquisition Cap Gem in Emst & Young, a été éliminée dans la consolidation de Marine-Wendel.

Le poste "Autres dettes" comprend également, pour la CGIP, 31313 correspondant au solde de la compte surdividende de 1 € après élimination intra-groupe, ainsi que 4 526 à la valeur de marché de puts européens Valeo, exercables en 2002, et 2 357 à la valeur comptable de diverses opérations de vente de puts sur actions Cap Gem in Emst & Young, ces dernières options n'ayant pas été exercées, un produit de 2 357 sera constaté sur l'exercice 2002.

Ventilation du poste Impôts différés :

	proforma					
	2001		2000		1999	
	<i>Dont part du groupe CGIP</i>		<i>Dont part du groupe CGIP</i>		<i>Dont part du groupe CGIP</i>	
Amortissements différés et pertes reportables	5 452	5 452			(5 538)	(5 538)
Provision pour retraites	(5 930)	(5 930)	(4 202)	(4 202)	(4 350)	(4 350)
Résultats sur cessions internes d'actifs immobilisés (1)	(5 186)	(5 186)	197 703	197 703	(3 336)	(3 336)
Différence d'évaluation des actifs immobilisés (1)	126 164	126 164	33 192	33 192	34 065	34 065
Autres écarts temporaires	1 280	70	13 296	13 689	14 430	17 885
Total	121 780	120 570	239 989	240 382	35 271	38 726

Les soldes négatifs ou créances se compensent, par société, avec des soldes positifs représentant des dettes ce qui justifie leur maintien au passif du bilan pour leur montant net.

(1) pour CGIP l'impôt différé long terme constaté sur le profit de dilution dégagé sur Cap Gemini Ernst & Young : 199 515 a fait l'objet d'une reprise partielle faisant suite aux opérations réalisées en 2001 et à la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young. A la date de clôture, un impôt différé, calculé sur la différence entre le prix de revient social et consolidé a été maintenu au bilan.

Note 14 – Engagements hors bilan :

	2001	2000	1999
<u>Engagements reçus :</u>			
Groupe CGIP ⁽¹⁾	143 000		
Groupe Marine Wendel ⁽²⁾		269 377	
Total	143 000	269 377	
<u>Engagements donnés :</u>			
Groupe CGIP ⁽¹⁾	597 852	115 458	175 216
Groupe Marine Wendel ^{(2) (3)}		288 433	
Total	597 852	403 891	175 216

(1) En 2001 : pour le Groupe CGIP, 143 000 correspondant à un engagement reçu au titre d'instruments financiers négociés et les engagements donnés suivants : 459 481 correspondant à l'engagement de céder 3 213 156 actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 euros l'action, à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 par exercice des bons d'acquisition - (après élimination en consolidation d'une option consentie à Marine-Wendel portant sur 3 510 432 actions) - ; 30 430 correspondant à un engagement donné au titre d'instruments financiers négociés ; 16 220 correspondant à un nantissement d'actions Cap Gemini Ernst & Young faisant suite à l'émission d'un emprunt obligataire privé réalisé par une filiale de la CGIP ; 88 261 correspondant à l'engagement de Sofu, filiale de la CGIP d'assurer la liquidité des actions Bureau Veritas à émettre au titre d'options de souscriptions d'actions ; 3 460 correspondant à l'engagement de GIP, filiale de la CGIP d'assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre d'options de souscriptions d'actions.

(2) En 2000 : une option de vente et une option d'achat ont été signées par Swissair Group et Taitbout Antibes BV donnant la possibilité à cette dernière de vendre en avril 2004 l'intégralité des actions AOM Participations qu'elle détient, soit 50,38% du capital de cette société, pour 269,38 millions d'euros au groupe Swissair.

(3) En 2000 : un engagement a été donné par BLR BV à Tow ercast, filiale de NRJ, de racheter les actions Fortel qu'elle détient, pour un montant maximal de 19 millions d'euros.

Le Groupe n'utilise pas de façon systématique des instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change, des devises étrangères et des risques sur les marchés actions.

C.2 RESULTAT CONSOLIDE (EN MILLIERS D'EUROS)

Note 15 – Produits d'exploitation :

	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires réalisé par :			
Groupe CGIP ⁽¹⁾	441 242	430 999	360 856
Stallergènes	63 295	55 520	40 995
Reynolds			41 095
	504 537	486 519	442 946
Autres produits	5 160	9 433	15 103
Total	509 697	495 952	458 049

(1) Au 31 décembre 2001, pour CGIP, le chiffre d'affaires sur activités industrielles est de 285 821 et sur activités pétrolières et immobilières de 155 421.

Au 31 décembre 2000, pour CGIP, le chiffre d'affaires sur activités industrielles est de 283 673 et sur activités pétrolières et immobilières de 147 326.

Note 16 – Charges d'exploitation :

	2001	2000	1999
Achats consommés et charges externes	259 294	259 346	233 658
Charges de personnel	86 253	75 708	80 915
Autres charges d'exploitation	2 466	9 615	2 336
Impôts et taxes	6 226	6 479	7 055
Dotation aux amortissements	65 740	67 651	60 477
Dotation aux provisions	3 353	2 947	2 528
Total	423 332	421 746	386 969
Effectif moyen des sociétés intégrées :	1856	1745	1620

Note 17 – Résultat financier:

	2001			2000	1999
	Groupe CGIP	Groupe Marine-Wendel	Total	Total	Total
Produits des titres de participation de sociétés non consolidées	3 147	1 841	4 988	7 595	2 923
Intérêts des prêts et produits de placement	120 061	2 681	122 742	35 163	48 188
Différences de change (net)	3 529		3 529	4 779	5 233
Produits financiers	126 737	4 522	131 259	47 537	56 344
Intérêts et charges assimilées	(43 209)	(84 662)	(127 871)	(47 834)	(31 613)
Dépréciation nette des valeurs mobilières de placement	(3 341)		(3 341)	(1 951)	485
Charges financières	(46 550)	(84 662)	(131 212)	(49 785)	(31 128)
Résultat financier	80 187	(80 140)	47	(2 248)	25 216
Dont écart de conversion :			3 529	4 779	5 233

Note 18 – Résultat courant des sociétés intégrées :

	2001	2000	1999
Marine-Wendel	(78 045)	(1 779)	3 088
Groupe CGIP (1)	161 825	73 662	81 199
Groupe Stallergènes	6 174	1 699	6 002
Simfor / Compagnie Financière de La Trinité	2 623	3 721	423
Trimo-Participations et Taitbout antibes BV	(878)	(5 345)	(384)
Boucle Locale Radio B.V.	(5 287)		
Reynolds			5 968
Total	86 412	71 958	96 296

(1) En 2001 : dont pour le groupe CGIP, Wheelabrator Allevard : 29 412 ; Orange-Nassau : 64 435 ; CGIP et divers : -10 656 ; ainsi que 78 634 correspondant pour CGIP aux produits dégagés lors de l'annulation de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young achetés à Marine-Wendel. Ces produits, comptabilisés dans le résultat exceptionnel de la CGIP ont été reclassés en éléments financiers pour être en correspondance avec la moins-value (-78 634), constatée en résultat financier par Marine-Wendel lors de la cession de ces même bons, (cf Note 24).

En 2000 : dont pour le groupe CGIP, Wheelabrator Allevard 31 180 ; Orange-Nassau 59 396 ; CGIP et divers : -16 914.

Note 19 – Montant net des plus ou moins values sur cessions d'actifs immobilisés :

	2001	2000	1999
sur cessions d'immobilisations incorporelles	(3)		
sur cessions d'immobilisations corporelles	4 235	11 576	(1 404)
sur cessions de titres de participation, dont :			
Groupe CGIP (1)	2 055	1 072 046	410 856
Groupe Marine-Wendel (2)			
Marine-Wendel		11 699	27 052
Compagnie Financière de la Trinité	18 075	14 526	1 869
Boucle Locale Radio B.V.	21 196		
AOM Participations		82 398	
Diverses participations			84
Total	45 558	1 192 245	438 457

(1) En 2001 : pour CGIP, sur cessions de titres de participation - Cap Gemini Ernst & Young : -28 255 ; BioMérieux Pierre Fabre : 25 896 ; diverses participations : 4 414.

En 2000, pour CGIP, 1 008 499 de profit comptable de dilution liés à la fusion de Cap Gemini avec l'activité consulting d'Ernst & Young ainsi qu'à l'entrée de Cisco dans son capital et 37 445 suite à la cession de 0,41% du capital de Cap Gemini Ernst & Young, et en 1999, 164 903 suite à l'OPES de CGIP et 139 080 suite à l'OPE de Cap Gemini Ernst & Young sur sa filiale néerlandaise.

(2) En 2001 : pour Marine-Wendel, 21 196 correspondant à la plus value réalisée par BLR BV la sur cession à LDCOM des titres Squadran. en 2000, pour Marine-Wendel, 6 737 liés à la cession d'Alpha Taitbout BV (Afflelou) et 4 614 liés à la cession de la SCI Ségur ; 14 520 liés aux cessions réalisés sur les fonds Alpha ; 80 369 liés au profit de dilution constaté lors de l'augmentation de capital d'AOM Participations (voir chapitre sur AOM Participations) ; et en 1999, 27 052 liés à la cession Reynolds.

Note 20 – Montant net des autres produits et charges exceptionnels:

	2001	2000	1999
<u>Groupe CGIP</u>			
Charges exceptionnelles sur Cap Gemini en 1999 (1)			(174 650)
Charges et produits exceptionnels divers	(483)	173	(8 997)
Provision pour risques et charges	(374 686)	(1 708)	(5 468)
	(375 169)	(1 535)	(189 115)
<u>Groupe Marine-Wendel</u>			
Charges et produits exceptionnels divers	(3 672)	(3 171)	(745)
Provision pour risques et charges (2)	(9 364)	3 480	(732)
Amortissements			(1 250)
	(13 036)	309	(2 727)
Total	(388 205)	(1 226)	(191 842)

(1) En 2001 : dont pour la CGIP, - dépréciation des actifs incorporels de Valeo : -96 388 ; dépréciation des titres Cap Gemini Ernst & Young : -280 011.

En 1999 : dont incidence de l'annulation par Cap Gemini en 1999 de l'écart d'acquisition dégagé lors de l'OPE sur Cap Gemini NV.

(2) dont pour Marine-Wendel, le solde de la provision pour dépréciation des titres Trimo-Participation : -11 874.

Note 21 – Impôts sur les résultats :

	2001	2000	1999
<u>Groupe CGIP :</u>			
. Impôts exigibles (1)	(91 720)	(54 709)	(114 285)
. Impôts différés	124 143	(201 100)	(895)
	32 423	(255 809)	(115 180)
<u>Groupe Marine-Wendel</u>			
. Impôts exigibles	2 465	(8 378)	(14 584)
. Impôts différés	(1 905)	(801)	(293)
	560	(9 179)	(14 877)
Total	32 983	(264 988)	(130 057)
. Impôts exigibles	(89 255)	(63 087)	(128 869)
. Impôts différés	122 238	(201 901)	(1 188)
IMPÔTS	32 983	(264 988)	(130 057)

(1) En 2001 : dont pour la CGIP, 35 403 de charge d'impôt concernant le précompte mobilier, provenant de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young .

Marine-Wendel et ses filiales Compagnie Financière de la Trinité, Simfor, Trimo-Participations, qui figurent dans le périmètre de consolidation, font partie du périmètre d'intégration fiscale régi par l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Taux effectif d'impôt

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

(en pourcentage)	2 001
Taux normal de l'impôt en France	36,43%
Incidence des :	
opérations non soumises au taux normal d'imposition	0,37%
imputations et reports de déficits fiscaux et autres différences	-8,88%
opérations exceptionnelles sur la participation Cap Gemini Ernst & Young	1,31%
opérations exceptionnelles sur la participation Valeo	- 2,54%
précompté CGIP sur distribution de bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young	- 13,82%
Taux effectif d'impôt	12,87%

Note 22 – Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence :

	2001	2000	1999
Participations du groupe CGIP (1)	(95 298)	127 127	169 414
AOM Participations		(165 947)	(19 190)
Alpha Taitbout BV (Affelou)			716
Total	(95 298)	(38 820)	150 940

(1) En 2001, dont : Cap Gemini Ernst & Young : 18 434 ; Valeo : -113 450 ; BioMérieux Pierre Fabre : 4 018 ; BioMérieux Alliance : 3 229 ; BioMérieux : 575 ; Tsgh : -471 ; BMA : - 623 ; Bureau Veritas : 20 429 ; Trader.com : -27 413 ; Autres sociétés : -26.

En 2000, dont : Cap Gemini Ernst & Young : 63 479 ; Valeo : 66 827 ; BioMérieux Alliance : 18 072 ; BioMérieux : 1 914 ; Tsgh : (2 195) ; BMA : (468) ; Bureau Veritas : 17 728 ; Trader.com : (38 214) ; Autres sociétés : (16).

Note 23 – Amortissement des écarts d'acquisition :

	2001	2000	1999
<u>Groupe CGIP</u> (1)	306 895	32 951	16 039
<u>Groupe Marine-Wendel</u> (2)	34 634	4 501	1 771
dont :			
CGIP	1 328	1 295	1 340
Stallergènes	934	511	37
AOM Participations	32 372	2 695	
Reynolds			161
Alpha-Taitbout BV (Afflelou)			233
Total	341 529	37 452	17 810

(1) En 2001, comprend pour 204 191 un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition constaté par Cap Gemini sur les activités Ernst & Young reconstitué par la CGIP, (il avait été préalablement imputé par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres) ;comprend également pour 58 233 un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition de Valeo, (représentant le solde du poste).

(2) En 2001, déconsolidation d'AOM Participations, (cf. modifications du périmètre de consolidation). En 2000 l'amortissement de l'écart d'acquisition sur AOM Participations est réalisé à compter du 1er septembre 1999.

Note 24 – Part dans le résultat net total :

	Part dans le résultat total			Part dans le résultat revenant au groupe		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
(1) Résultat propre	(83 122)	5 393	12 289	(83 122)	5 393	12 289
(2) Groupe CGIP	(577 050)	993 926	344 199	(304 081)	515 679	170 548
Reynolds			4 071			2 086
Groupe Stallergènes	2 405	315	2 497	1 143	150	1 185
Simfor –						
Cie Financière de La Trinité	14 737	14 021	1 325	14 737	14 021	1 325
Alpha Taitbout BV (Afflelou)			716			716
SCI Ségur			473			385
Boucle Locale Radio BLR BV	15 909			8 223		
(3) AOM Participations et Holdings	(32 958)	(91 938)	(19 586)	(15 904)	(6 497)	(11 350)
Total	(660 079)	921 717	345 984	(379 004)	528 746	177 184
Part des minoritaires dans le résultat (voir note 10)				(281 075)	392 971	168 800
Résultat net total				(660 079)	921 717	345 984
(2) :						
. Cap Gemini Ernst & Young	18 434	63 479	61 623	9 714	32 935	30 534
. Valeo	(113 450)	66 827	109 106	(59 783)	34 672	54 061
. bioMérieux Pierre Fabre	4 018			2 117		
. BioMérieux Alliance	3 229	19 986	4 792	1 702	10 369	2 374
. BioMérieux	575			303		
. Tsgh	(471)	(2 195)	(1 514)	(248)	(1 139)	(750)
. BMA	(623)	(468)		(328)	(243)	
. Bureau Veritas	20 429	17 728	12 373	10 765	9 198	6 131
. Trader.com	(27 413)	(38 214)	(17 210)	(14 445)	(19 827)	(8 527)
. Autres sociétés	(26)	(16)	244	(14)	(7)	121
. Wheelabrator Allevard	16 106	16 436	17 500	8 487	8 527	8 671
. Orange-Nassau	37 547	41 047	22 106	19 786	21 296	10 953
(4) . Activités propres CGIP	(535 405)	809 316	135 179	(282 136)	419 898	66 980
TOTAL Groupe CGIP	(577 050)	993 926	344 199	(304 081)	515 679	170 548

(1) et (4) Le résultat total Marine-Wendel enregistre la moins-value de 78 634 constatée sur la cession à la CGIP des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young. Corrélativement, pour cette même opération, un produit latent de 78 634, enregistré par la CGIP lors de l'annulation des bons, (soit : 41 437 pour la part du groupe), a été constaté dans les comptes consolidés. L'incidence de cette opération dans le résultat revenant au groupe est de -37 197.

(4) En 2001, le résultat total de la CGIP pris en compte dans la consolidation de Marine-Wendel intègre 35 403 de charge d'impôt concernant le précompte mobilier provenant de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young.

(3) Groupe AOM Participations - contribution aux résultats consolidés du groupe.

	2001	2000	1999	Total
Résultat des sociétés intégrées	(586)	(5 693)	(396)	(6 675)
Résultat de dilution		82 398		82 398
Résultat des sociétés mises en équivalence		(165 947)	(19 189)	(185 136)
Provision pour dépréciation des actifs	(11 874)			(11 874)
Amortissement d'écart d'acquisition	(32 372)	(2 696)		(35 068)
Incidence sur le résultat net total	(44 832)	(91 938)	(19 585)	(156 355)
Part du groupe	(27 778)	(6 497)	(11 350)	(45 625)
Part des minoritaires	(17 054)	(85 441)	(8 235)	(110 730)

Note 25 – Evénements postérieurs à la clôture :

La première phase de la simplification des structures du groupe exposée lors de l'Assemblée générale de Marine-Wendel le 27 novembre 2001 a consisté en différentes offres de rachats d'actions qui se sont achevées le 19 février 2002.

Pour Marine-Wendel : OPAS

S'inscrivant dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale du 27 novembre 2001, une offre publique d'achat d'actions simplifiée (OPAS), portant sur 1 700 000 actions s'est déroulée du 17 janvier au 19 février 2002 au prix offert de 82 € par action (139,40 M€). Cette offre a été sursouscrite 4 fois.

Pour la CGIP : OPRA et OPAS

Le 7 janvier 2002, l'Assemblée générale extraordinaire de la CGIP a approuvé les modalités et caractéristiques d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), portant sur 6 000 000 d'actions au prix offert de 44 € par action. Marine-Wendel a participé à cette offre, en apportant 3 200 000 titres CGIP (140,80 M€). Parallèlement la CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8ème résolution de l'Assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une offre publique d'achat simplifiée d'actions (OPAS), portant sur 5 477 500 actions dont le prix offert est identique à celui de l'OPRA, Marine-Wendel n'a pas participé à cette offre.

Le 1er mars 2002, le Conseil d'administration de la CGIP a décidé la réduction de son capital social de 16 M€, (8 000 000 d'actions), par annulation de 1 037 234 actions détenues et acquises dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales de mai 2000 et 2001, par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'OPAS et par annulation de 6 000 000 actions rachetées lors de l'OPRA.

A l'issue de ces opérations, le Groupe Wendel détient 54,85% du capital et 74,92% des droits de vote de Marine-Wendel qui elle même détient 53,79% du capital et 72,41% des droits de vote de la CGIP.

La réussite des offres de rachat d'actions de Marine-Wendel et de sa filiale CGIP a permis aux conseils d'administration des deux sociétés réunis le 27 mars 2002 d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère : 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP et de convoquer les Assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion absorption de CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'Assemblée générale de la CGIP, l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 euros en 2 actions de nominal 4 euros. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

C.3 PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES PAR LA CGIP (AU 31 DECEMBRE 2001)

Méthode de Consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
E	6,18	Cap Gemini Ernst & Young - (déconsolidée au 31/12/2001) -	France	Services Informatiques
E	10,67	Valeo	France	Equipement Automobile
E	15,91	Trader.com	Pays-Bas	Annonces classées
IG	53,09	Wheelabrator Allevard	France	Abrasifs
IG	53,09	Abrasiv Muta	Slovénie	"
IG	53,09	Abrasivi metallici industriale SPA	Italie	"
E	53,09	All Abrasives	Afrique du Sud	"
IG	53,09	Geo Technical System	Italie	"
IG	53,09	A.M.P.Grenailles	Luxembourg	"
E	10,62	Celik Granul	Turquie	"
IG	53,09	Deutsche Wheelabrator	Allemagne	"
IG	53,09	Diasint Iberica	Espagne	"
IG	53,09	Diasint Italie	Italie	"
IG	47,78	Eder Strahlmittelwerk	Autriche	"
IG	47,78	Eder Strahltechnik	Autriche	"
E	34,51	Gojump Entreprise CO Ltd	Taiwan	"
IG	53,09	IKK do Brasil	Brésil	"
IG	42,47	IKK Shot Co Ltd	Japon	"
IG	53,09	Kovobrasiv Mnisek Spol	République Tchèque	"
IG	53,09	Metabrasive Ltd	Grande-Bretagne	"
IG	53,09	MT Trasformatzione Mettalli	Italie	"
E	53,08	Murga Argentina	Argentine	"
IG	53,09	National Metal Abrasiv	Etats-Unis	"
IG	53,09	Panabrasive Inc.	Canada	"
IG	31,85	Peraita	Espagne	"
IG	53,07	P.G.M.	France	"
IG	31,85	Recupac	France	"
E	27,08	Reecon Steel Co Ltd	Taiwan	"
IG	53,09	Samedia	France	"
IG	42,47	Séoul Shot Industry Co. Ltd	Corée	"
IG	51,02	Shanghai Murga Steel Abrasives	Chine	"
IG	42,63	Siam IKK	Thaïlande	"
IG	53,09	Talleres Fabio Murga	Espagne	"
IG	53,09	Thomas Abrasives Ltd	Afrique du Sud	"
IG	53,09	Wheelabrator Abrasives Inc.	Etats-Unis	"
IG	53,09	Wheelabrator Allevard Espagnola	Espagne	"
IG	37,16	Wheelabrator Allevard Italia	Italie	"
IG	53,09	Orange-Nassau Groep B.V.	Pays-Bas	Immobilier Energie "
IG	53,09	Onroerend Goed Orange-Nassau N.V.	Pays-Bas	
IG	53,09	Orange-Nassau Energie B.V.	Pays-Bas	
IG	53,09	Onepm	Pays-Bas	
IG	53,09	Orange-Nassau Participaties B.V.	Pays-Bas	Participations
E	8,89	BioMérieux Pierre Fabre	France	Pharmacie / Diagnostcs
E	18,05	BMA	France	Contrôle Agro-alimentaire
E	41,56	Siliber Bio Mérieux Inc.	Etats-Unis	"
E	17,35	Bureau Veritas	France	Contrôle technique
IG	53,09	Figema	France	Placement
IG	53,09	Figemu	France	"
IG	53,09	Gip	France	"
IG	53,09	Sofisamc	Suisse	"
IG	53,09	Sofiservice	France	"
IP	26,55	Sofu	France	"
IG	53,09	Solfur	France	"
IG	53,09	Fimup	France	"
IG	53,09	Trief Corporation	Luxembourg	"

IG : Intégration Globale

IP : Intégration Proportionnelle

E : Mise en Equivalence

C.4 PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR STALLERGENES (AU 31 DECEMBRE 2001)

Méthode de Consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	47,51	Stallergènes SA	France	Immunothérapie
IG	47,51	SCI Stallergènes Antony	France	
IG	47,51	DHS SA	France	
IG	47,51	Stallergènes España	Espagne	
IG	47,51	Erste	Allemagne	
IG	47,51	Stallergènes Gmbh	Allemagne	
IG	47,51	Stallergènes Gmbh & Co KG	Allemagne	
IG	47,51	Stallergènes Italia	Italie	
IG	47,51	Laboratoire Stallergènes Sarl	Suisse	
IG	47,51	Stallergènes Belgium	Belgique	
IG : Intégration Globale				

7.2 COMPTES INDIVIDUELS SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2001

BILAN SEMESTRIEL AU 31 DECEMBRE 2001 en milliers d'euros

ACTIF

	AU 31 DECEMBRE 2001			AU 30 JUIN 2001
	BRUT	Amortissements ou provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
. Concessions, droits, logiciels	6	6	-	
. IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
. Mobilier, matériel de bureau	106	77	29	33
. Installations générales	6	2	4	5
. Matériel de transport	29	15	14	17
	147	100	47	55
. IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
. Titres de participation	357 769	45 624	312 145	301 155
. Créances rattachées à des participations	112 743		112 743	
. Titres immobilisés de l'activité du portefeuille (TIA)	0		0	11 602
. Autres titres immobilisés	2 587		2 587	78 137
. Prêts (1)	152		152	153
. Autres immobilisations financières	5		5	5
	473 256	45 624	427 632	391 051
ACTIF CIRCULANT				
. Créances clients et comptes rattachés (2)	185		185	52
. Autres créances (2)	24 703		24 703	9 800
. Valeurs mobilières de placement (3)	5 650		5 650	10
. Instruments de trésorerie (4)			-	30 190
. Disponibilités	1 301		1 301	6 077
	31 839	-	31 839	46 129
COMPTES DE REGULARISATION				
. Charges constatées d'avance	1		1	123
TOTAL DE L'ACTIF	505 243	45 724	459 519	437 358
(1) Dont à moins d'un an	152		152	153
(2) Dont à plus d'un an	16 148		16 148	
Engagements reçus	4		4	4

PASSIF

	AU 31 DECEMBRE 2001	AU 30 JUIN 2001
CAPITAUX PROPRES (5)		
. Capital	141 195	141 195
. Primes d'émission, de fusion et d'apport		
. Réserve légale	14 119 (*)	14 119 (*)
. Réserve des plus-values à long terme	159 724	159 724
. Autres réserves	8 484	8 484
. Report à nouveau	25 177	33 646
. Résultat de l'exercice	40 894	30 269
	389 593	387 437
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (6)		
. Provision pour charges	1 780	1 655
. Provision pour risques	350	366
	2 130	2 021
DETTES (1) (7)		
. Dettes financières	60 052	30 018
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100	195
. Dettes fiscales et sociales	162	168
. Autres dettes	7 482	17 519
	67 796	47 900
Instruments de trésorerie		
COMPTES DE REGULARISATION		
. Produits constatés d'avance		
TOTAL DU PASSIF	459 519	437 358
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an	67 796	47 900
Engagements donnés		

(*) Dont 3 336 067,92 € ayant le régime de réserve des plus-values à long terme

COMPTE DE RESULTAT COMPARE EN MILLIERS D'EUROS

Comptes semestriels au 31 decembre 2001

	31/12/2001	31/12/2000	Exercice 2000/2001		31/12/2001	31/12/2000	Exercice 2000/2001
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>				I - RESULTAT COURANT (Report)	38 487	4 970	70 893
. Produits nets des titres de participation	52 372	5 168	135 516				
. Produits des valeurs mobilières de placement	1	441	498	<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>			
. Produits des créances de l'actif immobilisé	2 094	9	490	. Sur opérations de gestion			2
. Autres intérêts et produits assimilés	61	134	138	. Sur opérations en capital			
. Reprise de provisions pour dépréciation	64 592			. sur immobilisations corporelles			
. Profits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	37	490	955	. sur immobilisations financières			
	119 157	6 242	137 597	. Reprises sur provisions	15	84	84
<u>CHARGES FINANCIERES</u>				. sur opérations de gestion			
. Dotations aux amortissements et aux provisions			64 592	. pour risques et charges			
. Intérêts et charges assimilées	79 558	140	463				
					15	84	86
RESULTAT FINANCIER (A) (8)	39 599	6 102	72 542				
<u>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION</u> (9)				<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			
. Autres produits	125	137	265	. Sur opérations de gestion :	15	84	84
. Reprises sur provisions			220	. charges exceptionnelles diverses			
				. Sur opérations en capital :			
(B)	125	137	485	. sur immobilisations corporelles			
				. sur immobilisations financières			
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u> (10)				. Dotation aux provisions :			
. Achats et charges externes	603	592	995	. pour dépréciation des immobilisations financières			45 624
. Impôts, taxes et versements assimilés	82	83	139		15	84	45 708
. Salaires et traitements	252	420	636				
. Charges sociales	120	117	252	II - RESULTAT EXCEPTIONNEL (11)	0	-	(45 622)
. Dotations aux amortissements	10	11	23				
. Dotations aux provisions	125			III - IMPÔT SUR LES BENEFICES (12)	2 407	12	4 998
. Autres charges	45	46	89				
(C)	1 237	1 269	2 134	IV - BENEFICE (I + II - III)	40 894	4 958	30 269
I - RESULTAT COURANT (A + B - C)	38 487	4 970	70 893				

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)

	Au 31 décembre 2001	Exercice 2000-2001
RESSOURCES		
Autofinancement	(23 579)	140 202
Encaissements sur prêts	1	152
Cessions d'immobilisations corporelles	-	-
Cessions d'immobilisations financières	612	-
Total des ressources	(22 966)	140 354
EMPLOIS		
Dividendes versés	38 738	35 297
Investissements	37 196 (*)	89 525 '(*)
Réduction des capitaux propres	-	-
Total des emplois	75 934	124 822
Variation du fonds de roulement	(98 900)	15 532
Utilisation de la variation du fonds de roulement		
1 - Variation des besoins d'exploitation et divers	(99 764)	69 253
2 - Variation de la trésorerie	864	(53 721)
	(98 900)	15 532

(*) Au 31 décembre 2001 : Acompte sur dividende CGIP à recevoir : 35 104, intérêts courus sur obligations BLR BV : 2 090.

Au 30 juin 2001 : souscription à l'augmentation de capital de "Boucle Locale Radio" : 11 450, achat d'obligations "Boucle Locale Radio" : 75 549, achat d'actions propres : 2 519.

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2001

(premier semestre de l'exercice 2001-2002)

(en milliers d'euros)

Principes, règles et méthodes comptables

Le bilan et le compte de résultat ont été établis pour la présentation des comptes semestriels au 31 décembre 2001 selon les mêmes normes, principes et méthodes que ceux retenus pour l'arrêté des comptes annuels au 30 juin 2001.

L'annexe simplifiée établie au 31 décembre 2001 ne reprend que les événements importants nécessaires à la compréhension des comptes intermédiaires semestriels.

Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations financières :

Au 31 décembre 2001, le total du poste s'élève à 427 632, contre 391 051, au 30 juin 2001.

Titres de participation	Pourcentage de détention	Brut	Provision	Net au 31 décembre 2001	exercice 2000/2001
CGIP	52.19	275 085		275 085	275 085
Compagnie Financière de La Trinité	99.99	15 607		15 607	15 607
Simfor	100.00	302		302	302
Stallergènes	45.08	5 891		5 891	5 891
Trimo-Participations (1)	100.00	49 894	45 624	4 270	4 270
Boucle Locale Radio BLR BV (2)	48.66	10 990		10 990	
Créances rattachées à des participations (3)		112 743		112 743	
Total		470 512	45 624	424 888	301 155

(1) Trimo-Participations détient 50,01% de Taitbout-Antibes BV qui détient AOM-Participations à hauteur de 50,38%. Suite à la mise en redressement judiciaire du groupe AOM prononcée par le Tribunal de commerce de Créteil le 19 juin 2001 et conformément au protocole d'accord du 1er août 2001, le transfert des actifs d'AOM Participations au repreneur s'est effectué au cours du 2ème semestre 2001. De ce fait, la société AOM Participations ne détient plus aucun actif au 31 décembre 2001. Au 30 juin 2001, l'intégralité de l'investissement dans le pôle aérien a été provisionné, soit 45,6 M€ (49,9 M€ valeur brute des titres sous déduction des dettes vis à vis de Trimo-Participations 4,3 M€) - cf Note 7 Dettes financières.

(2) Les titres Boucle Locale Radio BLR BV qui figuraient en "TIAP" au 30 juin 2001 ont été reclassés au poste "Titres de participations" au 31 décembre 2001. A la fin de l'année 2001, BLR BV a racheté 40799 de ses propres actions pour 612.

(3) Les obligations BLR BV souscrites par Marine-Wendel pour 64 175 à 5% et 11000 à 8%, à échéance mai 2008 qui figuraient en "Autres titres immobilisés" au 30 juin 2001 ont été reclassées au poste "Créances rattachées à des participations" au 31 décembre 2001; les intérêts courus au 31 décembre 2001 s'élèvent à 2 464, dont 2 090 au titre de la période du 1er juillet 2001-31 décembre 2001.

L'acompte sur dividende CGIP d'un euro par action est également comptabilisé à ce poste pour 35 104.

	au 31 décembre 2001	exercice 2000/2001
Autres immobilisations financières		
<u>Titres immobilisés de l'activité du portefeuille</u>		
Boucle Locale Radio BV (actions) (1)		11 602
<u>Autres titres immobilisés</u>		
Boucle Locale Radio BV (obligations) (2)		75 549
Marine-Wendel (actions propres)	2 587	2 587
<u>Prêts et divers</u>	157	157
Total	2 744	89 895

(1) Les titres Boucle Locale Radio BLR BV qui figuraient en "TIAP" au 30 juin 2001 ont été reclassés au poste "Titres de participation" au 31 décembre 2001 (cf Titres de participations).

(2) Les obligations BLR BV souscrites par Marine-Wendel qui figuraient en "Autres titres immobilisés" au 30 juin 2001 ont été reclassées au poste "Créances rattachées à des participations" au 31 décembre 2001 (cf Titres de participation).

Note 2 – Créances :

	au 31 décembre 2001	Exercice 2000/2001
Créances clients et comptes rattachés	185	52
Créances fiscales (crédit de TVA)	79	2 343 ⁽¹⁾
Autres créances		
Stallergènes	2 171	1 028
Compagnie Financière de La Trinité	4 218	5 842
Simfor	1 463	549
Boucle Locale Radio BV	612	
CGIP ⁽²⁾	16 148	
Autres	12	38
Total	24 888	9 852

(1) dont 2 255 d'acomptes sur impôt sur les sociétés restitués par le Trésor Public le 19 octobre 2001

(2) promesse de vente de 3 510 432 actions Cap Gemini Ernst et Young consentie par la CGIP à Marine-Wendel, exerçable jusqu'au 31 mars 2003.

A l'exception de la créance détenue sur la CGIP, les autres créances sont à moins d'un an.

Note 3 – Valeurs mobilières de placement :

	au 31 décembre	Valeur estimative	Exercice 2000/2001	Valeur estimative
Sicav et FCP	5 640	5 643		
Autres valeurs mobilières de placement	10	44	10	53
Total	5 650	5 687	10	53

Note 4 – Instruments de trésorerie :

	au 31 décembre 2001	Exercice 2000/2001
35 104 322 bons "CGIP" d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst et Young (brut : 94 782 - provision : 64 592) ⁽¹⁾	-	30 190

(1) Cession de 35 104 322 bons à la CGIP au cours de bourse de clôture du 28 décembre 2001, soit 0,46 euro par bon (16148). La provision pour dépréciation de ces bons (64 592) devenue sans objet, a été reprise au 31 décembre 2001.

Note 5 – Variation des capitaux propres :

	Capital social (1)	Réserve légale	Réserve légale affectée PVL	Réserve spéciale des PVL	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total des Capitaux propres
au 30 juin 2001	141 195	10 783	3 336	159 724	8 484	33 646	30 269	387 437
Dividende au titre de l'exercice 2000/2001						(8 560)	(30 178)	(38 738)
Dividende afférent aux 41 404 actions Marine-Wendel, détenues à la date de distribution et affecté au report à nouveau						91	(91)	0
Résultat au 31 décembre 2001							40 894	40 894
au 31 décembre 2001	141 195	10 783	3 336	159 724	8 484	25 177	40 894	389 593

(1) Le capital social est représenté par 17 649 370 actions de 8 euros de nominal.

Note 6 – Provisions pour risques et charges :

	Au 31 décembre 2001	Exercice 2000/2001
Provision pour pensions et obligations similaires (1)	1 780	1 655
Provision pour risques (2)	350	366
Total	2 130	2 021

(1) Provision déjà soumise à l'impôt

(2) Garantie de passif concernant la cession de la participation dans Reynolds

Pour déterminer le montant de la « Provision pour pensions et obligations similaires », il est procédé à une estimation de la valeur actualisée des allocations de fin de carrière et des retraites à verser au personnel de la société en activité ; la provision a été, de ce fait, ajustée au 31 décembre 2001 par une dotation de 125 .

Note 7 – Dettes (à moins d'un an):

	Au 31 décembre 2001	Exercice 2000/2001
Dettes financières		
Emprunt auprès d'établissements de crédit	60 052	30 018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100	195
Dettes fiscales et sociales	162	168
Autres dettes :		
Compagnie Financière de La Trinité	-	10 028
Simfor	2	125
Trimo-Participations (1)	4 388	4 307
Senelle BV	1 290	1 290
Autres	1 802	1 769
Total	67 796	47 900

(1) cf Note 1

Notes sur le compte de résultat

Note 8 – Produits financiers nets :

	Au 31 décembre 2001	Au 31 décembre 2000	Exercice 2000/2001
<u>Produits des titres de participation</u>			
Dividendes reçus de :			
CGIP (actions)	35 104		35 104
CGIP (bons)			94 782
Simfor	1 099	115	115
Compagnie Financière de La Trinité	16 169	5053	5 053
Stallergènes			462
	52 372	5 168	135 516
<u>Autres produits et charges financières</u>			
Produits nets de la gestion de trésorerie		925	1 128
Produits des créances de l'actif immobilisé	2 094	9	490
Charges financières (1)	(14 867)	0	
Dotation aux provisions (2)			(64 592)
Total	39 599	6 102	72 542

(1) dont 14 042 de charge nette sur cession des bons CGIP d'attribution d'actions Cap Gemini Ernst & Young, soit : (78 634 de charge totale, moins reprise de provision 64 592).

(2) au 30 juin 2001, dotation sur bons "CGIP" d'attribution d'actions Cap Gemini Ernst et Young.

Note 9 – Produits d'exploitation :

	Au 31 décembre 2001	Au 31 décembre 2000	Exercice 2000/2001
Prestations de services	125	137	265
Reprise sur provisions			220
Total	125	137	485

Note 10 – Charges d'exploitation:

	Au 31 décembre 2001	Au 31 décembre 2000	Exercice 2000/2001
Achats et charges externes	603	592	995
Salaires et charges sociales	372	537	888
Autres charges	127	129	228
Dotations aux amortissements et provisions	135	11	23
Total	1 237	1 269	2 134

Note 11 – Résultat exceptionnel :

Aucun résultat exceptionnel significatif n'est intervenu dans le semestre.

Note 12 – Impôt sur les bénéfices:

Les comptes du premier semestre de l'exercice 2001/2002 font ressortir un déficit du groupe fiscal d'un montant de 4 470 milliers d'euros.

Marine-Wendel a opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés prévu aux articles 223 A à U du Code Général des Impôts. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre Marine-Wendel et ses filiales prévoient que chaque société contribue à l'impôt du Groupe à raison de son résultat dans les mêmes conditions que celles qui auraient été applicables en l'absence d'intégration fiscale.

Le périmètre d'intégration fiscale 2001-2002 regroupe, outre Marine-Wendel qui est la société mère, la Compagnie Financière de la Trinité, Simfor et Trimo-Participations.

L'incidence de l'intégration fiscale au 31 décembre 2001 fait ressortir un produit d'intégration de 2 407 milliers d'euros.

Note 13 – Evénements postérieurs à la clôture:

La première phase de la simplification des structures du groupe exposée lors de l'Assemblée générale de Marine-Wendel le 27 novembre 2001 a consisté en différentes offres de rachats d'actions qui se sont achevées le 19 février 2002.

Pour Marine-Wendel : OPAS

S'inscrivant dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale du 27 novembre 2001, une offre publique d'achat d'actions simplifiée (OPAS), portant sur 1 700 000 actions s'est déroulée du 17 janvier au 19 février 2002 au prix offert de 82 € par action (139,40 M€). Cette offre a été sursouscrite 4 fois.

Pour la CGIP : OPRA et OPAS

Le 7 janvier 2002, l'Assemblée générale extraordinaire de la CGIP a approuvé les modalités et caractéristiques d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), portant sur 6 000 000 d'actions au prix offert de 44 € par action. Marine-Wendel a participé à cette offre, en apportant 3 200 000 titres CGIP (140,80 M€). Parallèlement la CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8ème résolution de l'Assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une offre publique d'achat simplifiée d'actions (OPAS), portant sur 5 477 500 actions dont le prix offert est identique à celui de l'OPRA, Marine-Wendel n'a pas participé à cette offre.

Le 1er mars 2002, le Conseil d'administration de la CGIP a décidé la réduction de son capital social de 16 M€, (8 000 000 d'actions), par annulation de 1 037 234 actions détenues et acquises dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales de mai 2000 et 2001, par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'OPAS et par annulation de 6 000 000 actions rachetées lors de l'OPRA.

A l'issue de ces opérations, le Groupe Wendel détient 54,85% du capital et 74,92% des droits de vote de Marine-Wendel qui elle-même détient 53,79% du capital et 72,41% des droits de vote de la CGIP.

La réussite des offres de rachat d'actions de Marine-Wendel et de sa filiale CGIP a permis aux conseils d'administration des deux sociétés réunis le 27 mars 2002 d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère : 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP et de convoquer les Assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion absorption de CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'Assemblée générale de la CGIP, l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 euros en 2 actions de nominal 4 euros. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

7.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2001 ET SUR LES COMPTES INDIVIDUELS SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE 2001

7.3.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société MARINE-WENDEL établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 19 avril 2002

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

Befec - Price Waterhouse
Membre de PricewaterhouseCoopers

François Carrega

Daniel Chauveau

7.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes individuels semestriels

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Marine-Wendel S.A., établis en euros, conformément aux règles et principes comptables applicables en France et relatifs à la période du 1er juillet 2001 au 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes semestriels, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Le 19 avril 2002.

Les Commissaires aux Comptes

Befec - Price Waterhouse
Membre de PricewaterhouseCoopers

Daniel Chauveau

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

8 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

8.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

8.1.1 Composition

Direction au 31 mars 2002				
M.	Titre	Autres Fonctions	Age	Date d'entrée en fonction
Ernest-Antoine Seillière	Président	Voir ci-dessous	64	1992
Jean-Marc Janodet	Directeur Général	Voir ci-dessous	67	2001
Nicole Dupuis	Secrétaire général	-	56	2001

Conseil d'Administration au 31 mars 2002					
M.	Titre	Autres fonctions	Age	Nomination	Fin de mandat
Monsieur Ernest-Antoine Seillière	Président	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Président Directeur Général</i> de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) - <i>Président du Conseil d'administration</i> de Marine-Wendel - <i>Président du Conseil de surveillance</i> de Trader.com - <i>Vice-Président du Conseil d'administration</i> de Cap Gemini - <i>Vice-Président du Conseil de surveillance</i> de BioMérieux Pierre Fabre SA - bMPF - <i>Administrateur de</i>: <ul style="list-style-type: none"> - Société Lorraine de Participations Sidérurgiques - Société Générale - Sofisamc - <i>Membre du Conseil de surveillance de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Hermès International S.A. - Oranje Nassau Groep B.V. - Peugeot S.A. - Valeo - <i>Représentant permanent de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Compagnie Financière de La Trinité au Conseil d'administration de Stallergènes - Sofiservice au Conseil de surveillance de Bureau Veritas 	64	1985	2006/2007 (fin 2007)
Monsieur Jean-Marc Janodet	Administrateur - Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Président Directeur Général</i> de Eurovest (Sicav) - <i>Président du Conseil d'Administration de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Sofisamc - Trief Corporation - <i>Membre du Comité Exécutif</i> de la CGIP, chargé des Affaires financières - <i>Administrateur de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - BMA - Compagnie Financière de La Trinité - Caisse Industrielle d'Assurance Mutuelle (CIAM) - Sofiservice - Placement Monétaire (Sicav) - Solfur - <i>Membre du Conseil de surveillance de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Neufilze Schlumberger Mallet Demachy - Valeo - Trader.com - Oranje Nassau Groep B.V. - <i>Représentant permanent de</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Sofiservice au Conseil d'administration de : <ul style="list-style-type: none"> • Financière Franco-Néerlandaise • GIP 	67	1997	2002/2003 (fin 2003)

Conseil d'Administration au 31 mars 2002

M.	Titre	Autres fonctions	Age	Nomination	Fin de mandat
Monsieur Louis-Amédée de Moustier	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> – <i>Président du Conseil d'administration de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Société de Gérance de Valeurs Mobilières – Haussmann Holding S.A. (Luxembourg) – <i>Senior Managing Director de</i> Haussmann Holding N.V. – <i>Gérant de</i> Vicence Conseil – <i>Administrateur de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Novath-Investissements – Athena Valeurs – Columbus Management Limited – Quantun Fund – Solfur S.A. – Steinhardt Funds – <i>Représentant permanent de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Société de Gérance de Valeurs Mobilières <ul style="list-style-type: none"> • au Conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) • au Conseil de gérance de la S.N.C. Wendel-Participations 	74	1982	2005/2006 (fin 2006)
Monsieur Nicolas ver Hulst	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> – <i>Président du Conseil de surveillance de</i> Squadran – <i>Vice-Président du Conseil de surveillance de</i> Rep Holding – <i>Administrateur de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Alpha Radio BV – Alpha Bobby BV – Centrale Actions Avenir (Sicav) – Oranje Nassau Groep – Oranje Nassau Asia – Proteas BV – Technisch Handelstant Broekman – <i>Membre du Directoire de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Alpha Associés – Alpha Développement Finance (ADF) – <i>Membre du Conseil de surveillance de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Louis Dreyfus Communications – <i>Gérant de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Northstar – NVH Investissements – Amadeus Media – Hotelière Dominique Eiffel – Prodom – <i>Représentant permanent de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – NVH Investissements au Conseil d'administration de : <ul style="list-style-type: none"> • Alcyon Finance • Taitbout Finance 4 • Visotec Finance – Northstar au Conseil d'administration de : <ul style="list-style-type: none"> • Radio Monte Carlo • Hôtel Saint Dominique • Alven Capital • Salins International Holding (SIH) – <i>Représentant permanent de Northstar au Conseil de surveillance de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Nextradio – Pindière SA. 	48	2000	2005/2006 (fin 2006)
Monsieur Guy de Wouters	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> – <i>Président du Conseil d'administration de</i> Compagnie Financière de La Trinité – <i>Président du Conseil de surveillance de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Oranje Nassau Groep B.V. – Alpha Associés – Alpha Développement Finance – <i>Administrateur de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Cap Gemini Ernst & Young – Eurotunnel – GIP S.A. – <i>Membre du Conseil de surveillance de</i> Alpha Ventures 	71	1992	2003/2004 (fin 2004)

Conseil d'Administration au 31 mars 2002

M.	Titre	Autres fonctions	Age	Nomination	Fin de mandat
Société Lorraine de Participations Sidérurgiques représentée par Monsieur Hubert Leclerc de Hauteclocque (nommé représentant permanent en 1983)	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> – <i>Président du Conseil d'administration de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Société Lorraine de Participations Sidérurgiques – Novath-Investissements – <i>Administrateur de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) – Sofiservice – <i>Représentant permanent de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques</i> au Conseil de Gérance de Wendel-Participations 	74	1977	2006/2007 (fin 2007)
<hr style="border-top: 1px dashed black;"/>					
Trief Corporation S.A. représenté par Monsieur Bruno Roger	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> – <i>Président de Eurazeo</i> – <i>Membre du Comité Exécutif de Lazard LLC</i> – <i>Administrateur de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Cap Gemini Ernst & Young – Compagnie de Saint-Gobain – Sofina – Thales – <i>Membre du Conseil de surveillance de :</i> <ul style="list-style-type: none"> – Axa – Pinault Printemps Redoute 	68	1989	2004/2005 (fin 2005)

8.1.2 Fonctionnement (articles 12 à 19 des statuts)

Article 12 : Composition du conseil

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et, au plus, du nombre d'administrateurs autorisé par les dispositions légales en vigueur.

Article 13 : Durée des fonctions d'administrateur

Les administrateurs sont nommés pour six ans et rééligibles.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le nombre d'administrateurs personnes physiques et de représentants permanents de personnes morales, âgés de plus de 70 ans, ne pourra, à l'issue de chaque assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes sociaux, dépasser le tiers (arrondi, le cas échéant, au nombre entier supérieur) des administrateurs en exercice.

Article 14 : Actions d'administrateur

Chacun des administrateurs doit, pendant la durée de ses fonctions, être propriétaire d'au moins quarante actions libérées des versements exigibles.

Article 15 : Bureau du conseil

- I. Le conseil nomme parmi ses membres un président dont il fixe la durée des fonctions ; cette durée ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions du président prennent fin de plein droit au plus tard à l'issue de la première assemblée générale ordinaire annuelle tenue après la date à laquelle il a atteint l'âge de 70 ans révolus. Toutefois, le conseil d'administration pourra renouveler le mandat du président pour une période ne pouvant aller au-delà de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui suivra ; un tel renouvellement ne pourra être effectué plus de cinq fois.

Un administrateur âgé de plus de 70 ans peut être nommé président. Le mandat ainsi conféré est valable jusqu'à l'issue de la première assemblée générale annuelle qui suivra. Ce mandat pourra être renouvelé dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, sans cependant pouvoir dépasser l'assemblée générale ordinaire annuelle qui suivra la date à laquelle le président aura atteint l'âge de 75 ans.

- II. Le conseil peut nommer parmi ses membres un ou des vice-présidents, dont il fixe la durée des fonctions.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil et les assemblées sont présidées par le ou l'un des vice-présidents et, en cas d'absence de ceux-ci, par un autre administrateur désigné par le conseil.

- III. Le conseil peut aussi nommer un secrétaire ; celui-ci peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

Article 16 : *Délibérations du conseil d'administration*

Le conseil se réunit au siège social ou en tout autre endroit sur convocation de son président.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tous les moyens, même verbalement, et sans délai, s'il y a lieu.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues la loi. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 17 : *Pouvoirs du conseil d'administration*

Les pouvoirs du conseil d'administration sont ceux qui lui sont conférés par la loi.

Article 18 : *Direction Générale*

Sur la proposition de son président, le conseil d'administration peut nommer un ou des directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions d'un directeur général prennent fin de plein droit au plus tard à l'issue de la première assemblée générale ordinaire annuelle tenue après la date à laquelle il a atteint l'âge de 65 ans révolus. Toutefois, les fonctions de directeur général pourront être reconduites dans les conditions prévues au deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 15 pour la durée des fonctions de président.

A l'égard des tiers, les pouvoirs du président du conseil d'administration et, éventuellement, du ou des directeurs généraux sont ceux que leur confère la loi.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le conseil d'administration.

Article 19 : *Rémunération des administrateurs*

- I. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence.

Le conseil répartit ces jetons de présence entre ses membres comme il l'entend.

- II. Il peut également être alloué aux administrateurs par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles dans les cas et dans les conditions prévus par la loi.

8.2 INTERETS DES DIRIGEANTS

8.2.1 Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur

Les administrateurs détiennent ou représentent 9 697 473 actions de la société.

8.2.2 Montant global des rémunérations

En 2001, la rémunération globale annuelle brute du Président, reçue de l'intégralité des sociétés du groupe et publiée dans le rapport de la CGIP, s'est élevée à 1 143 milliers d'euros, se répartissant ainsi : part fixe, 977 milliers d'euros, jetons de présence, 166 milliers d'euros. En ce qui concerne Marine-Wendel, le Président a perçu au titre de l'exercice 2000-2001 une rémunération globale brute de 197 milliers d'euros, dont 16 milliers d'euros de jetons de présence.

Les jetons de présence versés aux administrateurs de Marine-Wendel s'élèvent à 89 milliers d'euros au titre de l'exercice, contre 91 milliers d'euros pour les deux exercices précédents.

8.2.3 Options de souscription ou d'achat d'actions

Néant.

8.2.4 Convention réglementées

Néant.

8.2.5 Prêts et garanties accordés

Néant.

8.3 INTERESSEMENT DU PERSONNEL

8.3.1 Contrats d'intéressement et de Participation

Néant.

8.3.2 Options de souscription ou d'achat d'actions

Néant.

IV. PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La CGIP auprès de la COB un document de référence le 3 mai 2002 portant le n° D.02-763. Le présent Document E incorpore par référence le document de référence.

EVENEMENTS RECENTS

- Offres publiques de rachat de ses propres titres

Préalablement à la fusion, CGIP a procédé au lancement de plusieurs offres publiques de rachat de ses propres titres, toutes intégralement souscrites :

- Le 16 janvier 2002, la CGIP a initié une offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 6.000.000 de titres au prix de 44 € par action, à laquelle Marine-Wendel a participé à hauteur de 3.200.000 titres. L'offre a été clôturée le 15 février 2002 ;
- Par ailleurs, la CGIP a mis en œuvre une OPA simplifiée sur ses propres titres portant sur 5.477.500 titres au prix de 44 € par action. L'OPA a été clôturée le 30 janvier 2002.

- Financement des offres publiques de rachat de ses propres titres

Afin de financer les offres publiques de rachat, la CGIP a conclu avec BNP Paribas un contrat de financement d'un montant de 900 millions d'euros, sur une durée de 5 ans.

Cette opération a été structurée sous la forme d'une vente à réméré portant sur des actions Cap Gemini-Ernst & Young et Valeo, entraînant transfert de propriété des actions. Cette vente est assortie d'une clause de rachat permettant à CGIP de racheter, à tout moment, ces actions au prix de cession initial.

Une première tranche de 600 millions d'euros a été mise en place le 7 janvier 2002. Elle sera remboursable en 3 échéances égales de 200 millions d'euros à 4, 4,5 et 5 ans. CGIP conserve la possibilité d'emprunter 300 millions d'euros supplémentaires pour les besoins de sa politique d'investissement.

A la suite de l'opération du 24 avril 2002 décrite ci-après les actions Valeo objet du réméré ont été rachetées et remplacées par des actions Cap Gemini Ernst & Young.

- Opérations sur capital

Le capital social, depuis le 31 décembre 2001, a été modifié suite à plusieurs augmentations et réduction de capital. En conséquence, le capital de la CGIP s'élève, au jour des présentes, à 652.422.287 €, divisé en 59.311.117 actions de 11 € nominal chacune, intégralement libérées et non amorties.

- Emission d'obligations échangeables en titres Valeo et cession de titres Valeo.

Le 24 avril 2002, CGIP a mobilisé la participation qu'elle détient dans Valeo, en réalisant une opération qui comporte deux volets :

- le placement sur le marché, au prix de 47,45 euros par action, de 7 217 391 actions Valeo, pouvant être porté à 8 300 000 actions par l'exercice de l'option de surallocation ;
- l'émission de 6 700 000 obligations échangeables en actions Valeo pouvant être porté à 7 300 000 obligations par l'exercice de l'option de surallocation. Les principales caractéristiques de cette émission sont:
 - prix d'émission : 56 euros,
 - prix de remboursement : 56 euros,
 - intérêt : 3,75 %, payable annuellement le 27 mai,
 - durée : 3 ans,
 - cotation : Luxembourg,
 - remboursement anticipé : possibilité de rembourser l'obligation après 2 ans, si cours supérieur à 115 %, soit 64,40 euros, pendant 20 bourses consécutives,
 - remboursement à l'échéance : soit par livraison des actions, soit , si le cours de Bourse de l'action est inférieur au prix de remboursement, au choix de l'émetteur, par paiement intégral en numéraire ou par livraison des actions et versement en numéraire de la différence entre le prix de remboursement et 98% du cours de l'action.

En cas d'exercice des options de surallocation, la trésorerie reçue s'élèverait à 802 millions d'euros.

CGIP s'est engagée à conserver les actions Valeo:

- encore en sa possession à l'issue de cette opération, pendant 120 jours;
- correspondant aux d'obligations échangeables émises, pendant leur durée de vie.